

## **DÉLIBÉRATION N°CP 2022-111**

### **DU 23 MARS 2022**

#### **FILIÈRES ET INNOVATION**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le Traité instituant la Communauté européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

**VU** le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 et modifié par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

**VU** le règlement n° 360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 publié au JOUE L114/12 du 26 avril 2012 et modifié par le règlement modifié par les règlements 2018/1923 publié au JOUE L313/2 du 10 décembre 2018 et 2020/1474 publié au JOUE L337/1 du 14 octobre 2020 relatif aux aides « de minimis SIEG » accordées aux entreprises fournissant des services d'intérêt économique général ;

**VU** le règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

**VU** le régime cadre exempté de notification n° SA.58995 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2015-2023 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, tel que modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de la commande publique ;

**VU** le code de commerce ;

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**VU** la délibération n° CR 63-07 du 27 septembre 2007 relative à l'emploi et aux filières pour favoriser le développement des PME-PMI franciliennes ;

**VU** la délibération n° CR 56-08 du 17 octobre 2008 relative à « l'enseignement supérieur, recherche, innovation » ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

**VU** la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à l'adoption du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 ;

**VU** la délibération n° CR 2017-127 du 6 juillet 2017 portant adoption d'une politique stratégique en faveur du design en Île-de-France pour favoriser l'innovation et la croissance des entreprises ;

**VU** la délibération n° CP 15-519 du 9 juillet 2015 relative au soutien aux projets collaboratifs de recherche et développement des pôles de compétitivité ;

**VU** la délibération n° CP 16-234 du 15 juin 2016 relative au plan interfilières des industries automobile, aéronautique et mécanique ;

**VU** la délibération n° CP 16-348 du 12 juillet 2016 relative au soutien 2016 au cluster francilien du jeu vidéo Capital Games ;

**VU** la délibération n° CP 16-643 du 16 novembre 2016 relative au soutien aux projets collaboratifs de recherche et développement des pôles de compétitivité ;

**VU** la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

**VU** la délibération n° CR 2017-37 du 10 mars 2017 relative à mise en œuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) ;

**VU** la délibération n° CP 2017-583 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie régionale #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;

**VU** la délibération n° CP 2017-599 du 22 novembre 2017 relative à devenir la première smart région d'Europe ;

**VU** la délibération n° CP 2017-586 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) : soutien à l'entrepreneuriat, soutien à l'insertion par l'activité économique, soutien à l'emploi ;

**VU** la délibération n° n° CP 2018-313 du 4 juillet 2018 relative au soutien aux projets collaboratifs de R&D des pôles de compétitivité 25<sup>ème</sup> appel à projets du fonds unique interministériel (FUI) – Régions ;

**VU** la délibération n° CR 2018-043 du 20 septembre 2018 portant adoption de la stratégie régionale en faveur de l'artisanat et du commerce ;

**VU** la délibération n° CP 2019-163 du 19 mars 2019 relative au Soutien de la Région aux grands projets de R&D ;

**VU** la délibération n° CP 2019-266 du 3 juillet 2019 relative aux Pôles de compétitivité et autres affaires économiques ;

**VU** la délibération n° CR 2019-043 modifiée du 19 septembre 2019 relative au chèque numérique en faveur des artisans et commerçants franciliens « pour un commerce connecté » ;

**VU** la délibération n° CP 2019-501 du 20 novembre 2019 relative au soutien à l'innovation et l'entrepreneuriat ;

**VU** la délibération n° CP 2020-162 du 27 mai 2020 relative à Paris Région Up : Aides Pm'up, Tp'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes, 3ème rapport pour 2020 ;

**VU** la délibération n° CP 2020-C33 du 18 novembre 2020 relative aux diverses dispositions financières ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CR 2021-049 du 21 juillet 2021 : « Agir pour notre environnement » ;

**VU** la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

**VU** la délibération n° CP 2021-276 du 22 juillet 2021 portant sur les filières et l'innovation ;

**VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

**VU** la délibération n° CP 2021-367 du 22 septembre 2021 relative à l'intégration d'une clause d'information dans les conventions passées par la Région avec les communes ;

**VU** la délibération n° CP 2021-440 du 19 novembre 2021 relative au soutien aux entreprises et accompagnement de la stratégie régionale ;

**VU** la délibération n° CP 2022-040 du 28 janvier 2022 relative aux tiers-lieux, commerce et artisanat ;

**VU** le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

**VU** l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2022-111 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

### **Article 1 : Soutien aux pôles de compétitivité**

Décide de poursuivre, au titre du dispositif « de soutien aux structures d'interface et d'appui à l'innovation », le financement des projets 2022 des 6 pôles de compétitivité détaillés dans les fiches projets et annexes financières en annexe 1 à la présente délibération et conformément à la convention adoptée par la délibération n° CP 2019-266 du 3 juillet 2019 susvisée, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 2 402 117 €.

Affecte une autorisation d'engagement de 2 402 117 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », programme HP 92-005 « Soutien aux pôles de compétitivité », action 19200501 « Gouvernance des pôles de compétitivité », du budget 2022.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

### **Article 2 : Soutien au cluster Silver Valley**

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien aux structures d'interface et d'appui à l'innovation », au financement des actions 2022 de Silver Valley détaillés dans la fiche projet en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum

prévisionnel de 166 770 €.

Approuve la nouvelle convention-type relative aux clusters jointe en annexe 3 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 166 770 € au titre du dispositif « Politique régionale en faveur de l'innovation : les structures d'accompagnement », disponible sur le chapitre 939 « Action économique » code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », programme HP 92-002 « Soutien à l'innovation », action 19200203 « Structures d'appui à l'innovation » du budget 2022.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévue dans la fiche projet en annexe 2 à la présente délibération, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

### **Article 3 : Soutien au cluster Capital Games**

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien aux structures d'interface et d'appui à l'innovation », au soutien du cluster francilien du jeu vidéo CAPITAL GAMES tel que décrit dans la fiche projet en annexe 2 de la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 60 000 €.

Approuve la nouvelle convention-type relative aux clusters jointe en annexe 3 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 60 000 € au titre du dispositif « Politique régionale en faveur de l'innovation : les structures d'accompagnement », disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », programme HP 92-002 « Soutien à l'innovation », action 19200203 « Structures d'appui à l'innovation » du budget 2022.

### **Article 4 : Soutien aux entreprises pour le Salon Aéronautique de Farnborough**

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires », au soutien des PME aéronautiques franciliennes exposant au Salon Aéronautique de Farnborough, tel que décrit en annexe 4 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention de 100 000 € au pôle de compétitivité ASTECH PARIS REGION pour le financement de tickets modérateurs à destination des acteurs franciliens de l'aéronautique présents au salon.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention figurant en annexe 5 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 100 000 €, au titre du dispositif « Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires », au financement du projet détaillé en annexe 4 à la présente délibération. Cette autorisation sera prélevée sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services »,

programme HP 94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400103, « Soutien aux entreprises et aux filières prioritaires » du budget 2022.

#### **Article 5 : Adhésion à l'APCI-Promotion du design**

Décide d'adhérer et de verser une cotisation annuelle à l'APCI-Promotion du design, dont les statuts sont joints en annexe 6 à la présente délibération, pour renforcer l'action régionale en matière de design auprès des entreprises.

Affecte une autorisation d'engagement pour un montant 12 000 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP 94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400103 « Soutien aux entreprises et aux filières prioritaires » du budget 2022.

#### **Article 6 : Financement de la participation régionale à Viva Technology**

Décide de participer au salon Viva Technology,

Affecte une autorisation d'engagement de 426 000 € disponible sur le chapitre 935 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 56 « Technologies de l'information et de la communication », programme HP 56-001 « Aide au développement du territoire numérique », action 15600104 « Evénements et acteurs numériques » du budget 2022, pour couvrir des dépenses de logistique et communication engendrées par la participation de la Région à Viva Technology et l'accueil des start-up exposantes sur son stand.

#### **Article 7 : Chèques en faveur de la transition numérique et écologique des artisans et commerçants franciliens**

Décide de modifier le règlement d'intervention relatif aux « Chèques en faveur de la transition numérique et écologique des artisans et commerçants franciliens » joint en annexe 7 à la présente délibération.

Approuve une nouvelle convention-type jointe en annexe 8 à la présente délibération.

Décide de participer, au titre du volet 2 du Chèque numérique pour un commerce connecté, au financement de 3 projets détaillés en annexe 9 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant de 17 000 € d'autorisation d'engagement et d'un montant de 10 000 € d'autorisation de programme aux 3 communes suivantes :

DEPT	N° PROJET	BENEFICIAIRE	MONTANT DE LA SUBVENTION
Autorisation d'engagement			
77	EX062555	PROVINS	10 000 €
92	EX062611	CHAVILLE	7 000 €
Autorisation de programme			
94	EX062612	VILLIERS-SUR-MARNE	10 000 €

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des conventions conformes au nouveau modèle-type adopté ci-dessus et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de 17 000 €, disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP 94-002 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 19400202 « TP'up » du budget 2022.

Affecte à ce titre une autorisation de programme de 10 000 €, disponible sur le chapitre 909

« Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP 94-002 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 19400201 « TP'up » du budget 2022.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans les fiches projets en annexe 9 à la présente délibération, par dérogation prévue aux articles 17 et 29 du règlement budgétaire et financier susvisé.

### **Article 8 : Réaffectation projet Cireq**

Désaffecte une autorisation de programme d'un montant de 113 264,81 € au titre du dispositif « Soutien aux grands projets de Recherche, Développement et Innovation », disponible sur le chapitre 909 « action économique », code fonctionnel 92 « recherche et innovation », programme HP 92-005 « Soutien aux pôles de compétitivité », action 19200504 « Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique » du budget 2021.

Décide de réattribuer une subvention d'un montant total de 113 264,81€ à la société RQR.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 113 264,81 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme 91-001 « Subvention spécifique relance, attractivité, développement économique et innovation », action 19100102, « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2022.

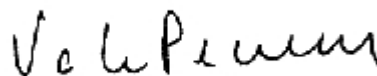
Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date figurant dans la fiche projet en annexe 10 à la délibération par dérogation prévue à l'article 17, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention figurant en annexe 11 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional d'Île-de-France à la signer.

### **Article 9 : Avenant à la convention type Challenge IA entreprises**

Adopte l'avenant figurant en annexe 12 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

Acte rendu exécutoire le 24 mars 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 24 mars 2022 (référence technique : 075-237500079-20220323-lmc1145936-DE-1-1) et affichage ou notification le 24 mars 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours

devant le tribunal administratif territorialement compétent.

## **ANNEXES A LA DELIBERATION**



## **Annexe 1 : Fiches projets Pôles**

**DOSSIER N° 22002334 - Soutien 2022 - Pôle Astech Paris Region****Dispositif** : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)**Délibération Cadre** : CR69-10 du 18/11/2010**Imputation budgétaire** : 939-92-6574-192005-400

Action : 19200501- Gouvernance des pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	1 014 706,00 € HT	21,76 %	220 829,00 €
<b>Montant total de la subvention</b>			<b>220 829,00 €</b>

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ASSOCIATION ASTECH PARIS REGION

Adresse administrative : 1 ALLEE DE BRUXELLES  
93350 LE BOURGET

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Marie-Christine OGHLY, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET****Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Soutien à la structure sur toute l'année 2022

**Description :**

Le pôle ASTech a effectué l'ensemble des actions sur lesquelles il s'était engagé au titre de la Convention d'objectifs et de moyens 2021. Il s'est notamment impliqué aux côtés de la Région et de l'Etat dans la cellule d'aide aux entreprises de la filière, particulièrement impactée par la crise liée au Covid-19.

En 2022, le partenariat entre ASTech et la Région s'inscrit dans le cadre d'une convention d'objectifs et de moyens qui vise à :

- Renforcer l'articulation et les synergies entre les missions du pôle et les politiques régionales de développement économique et d'innovation,
- S'accorder sur une ambition commune traduite dans des objectifs partagés ;
- Définir les moyens mis en œuvre et les modalités d'évaluation et de pilotage de ce partenariat.

Ce partenariat se concrétise par la réalisation de trois missions socles (précisées ci-dessous), communes à l'ensemble des pôles, détaillées en annexe de la convention auxquelles s'ajoutent des missions spécifiques qui permettent d'adapter le soutien régional à chaque pôle :

- Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière ;
- Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides PIA et des grands projets ;
- Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la

République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.  
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

## Présentation du plan d'actions et d'objectifs 2022

### Missions socles

<b>Objectifs généraux</b>	<b>Objectifs stratégiques (niveau 2)</b>	<b>Actions</b>	<b>Indicateurs</b>
<b>Objectif 1:</b> Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière	Promouvoir les aides de la gamme Up et les dispositifs régionaux ciblant les membres du pôle et l'émergence de projets innovants	Communiquer, sensibiliser et orienter (via les newsletters, l'événementiel du pôle et les rencontres avec les membres/prospects) les entreprises de son écosystème aux différentes aides et dispositifs régionaux (Pack IA, Industrie,...) Organiser des événements de dimension internationale (dont IMF) Participer à des salons et conférences Accueillir des délégations étrangères Animer la plateforme de veille Cl'eo Promouvoir les missions internationales de la Région	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibiliser les 250 membres franciliens aux aides de la Région lors des entretiens de fidélisation et aux travers des différents outils de communication du pôle</li> <li>• Promouvoir les aides sur le site internet et via la newsletter (présence dans 5 newsletters)</li> <li>• Proposer des stands Région sur 1-2 événements internationaux</li> <li>• Participer à l'attractivité de la région en présentant la force de l'écosystème sur des salons et conférences dédiés à l'aéronautique, au spatial et à la défense et en accueillant des délégations étrangères</li> </ul>
		Favoriser l'émergence de projets d'innovations susceptibles de candidater aux guichets régionaux up' et grands projets	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organiser, sur le territoire francilien, 10 événements (ateliers et plénières thématiques) de génération de projets sur les ASD avec présentation des aides de la Région.</li> <li>• Animer 10 comités d'experts qui fixent la stratégie thématique, qui aident à l'émergence des projets, les accompagnent et les expertisent. Les sensibiliser aux aides de la Région.</li> <li>• Accompagner 5 projets vers les guichets régionaux</li> <li>• Faire remonter 3 entreprises vers le Pack IA permettant de faciliter l'usage de l'IA pour les PME (financement de PoC)</li> </ul>
		Concernant « Innov'up expé » : Contribuer à l'émergence de projets d'expérimentations sur leurs thématiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Identifier 2 terrains</li> <li>• Accompagner 2 dossiers</li> </ul>
	Participer activement au Paris Region Business Club et à le promouvoir auprès des membres	Proposer du contenu innovant en lien avec la filière, Croiser les bases de données adhérents, mettre en place des actions/informations ciblées	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Proposer un accès gratuit aux membres du PRBC à 2 événements minimum</li> </ul>
	Contribuer à l'animation de l'écosystème de filières prioritaires et verticales technologiques	Appuyer la Région dans l'organisation d'assises / événements annuels rassemblant les écosystèmes (verticales technologiques ou filière)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 conventions annuelles</li> <li>• 2 rencontres BtoB</li> <li>• 10 événements thématiques</li> <li>• cumul de 1000 participants</li> </ul>

	régionales		
		Organiser, en lien avec la Région, des Challenges en détectant des besoins technologiques nécessitant le développement de solutions nouvelles	En 2020 : • Solliciter les grands comptes membres pour une mise en relation avec les lauréats/pré-lauréats du challenge
		Proposer des actions inter-pôles avec une coordination avec le pôle Y sur les thématiques G et Z.	• Actions avec Systematic : • Actions avec Mov'eo : • Interpole IA avec les 6 pôles franciliens : 1 événement interpole sur thématique IA appliquée aux domaines des pôles
	Participer à la démarche de construction et de promotion de l'achat innovant public au sein de la Région	Appuyer la Région, dans la mise en relation entre acheteurs publics et offreurs de solutions innovantes sur ses thématiques cibles en sourçant des start-ups pertinentes.	• Contribuer à 2 mardi de la Smart Région sur les thématiques d'ASTech et proposer 6 start-ups
	Contribuer à la dynamique européenne de l'écosystème régional	Répondre, en tant que porteur de projet ou partenaire, à des appels à projets européens structurants au regard de la thématique et l'expertise du pôle.	• Mener des actions de sensibilisation sur des initiatives européennes
<b>Objectif 2:</b> Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides Leader PIA, Innov'up Expé et des grands projets		Assurer un suivi opérationnel (estimé à 2 jours par projets) des lauréats des aides PIA, Innov'up Expé et des grands projets	• Assurer le suivi des projets
		Transmettre à la Région des points d'étapes et bilan de l'avancement des projets (1 par an a minima par projet)	• Transmettre 1 point d'étape par an pour les projets en remplissant la trame de reporting par projet fournie par la Région.
		Organiser, avec les services régionaux, des réunions de suivi de portefeuilles des entreprises suivies afin d'échanger de façon qualitative sur l'état d'avancement et les orientations possibles du dirigeant à l'issue du projet.	• Organiser, avec la Région (service des aides aux entreprises), 1 réunion de bilan/suivi par an des projets en portefeuille
<b>Objectif 3:</b> Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière		Transmettre, a minima de façon bimestrielle, à la Région des notes d'informations et d'alertes sur les acteurs de la filière.	• Transmettre selon le besoin et l'actualité des notes d'information à la région en partenariat avec la GIFAS (format court, à définir avec la Région)

## **Missions spécifiques**

<b>Objectifs généraux</b>	<b>Objectifs stratégiques (niveau 2)</b>	<b>Actions</b>	<b>Indicateurs (à chiffrer avec le pôle)</b>
Animation et développement d'une filière spatiale en IDF	Développer l'écosystème du spatial en Ile de France tant pour des acteurs du NewSpace que pour les acteurs déjà présents sur le secteur et qui doivent maintenir leur compétitivité	ESA BIC Nord France : accompagner des start up franciliennes dans le cadre de l'incubateur de l'ESA Organisation d Act In Space	Start-up franciliennes incubées : 3 Participants a Act In Space : 40
<b>Promouvoir la filière aérospatiale francilienne</b>	Accompagner les PME dans leur prospection commerciale sur des salons internationaux	Organiser le Pavillon collectif régional sur des salons internationaux et commercialiser les surfaces	Nombre de m <sup>2</sup> vendus aux membres :150m <sup>2</sup> 15 entreprises accompagnées
<b>Contribuer à la structuration de la filière sur le territoire</b>	Accompagner Airbus Hélicopter dans le cadre de la gestion de leur surface mobilière, le pays de Meaux pour sa spécialisation territoriale sur le secteur aéronautique	Apporter l'expertise d'ASTech sur les attentes de l'écosystème et contribuer à la qualification du projet	Etre conseil auprès de deux acteurs territoriaux sur le développement de leurs actions locales
<b>Etre en alerte sur les retombées industrielles de la crise sanitaire</b>	Soutenir les PME régionales stratégiques pour les Grands Groupes	Rencontrer les PME, identifier leurs problématiques et les accompagner sur les dispositifs pertinents	Assurer l'accompagnement de 10 PME en difficultés

# BUDGET PREVISIONNEL DU POLE ASTech

Période : 1er Janvier 2022 - 31 Décembre 2022

DEPENSES		BP 2021 HT
<b>Salaires et charges</b>		<b>600.000 €</b>
<b>Contribution des membres et bénévoles*</b>		<b>150.000 €</b>
<b>Achats de prestations</b>		<b>245.000 €</b>
Communication/promotion/supports		40.000 €
Réflexion stratégique / expertise		170.000 €
Animations Membres / Réunion		35.000 €
<b>Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)</b>		<b>169.706 €</b>
Loyers et charges		90.000 €
Equipeement, Assurance		35.000 €
Consommable		20.000 €
frais divers de gestion		24.706 €
<b>TOTAL DEPENSES</b>		<b>1.164.706 €</b>
<b>TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE</b>	<b>1.014.706 €</b>	

\* Hors assiette éligible

RECETTES		Montant en €
<b>Financements privés</b>		<b>700.000 €</b>
Cotisations privées		300.000,00 €
Services		250.000,00 €
Contribution des membres		150.000,00 €
<b>Financements publics</b>		<b>464.706 €</b>
<b>Collectivités Territoriales</b>		
Région Ile de France		220.829,00 €
Région (part Etat)		243.877,00 €
<b>TOTAL RECETTES</b>		<b>1.164.706 €</b>

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS 2022		Montant en €	
	Achat de prestations	Salaires et charges	TOTAL
Mission socle 1 (missions de type A et B - guide DGE)	144 960 €	154 800 €	299 760 €
Mission socle 2 (missions de type B - guide DGE) -	1 920 €	9 600 €	11 520 €
Mission socle 3 (missions de type B - Guide DGE)	640 €	3 200 €	3 840 €
Missions spécifiques (ESA BIC Nord France)	51 600 €	18 000 €	69 600 €
Missions spécifiques (Organiser le Pavillon collectif sur des salons internationaux)	68 160 €	40 800 €	108 960 €
Missions spécifiques (Expertise d'Astech sur les attentes de l'écosystème)	800 €	4 000 €	4 800 €
Missions spécifiques (Rencontrer les PME, identifier leurs problématiques et les	8 400 €	12 000 €	20 400 €
Missions organisées pour le compte de l'Etat	138 226 €	357 600 €	495 826 €
<b>TOTAL</b>	<b>414 706 €</b>	<b>600 000 €</b>	<b>1 014 706 €</b>



**DOSSIER N° 22002252 - SOUTIEN 2022 AU POLE MEDICEN****Dispositif** : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)**Délibération Cadre** : CR69-10 du 18/11/2010**Imputation budgétaire** : 939-92-6574-192005-400

Action : 19200501- Gouvernance des pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	1 336 666,00 € HT	45,75 %	611 491,00 €
<b>Montant total de la subvention</b>			<b>611 491,00 €</b>

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : MEDICEN PARIS REGION

Adresse administrative : 3 IMPASSE REILLE  
75014 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Christian DELEUZE, Président

**PRESENTATION DU PROJET****Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'une subvention de fonctionnement pour l'année 2022

**Description :****Bilan 2021**

-Développement de l'écosystème malgré la crise : 718M€ levés par les adhérents MPR ; 3 levées spectaculaires ; 85 nouvelles adhésions

-Pilotage et la mise en œuvre des actions Smart Santé:

o Innov Up Expé Santé (mesure "Hopital du Futur")

\*Proposition et adaptation de la méthodologie de projet européen InDemand

\*Sur l'AMI, puis sur l'AAP à destination des entreprises : préparation AMI / AAP avec la Région ; mobilisation des EDS et décryptage individuel; Evaluation des dossiers, organisation du jury ; ciblage et mobilisation individuelle des entreprises ;

o Valorisation des données de santé : Challenge AI for Health : Mobilisation de l'écosystème ; Organisation d'un webinar avec CPR, APHP et Curie

- Mise en oeuvre de la stratégie Bio production :

o Assises de la bioproduction : co-pilotage avec la Région, définition des GT, mobilisation des acteurs, animation des ateliers, élaboration de la cartographie avec IPR

o AAP Ile-de-France leader bioproduction : information, identification des candidats potentiels, mobilisation des acteurs et du jury

o Genèse et organisation du French Bio production Tour, du Congrès France Bio production, représentation des acteurs IDF au sein du CSF, suivi des intégrateurs &amp; valorisation des acteurs et projets IDF ; synergies inter régionales

- Contribution au maintien et à l'implantation des entreprises sur le territoire :

o Opportunités d'implantation et de développement : HCS Pharma (+ 20 emplois en bioprod) ; SQY Pharma ; Seqens...

o Des actions d'attractivité à l'international ayant mené à une quinzaine de RDV avec CPR pour de potentielles implantations

- o Identification de projets d'envergure au fort potentiel d'attractivité et de développement économique : ex Sokinox, Air Liquide Medical System (Grand Projet)
- Relance et focus sur l'innovation santé:
- o Participation à la gestation de projets structurants sur le territoire (dont Paris Saclay Cancer Cluster ; PariSanté Campus ; @otel Dieu) ;
- o Accompagnement et succès vague RHU pour l'IDF : 60 RHU accompagnés, – 11 retenus sur les 17 lauréats

### **Actions 2022** (cf Ci-dessous)

**Localisation géographique :** REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

## **Présentation du plan d'actions et d'objectifs 2022**

### **Actions socle**

<b>Objectifs généraux</b>	<b>Objectifs stratégiques</b>	<b>Actions</b>	<b>Livrables / Indicateurs</b>
<b>Objectif 1 : Être un relais des politiques régionales auprès des acteurs de la filière</b>	1- Promouvoir les aides de la gamme Up et les dispositifs régionaux ciblant les membres du pôle et l'émergence de projets innovants	Webinaires de promotion des dispositifs (dont Innov'UP)	Medicen R&D
		Medicen Day	moment de rencontre de l'ensemble du réseau IDF (+200 participants) ; lieu ; PF B2Match ; traiteur ; comm' ; ...
		AG Medicen	moment de rencontre de l'ensemble du réseau MPR (+150 participants) et opportunité de valoriser les atouts régionaux (diffusion barometre inno ; ...)
		Participation aux échanges PME - Région pour apporter une évaluation sur les opportunités de support régionaux (aides and co)	Sur <b>10 entreprises par an</b> , sur des projets identifiés comme stratégiques (ex projets vaccins,

			CDMO,...)
		suivi des projets lauréats aux dispositifs régionaux	Bilan des actions sur les AAP IDF leader bioproduction, Sesames filières PIA
		<b>Veille stratégique</b> annuelle sur les filières healthtech en IDF	Remontée des enjeux majeurs et recommandations sur les acteurs : projets à soutenir
	2- Participer aux clubs santé régionaux	Contribuer à renforcer la visibilité des actions du <b>Club ETI Santé</b>	Organisation de l'édition du <b>forum Emploi ETI</b>
	3- Contribuer à l'animation de l'écosystème de filières prioritaires et verticales technologiques régionales	établir le <b>panorama</b> des acteurs des Medtech en IDF	<b>panorama</b> des acteurs et valorisation des forces en présence
		RDV <b>meet My data</b> récurrents <b>Valoriser les entrepôts de données</b> franciliens	<b>20+</b> participants mensuels <b>Panorama EdS franciliens</b> en ligne
		Organisation d'un séminaire inter pôles	valoriser l'Inno en IDF et s'aligner sur la stratégie moyen terme
			Organisation opérationnelle d'une plénières TIC & Santé
	4-Contribuer aux dynamiques européennes de l'écosystème régional	Evènement IDF santé, pour montrer la présence de l'IDF à l'UE	Contribution PFUE Liens asso IDF UE
		Contribuer aux <b>use cases locaux</b> pour GAIA X	buy in et visibilité des acteurs ; participation aux réunions en interpole + accompagnement 2 porteurs de projets + réunion d'information
		En lien avec le groupe EER et autour de l'évènement « Regmed » organisation d'un évènement de valorisation de l'écosystème Paris dans le domaine de la médecine régénérative	co orga Evènement <b>REGMED</b>
		Contribution au <b>GT EER II</b>	valorisation acteurs Medtech
		Adhésions aux réseaux européens pertinents : EIT Health, CEBR, EER	
		Recherche de financements européens Identification et structuration des projets accompagnement des membres Participation à des consortium	10 membres soutenus Medicen (et donc IDF) <b>coordinateur</b> d'un projet
		contribution à des délégations à l'export / congrès internationaux	Ciblés parmi bio US, Medtech US, BIO Japan, Bio Europe (Spring), BIOMED Israël, Innovation 4

			Health Rotterdam
<b>Objectif 2 : Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides Leader PIA, Innov'up Expé et des grands projets</b>	1 - Être garant de la qualité des projets soutenus	Renforcer l'impact du label du pôle auprès des acteurs	<b>Labellisation, prérequis</b>
		Aide au <b>montage des IHU</b> sur le territoire francilien	Accompagner les structures et se mobiliser pour le choix de <b>2 nouveaux IHU en IDF</b>
		<b>Soutien projets structurants</b>	faciliter ouverture <b>onco cluster</b> - contribution recherche de aptrtenaires pour ouverture nationnale et internationale
	2 - contribuer au développement et à la croissance des entreprises prometteuses	Formations collectives et accompagnements individuels autour du réglementaire, market access, stratégie, RH	7 MasterClass
		Ateliers de présentation d'un grand groupe / ETI	3 a 4 évènements
		Stratégie et croissance	<b>8 Scan 360</b> réalisés
		Accompagnement à la <b>levée de fonds</b>	<b>4 sessions d'accompagnement</b> (10-12 sociétés)
<b>Objectif 3 : Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière</b>	Veille et Intelligence économique	<b>Faire connaître les disponibilités de foncier et d'accueil</b> des entreprises innovantes : réaliser un atlas des offres disponibles et le faire vivre	<b>ATLAS</b> + diffusion + <b>guichet</b> d'orientation
		<b>Dispositif d'alerte de risque de départ</b> d'entreprises de la Région (besoins non couverts) et de remontées de <b>projets d'implantation</b> (optimiser les chances de succès)	1. <b>liste</b> des entreprises identifiées 2. <b>Analyse</b> des freins et leviers et recommandations 3. <b>FAQ</b> pour accompagner les discussions

### Actions spécifiques

Objectifs généraux	Objectifs stratégiques	Actions	Livrables / Indicateurs
<b>A/ Feuille de route Stratégique Smart Santé : Bilan et actualisation</b>	<b>Faire une réunion de bilan et d'actualisation de la stratégie Smart Santé</b>	Rassembler les ambassadeurs et sponsors, ainsi que le réseau innovation santé au sens large en région Ile de France pour valoriser le travail accompli et lancer les actions prioritaires en continuité	<b>Réunion Bilan mi 2022 - lors du Medicen day</b>
	<b>Suite Mesure 2</b> Accompagner les entreprises du secteur des <b>Medtech</b> (DM, daignostic, imagerie)	renforcer la visibilité et les liens avec les <b>offreurs de solutions</b> en santé	<b>3 actions de match making</b> ; ID thématiques fédératrices
		identifier les <b>maillons manquants</b> et développer actions de prospection ciblées avec CPR	Développement Pack Reloc medtech avec PWC : Id 2 leads et développement du process

		Donner de la visibilité aux acteurs de l Région - mettre en œuvre en IDF le <b>plan Medtech France</b>	Monter <b>les assises de la Medtech</b> en IDF. <b>Pour les nourrir : carto / étude avec un cabinet</b>
		Structurer la filière du <b>diagnostic</b>	Valoriser la partie IDF de la cartographie nationale + évènement dédié
		Sélectionner les entreprises les plus prometteuses en <b>santé numérique</b> et accroître leurs chances d'accès au marché	Monter un groupe de travail sur les <b>thérapies digitales (DTx)</b>
		<b>Réfléchir à un Accélérateur - réglementation (cf programme AURA)</b>	<i>mesure en sortie des assises ?</i>
	<b>Suite</b> Mesure 5 conforter la place de 1ère région de <b>l'IA en santé &gt;&gt;</b> Challenge Data : Sélection	Rassembler autour d'un <b>événement fédérateur</b> lancer et <b>opérationnaliser un AAP RWE</b> pour faire émerger des champions franciliens	Event, AMI, Challenges data
	<b>Suite</b> Mesure 7 Favoriser le développement d'un tissu industriel innovant dans la bioproduction (AAP Innovation) et soutenir un projet de Campus Biotech et Digital pour faire de la région un centre mondial d'excellence	Faire vivre les <b>assises Bthx et Bioproduction</b> : projets d'animation sur site avec Systematic pour croiser les écosystèmes Bioproduction. Faire un bilan d'étape des assises à +1an	<b>2e édition des assises &amp; 3 réunions Systematic-Medicen-Genopole sur site de bioproduction</b>
		Designer et contribuer à l' <b>AAP IDF Leader Bioprod 3</b>	Conduite AAP ; <b>candidats pertinents</b>
		<b>Challenges</b> industriels	Monter <b>3 challenges et ID les participants</b>
	<b>Attractivité - Suite</b> Mesure 17 Créer une offre "one stop shop" sur mesure au service des investisseurs internationaux de la santé	Contribution au Développement 'one stop shop' leadé par CPR	Constitution d'un ' <b>club d'ambassadeurs IDF</b> '
		Contribuer à l'effet de levier (talents / investissements / développement économique) du Paris Saclay Cancer Cluster	Animation du <b>PSCC</b> et ouverture à tout l'écosystème francilien + cohérence avec les politiques régionales
	Mesure 4 Accompagner l'accès aux entreprises du secteur santé aux plateformes technologiques	Valorisation des plateformes technologiques auprès des entreprises : Evènements spécifiques de présentation et mention lors des commissions	<b>Journée Rencontres Innovation AP HP, Q1</b> + présentation de plateformes technologiques franciliennes dans le cadre des commissions
	Mesure 9 Dynamiser le déploiement de l'innovation dans les établissements de santé franciliens.	<b>Innov Up expérimentation Santé /</b> phase 3 cocréation	<b>6 projets d'innovation</b> dans les EdSoins IDF

	Mesure 15 Répondre aux besoins en compétences de la filière santé sur les métiers en tension et aux enjeux d'inclusion de la Région	Relance <b>commission compétences et actualisation de l'étude</b> sur les profils requis à 3/5 ans Compréhension des besoins en profils et identifications des priorités	<b>ETUDE + diffusion</b>
<b>B/ Accompagner la Relance et favoriser la souveraineté sanitaire</b>	Leadership de les l'IDF dans innovations stratégiques	Organiser le <b>Congres France Bioproduction</b> à Paris en 2022	Evènement mi 2022. succès de l'évènement. + 200 participants
		Structuration filière Medtech en IDF, en lien avec le CSF selon le "Plan DM" piloté par Medtech In France	2e édition de <b>l'évènement Chirurgie du Futur</b> , préempter le territoire Medtech sur l'IDF
		projet <b>PHOENIX - guichet fast track</b>	<b>10 Ateliers / 1-3 Plenieres / 1 GT</b> recommandations et réaction d'un <b>livre blanc</b>
		<b>Baromètre de l'innovation</b> - panorama annuel avec un zoom sur des innovations disruptives issus des structures franciliennes Inspiration des politiques publiques nationales et régionales inno sante	<b>Premier baromètre : 2022</b> Diffusion large Inspiration marketing territorial avec CPR
		Programme d'accompagnement de projet R&D académiques 'research 2 Business ' avec les SATT et OTT en IDF	PoC projet R2B
	rebond et attractivité territoriale	stimuler la mise en œuvre d' <b>actions territoriales CSIS en IDF</b> , en particulier le cluster Onco	Contribution à la <b>fédération des acteurs</b> franciliens et nationaux ex 2022 : Place de l'IDF dans la démarche de bio <b>cluster Infectiologie</b>
<b>C/ Représentation et mobilisation de la filière sur des sujets prioritaires et projection SRDEII</b>		bourse à l'emploi sur la webapp Medicen	<b>interface dédiée</b>
		<b>Labellisation des formations</b> initiales et continues répondant aux besoins identifiés	<b>LABELLISATIONS + valorisation</b>
	Campus des Métiers en Santé	Actions de communication/événements, contribution à la veille et identification des besoins des recruteurs de l'écosystème, soutien à la mise ne place de partenariats / expérimentations	Opérationnalisation sur l'IDF
		<i>Délégations aux principaux salons à l'international (BIO, Medica, ...) + présentation de l'écosystème francilien</i>	<b>50 PME accompagnées</b> = f(possibilités de déplacement)

BUDGET PREVISIONNEL PÔLE MEDICEN PARIS REGION		
Période : 1er Janvier 2022 - 31 Décembre 2022		
DEPENSES	BP 2022 HT	en %
<b>Salaires et charges</b>	745 000 €	55,74%
<b>Achats de prestations</b> Etudes / Amorçage de projets Marketing / Offre / Prospection Animations Membres / Editions Services juridiques et comptables	416 666 €	31,17%
<b>Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)</b> Loyers et charges Télécom	175 000 €	13,09%
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>1 336 666 €</b>	<b>100%</b>
<b>TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE</b>	<b>1 336 666 €</b>	
RECETTES	Montant en €	en %
<b>Financements privés</b>	725 175 €	54,25%
<b>Financements publics</b>  Région Ile de France Etat	611 491 €  611 491 €	45,75%
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>1 336 666 €</b>	<b>100%</b>

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS		Montant en €	
	Achat de prestations	Salaires et charges	TOTAL
Mission A	270 866	644 000	914 866
Mission B	145 800	276 000	421 800
<b>TOTAL</b>	<b>416 666</b>	<b>920 000</b>	<b>1 336 666</b>

**DOSSIER N° 22002421 - Soutien 2022 - Pôle Mov'eo**

**Dispositif** : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)

**Délibération Cadre** : CR69-10 du 18/11/2010

**Imputation budgétaire** : 939-92-6574-192005-400

Action : 19200501- Gouvernance des pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	1 442 311,00 € HT	14,30 %	206 264,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		206 264,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : MOV'EO

Adresse administrative : AVENUE GALILEE  
76800 ST ETIENNE DU ROUVRAY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Remi BASTIEN, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Soutien à la structure sur toute l'année 2022

**Description :**

Dédié à l'automobile et, plus largement, aux mobilités, MOV'EO couvre les régions Normandie et l'Île-de-France. L'Île-de-France est la première région automobile française avec près de 19% des effectifs de l'industrie automobile française et 40 099 salariés en 2017. En termes de nombre d'établissements, avec 190 établissements, elle se classe seconde après la région Auvergne-Rhône Alpes.

Ce partenariat se concrétise par la réalisation de trois missions socles (précisées ci-dessous), communes à l'ensemble des pôles, détaillées en annexe de la convention auxquelles s'ajoute des missions spécifiques qui permettent d'adapter le soutien régional aux spécificités de chaque pôle :

- Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière
- Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides à l'innovation et des grands projets
- Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**



**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

# BUDGET PREVISIONNEL DU POLE MOV'EO

Période : 1er Janvier 2022 - 31 Décembre 2022

DEPENSES	Prévisionnel 2022	
<b>Salaires et charges</b>	<b>918 511 €</b>	
<b>Contribution des membres et bénévoles*</b>	<b>200 000 €</b>	
<b>Achats de prestations</b>	<b>329 000 €</b>	
Communication/promotion/supports	190 000 €	
Réflexion stratégique / expertise	119 000 €	
Animations Membres / Réunion	20 000 €	
<b>Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)</b>	<b>194 800 €</b>	
Frais divers de gestion	155 000 €	
Frais de déplacement	39 800 €	
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>1 642 311 €</b>	
<b>TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE</b>	<b>1 442 311 €</b>	

\* Hors assiette éligible

RECETTES	Prévisionnel 2022	
<b>Financements privés</b>		
Cotisations privées	348 663 €	
Services	275 300 €	
Contribution des membres	200 000 €	
<b>Financements publics</b>		
<b>Collectivités Territoriales</b>		
Région Ile de France	206 264 €	
Région Normandie	315 645 €	
<b>Etat</b>		
Etat + DGA	296 439 €	
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>1 642 311 €</b>	

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS 2022	Montant en €		
	Achat de prestations	Salaires et charges	TOTAL

Mission A	248 284 €	434 780 €	683 064 €
Mission B	221 474 €	389 095 €	610 569 €
Mission C	54 042 €	94 636 €	148 678 €
<b>TOTAL</b>	<b>523 800 €</b>	<b>918 511 €</b>	<b>1 442 311 €</b>

# Plan d'actions NextMove 2022

## Convention financement

### Région

#### Actions proposées et principaux indicateurs

<b>PROMOUVOIR LA REGION ET SES AIDES</b>
Sensibiliser les membres et sites de membres franciliens aux aides de la Région lors des entretiens de fidélisation
Promouvoir les aides sur le site internet et via la newsletter (présence dans 2 newsletters)
Promouvoir les aides régionales dans le book produits et success stories 2022
Organiser 3 webinars dans lesquels seront présentées les aides régionales (notamment celles du PIA Régionalisé)
Participer à l'attractivité de la région en présentant la force de l'écosystème sur des salons et conférences dédiés à la mobilité (3 conférences) et en accueillant des délégations étrangères (2 délégations)
<b>GENERER ET ACCOMPAGNER LES PROJETS DES ACTEURS FRANCILIENS</b>
Organiser, sur le territoire francilien, 5 événements (ateliers et plénières thématiques) de génération de projets sur les sujets mobilités (Electromobilité, H2, Maas, VA, Allègement, Recharge, etc...) avec présentation des aides de la Région. 600 participants
Animer 5 comités d'experts (CTGE, MCE, SUR, SMI, EIO) qui fixent la stratégie thématique, qui aide à l'émergence des projets, les accompagnent et les expertisent. Les sensibiliser aux aides de la Région. 30 partenaires franciliens accompagnés dans les projets labellisés
Accompagner 7 projets vers les guichets régionaux / 4 retenus
Être partenaire de la Région sur un Challenge IA dédié à la mobilité (Challenge Véhicule Autonome ou Challenge Maas) : Identifier 15 PME et start-ups, solliciter les grands comptes membres
<b>ORGANISER DES ACTIONS INTER-POLES</b>
Actions avec Systematic : coopération sur la thématique "Numérique pour la mobilité intelligente & la mobilité durable" : 1 événement commun + 1 projet commun
Actions avec ASTech : coopération sur la thématique "Fiabilité" : 1 événement commun + 1 projet commun
<b>CONTRIBUER AU RAYONNEMENT DE LA REGION EN EUROPE</b>
Impliquer NextMove comme porteur ou partenaire de 6 projets déposés (DIH, HorizonEurope, COSME...). 1 projet retenu.
Déposer projet DIGIHALL, déployer les projets en cours au service des organismes franciliens en cours (RECIPROCITY, 5G Turbo, INNOVACITY), accompagner les projets déposés/en cours de dépôt au service des organismes franciliens
Organiser 2 réunions annuelles avec Ile-de-France Europe et la Direction des Affaires Européennes de la Région
Accompagner la plateforme S3 "mobilité sûre et durable"
<b>ASSURER LE SUIVI DE LA CONVENTION ET DES PROJETS</b>
Organiser un COPIL de suivi de la feuille de route avec la Région par trimestre
Assurer le suivi de 6 projets et transmettre 1 point d'étape par an pour chacun
Organiser, avec la Région, 1 réunion de bilan/suivi par an des projets en portefeuille
Organiser avec la région un point sur les projets i-Démo régionalisé à la suite de leur dépôt
<b>REPRESENTER LA FILIERE EN REGION</b>

Tenir régulièrement informée la région sur les actualités de la filière et les actions sur lesquelles la région pourrait se positionner (6 informations par an)

Newsletters / Newsletter Europe / Alertes ponctuelles filière / Alertes ponctuelles membres

Participer à la cellule Industrie Ile-de-France et accompagner les projets industriels de la filière sur le territoire

Lancer une réflexion avec la Région sur un plan d'action dédié aux ingénieristes, en relation avec le Syntec

**DOSSIER N° 22002329 - Soutien 2022- Pôle Finance innovation**

**Dispositif** : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)

**Délibération Cadre** : CR69-10 du 18/11/2010

**Imputation budgétaire** : 939-92-6574-192005-400

Action : 19200501- Gouvernance des pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	137 310,00 € HT	42,54 %	58 411,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		58 411,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : PARIS EUROPLACE

Adresse administrative : PL DE LA BOURSE  
75002 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Augustin de ROMANET, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Subvention globale de fonctionnement pour l'année 2022 ;

**Description :**

Le partenariat entre le pôle de compétitivité Finance innovation et la Région s'inscrit dans le cadre de conventions d'objectifs et de moyens. Il vise à :

- Renforcer l'articulation et les synergies entre les missions du pôle et les politiques régionales de développement économique et d'innovation
- S'accorder sur une ambition commune traduite dans des objectifs partagés
- Définir les moyens mis en œuvre
- Définir des modalités d'évaluation et de pilotage de ce partenariat.

Ce partenariat se concrétise par la réalisation de trois missions socles (précisées ci-dessous), communes à l'ensemble des pôles, détaillées en annexe de la convention auxquelles peuvent s'ajouter des missions spécifiques qui permettent d'adapter le soutien régional à chaque pôle :

- Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière
- Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides PIA et des grands projets
- Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

**Budget 2022 du pôle Finance Innovation- Convention de financement  
Région Ile-de-France**

DEPENSES	BP 2022 HT	en %
<b>Salaires et charges</b>	<b>90 580 €</b>	<b>60,4%</b>
<b>Contribution des membres et bénévoles*</b>	<b>0 €</b>	<b>0,0%</b>
<b>Achats de prestations</b>	<b>30 515</b>	<b>28,8%</b>
Etudes / Amorçage de projets	12 000 €	
Marketing / Offre / Prospection	13 500 €	
Animations Membres / Editions	5 015 €	
Services juridiques et comptables		
Cotisations - Déplacements		
<b>Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)</b>	<b>16 215 €</b>	<b>10,8%</b>
Loyers et charges	14 107€	
Frais bancaires + Amortissements	0	
Télécom	2 108 €	
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>137 310 €</b>	<b>100%</b>
<b>TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE</b>		

\* Hors assiette éligible

RECETTES	Montant en €	en %
<b>Financements privés</b>	<b>77 092 €</b>	<b>56,14%</b>
Fondateurs		
Cotisations privées	62 092 €	
Sponsorship	15 000 €	
<b>Financements publics</b>	<b>58 411 €</b>	<b>42,54%</b>
<b>Collectivités Territoriales</b>		
Région Ile de France	58 411 €	
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>137 310 €</b>	<b>100,00%</b>

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS 2022		Montant en €	
	Achat de prestations	Salaires et charges (y/c frais de fonctionnement)	TOTAL
Mission socle 1 (missions de type B - guide DGE)	30 515 €	93 155 €	123 670 €
Mission socle 2 (missions de type A - guide DGE) -	0 €	10 280 €	10 280 €
Mission socle 3 (missions de type A - Guide DGE)	0 €	3 360 €	3 360 €
<b>TOTAL</b>	<b>30 515 €</b>	<b>106 795 €</b>	<b>137 310 €</b>



---

## Synthèse de l'activité 2021

- Une **forte digitalisation de l'activité**, ce qui a entraîné une augmentation de la participation de nos membres à notre activité
- Passage d'une stratégie de quantité de projets labellisés à une recherche de projets à fort potentiel que le Pôle peut accompagner pour l'émergence de nouvelles ETI

### **Labellisation plus sélective**

Création d'un « **Label Accélération** » pour distinguer les sociétés avec un début de traction (à partir de 1,5M d'euros de levée de fonds et de chiffre d'affaires)

Création d'un « **Club Scale Up** » pour les fintechs et insurtechs à très fort potentiel (à partir de 10M d'euros de levée de fonds)

- **585 membres adhérents**, dont 450 TPE/PME, 115 grandes entreprises et toutes les grandes fédérations du secteur
- **50 nouveaux adhérents** en 2021
- **42 startups labellisées** et accompagnées individuellement, **190 candidatures** à la labellisation
- **250 TPE membres du Pôle ont bénéficié d'un suivi personnalisé** – mises en relation, mises en visibilité lors d'événements, coaching projet
- **3 Comités investisseurs** ont eu lieu, permettant à 21 sociétés de pitcher leur levée de fonds face à 30 investisseurs (VC, corporate venture, business angels, etc)
- **4 études « Innovation Paper »** publiées, mobilisant 180 personnes lors de 25 réunions de travail
- **97 webinars organisés**, avec 120 inscrits en moyenne et 60 participants en moyenne, 10 000 vues YouTube sur les webinars
  - 10 500 inscrits et 6 000 participants sur l'ensemble de l'année**
  - 400 membres mobilisés** pour l'animation des webinars
- **3 événements majeurs** pour l'écosystème :
  - NéoDay** en octobre 2021 – 350 participants dont 50 néobanques
  - InsurDay** en novembre 2021 – 400 participants dont 40 insurtechs
  - Finov** en décembre 2021 – 250 participants
- Deux événements Fintech Business Day – **700 RDV one to one** organisés entre startups et investisseurs/grands groupes
- **18 workshops sur les sujets de pilotage d'entreprise** : financement, recrutement, marketing, compliance réglementation, commercial, croissance des startups

## Plan d'actions 2022 Finance innovation

Objectifs généraux	Objectifs stratégiques (niveau 2)	Actions	Indicateurs
Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière	Promouvoir les aides de la gamme Up et les dispositifs régionaux ciblant les membres du pôle et l'émergence de projets innovants	Communiquer, sensibiliser et orienter (via les newsletters, l'événementiel du pôle et les rencontres avec les membres/prospects) les entreprises de son écosystème aux différentes aides et dispositifs régionaux (Pack IA, Industrie,...)	- Faire intervenir des représentants de la Région IDF à des événements au rayonnement régional, national et international - newsletter, communication électronique mentionnant les aides et dispositifs régionaux (présence logo,...) - nb d'entreprises fléchées/retenues sur dispositifs (Pack IA, Acc Industrie,...)
		Favoriser l'émergence de projets d'innovations susceptibles de candidater aux guichets régionaux up' et grands projets ?	- organisation d'atelier et d'échanges thématiques pour présenter les aides ou faire émerger des projets sur une thématique (techno/marché) - Pour les pôles marché : sourcing et transformation dans le cadre du Pack PME IA - nb projets déposés / retenus par les membres du pôle
		Concernant « Innov'up expé » : Contribuer à l'émergence de projets d'expérimentations sur leurs thématiques	- nb de terrain identifiés et mobilisés pour une expérimentation - nb de dossiers d'expérimentations déposés par le pôle / retenus - nb de matching réalisés "Solution-Terrain"
	Participer activement au Paris Region Business Club et à le promouvoir auprès des membres	à préciser	
	Contribuer à l'animation de l'écosystème de filières prioritaires et verticales technologiques régionales	Appuyer la Région dans l'organisation d'assises / événements annuels rassemblant les écosystèmes (verticales technologiques ou filière)	nb d'événements : 1 1 Fin&Tech Community : rendez-vous international de promotion de l'innovation en finance et des actions clés de la Région en matière d'innovation (par ex. Intelligence artificielle)

		Organiser, en lien avec la Région, des Challenges en détectant des besoins technologiques nécessitant le développement de solutions nouvelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mobilisation de grands comptes pour les challenges</li> <li>- Mobilisation de start-up (nombre de participants)</li> <li>- Appui à la PI (nombre d'heures)</li> </ul>
		Proposer des actions interpoles avec une coordination avec les pôles Cap Digital, Systematic, Astech, Movéo, Médicen sur l'intelligence artificielle et la valorisation des actions de la Région IdF sur cette thématique (Challenge, Plan IA, etc).	<ul style="list-style-type: none"> <li>- événement interpôle sur thématique Intelligence artificielle</li> <li>- Ciblage sur les secteurs des Pôles de compétitivité</li> </ul>
	Participer à la démarche de construction et de promotion de l'achat innovant public au sein de la Région	Appuyer la Région, dans la mise en relation entre acheteurs publics et offreurs de solutions innovantes sur ses thématiques cibles en sourçant des start-up pertinentes .	- nb, qualité et pertinence des start-up proposées lors des Mardis de la Smart Région
	Contribuer à la dynamique européenne de l'écosystème régional	Répondre, en tant que porteur de projet, à des appels à projets européens structurants au regard de la thématique et l'expertise du pôle.	- nb de dossiers déposés / retenus (KIC, DIH,...)
Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides Leader PIA, Innov'up Expé et des grands projets		Assurer un suivi opérationnel (estimé à 2 jours par projets) des lauréats des aides PIA, Innov'up Expé et des grands projets	- nb projets suivis : 5
		Transmettre à la Région des point d'étapes et bilan de l'avancement des projets (1 par an a minima par projet)	- point d'étape et bilan transmis
		Organiser, avec les services régionaux, des réunions de suivi de portefeuilles des entreprises suivies afin d'échanger de façon qualitative sur l'état d'avancement et les orientations possibles du dirigeant à l'issue du projet.	- 6 réunions dans l'année, identification des sociétés, prise de connaissance des dossiers, préparation aux réunions et actions de suivi
Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière		Transmettre, a minima de façon bimensuelle, à la Région des notes d'informations et d'alertes sur les acteurs de la filière.	6 notes par an

**DOSSIER N° 22002409 - SOUTIEN SYSTEMATIC - GOUVERNANCE 2022**

**Dispositif** : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)

**Délibération Cadre** : CR69-10 du 18/11/2010

**Imputation budgétaire** : 939-92-6574-192005-400

Action : 19200501- Gouvernance des pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	1 599 200,00 € HT	49,94 %	798 589,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		798 589,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SYSTEMATIC PARIS REGION

Adresse administrative : 8 AVENUE DE LA VAUVE  
91127 PALAISEAU

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur JEAN-LUC BEYLAT, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Actions pour l'année commençant avant la date du vote.

**Description :**

Le partenariat entre le pôle de compétitivité SYSTEMATIC et la Région s'inscrit dans le cadre de conventions d'objectifs et de moyens. Il vise à :

- Renforcer l'articulation et les synergies entre les missions du pôle et les politiques régionales de développement économique et d'innovation
- S'accorder sur une ambition commune traduite dans des objectifs partagés
- Définir les moyens mis en œuvre
- Définir des modalités d'évaluation et de pilotage de ce partenariat.

Ce partenariat se concrétise par la réalisation de trois missions socles (précisées ci-dessous), communes à l'ensemble des pôles, détaillées en annexe de la convention, auxquelles s'ajoute des missions spécifiques qui permettent d'adapter le soutien régional aux spécificités de chaque pôle :

- Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière
- Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides PIA et des grands projets
- Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

## **Missions Socles**

<b>Actions</b>	<b>indicateurs</b>	<b>Indicateurs 2022</b>
Communiquer, sensibiliser et orienter (via les newsletters, l'événementiel du pôle et les rencontres avec les membres/prospects) les entreprises de son écosystème aux différentes aides et dispositifs régionaux (Pack IA, Industrie,...)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- événements promouvant les aides et dispositifs régionaux (nombre, participants mobilisés, présence stand dédié région)</li> <li>- newsletter, communication électronique mentionnant les aides et dispositifs régionaux (présence logo,...)</li> <li>- nb d'entreprises fléchées/retenues sur dispositifs (Pack IA, Acc Industrie,...)</li> </ul>	<b>9</b> Evénements Hubs & Enjeux <b>6</b> Welcome Sessions : sessions de rencontres des PME de l'écosystème : présentation du Pôle et des dispositifs régionaux d'aide avec en moyenne 10/15 participants <b>20</b> Newsletters <b>4</b> comptes linkedin hubs/enjeux
Favoriser l'émergence de projets d'innovations susceptibles de candidater aux guichets régionaux up' et grands projets ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- organisation d'ateliers et d'échanges thématiques pour présenter les aides ou faire émerger des projets sur une thématique (techno/marché)</li> <li>- Pour les pôles marché : sourcing et transformation dans le cadre du Pack PME IA</li> <li>- nb projets déposés / retenus par les membres du pôle</li> </ul>	<b>12</b> Webinars : diffusion d'informations pratiques sur dispositifs régionaux, nationaux et européens, présentation des AAP, AMI, opportunités  <b>1</b> référentiel des AAP regionaux, nationaux et européens : mise à jour , publication  <b>12</b> ateliers montage de projet et échanges thématiques (4 Data Science et IA, 3 Digital Engineering et autres sujets DeepTech )  <b>2</b> Actions PackIA  Propositions et suivi de projets collaboratifs structurants pour financement par la Région et au PSPC Régional
Concernant « Innov'up expé » : Contribuer à l'émergence de projets d'expérimentations sur leurs thématiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- nb de terrains identifiés et mobilisés pour une expérimentation</li> <li>- nb de dossiers d'expérimentations déposés par le pôle / retenus</li> <li>- nb de matching réalisés</li> </ul> "Solution-Terrain"	<b>2</b> Challenges à faire émerger ou à suivre

à préciser		4 Rencontres d'affaires startups/PME/ETI/GG : ... (30-50 participants), RDV qualifiés en amont et matchmaking
	- nb d'événements - participants	4 Événements DeepTech ~ 100 personnes incluant assistance, logistique, organisation, contenu, recrutement intervenants et participants, communication via RS, Web + recherche de lieu avec plusieurs salles pour organiser les rencontres : Horizon Cyber, Spring, Deep Tech, Energie ...  9 conférences / workshops DeepTech : Cyber, Blockchain, IA, Transition numérique, HPC/simulation, Ingénierie Logicielle, Modèles économiques Open source, ...  8 événements de rencontres PME / Investisseurs : thématiques Deep Tech / Label Hi-France pour identifier les pépites, pour faciliter les levées de fonds et rencontrer des investisseurs en phase d'amorçage / événements accompagnement en développement avec des PME/ETI et fonds d'investissements (Build up ...)
Proposer des actions interpoles avec une coordination avec le pôle Y sur les thématiques G et Z.	- événement interpôle sur thématique X - projets d'innovation structurants / retenus issus de l'interpôle	4 Événements ou Actions Interpôles
Appuyer la Région, dans la mise en relation entre acheteurs publics et offreurs de solutions innovantes sur ses thématiques cibles en sourçant des start-up pertinentes.	- nb, qualité et pertinence des start-up proposées lors des Mardis de la Smart Région	5 Rencontres d'affaires PME collectivités et Région incluant organisation réunions collège et sourcing PME Accompagnement PME au salon AMIF 1 Événement référencement acheteurs Marchés Publics thème cyber incluant logistique, organisation, sourcing intervenants et participants
Répondre, en tant que porteur de projet, à des appels à projets européens structurants au regard de la thématique et l'expertise du pôle.	- nb de dossiers déposés / retenus (KIC, DIH,...)	Accompagnement PME franciliennes à l'Europe : meetings + clusters européens (ex. rencontres franco-allemandes cyber et IA) + Représentation de l'écosystème francilien à Bxl , participation aux réseaux GALAX (IA + OpenSource), EPIC (Photonique), EFFRA (Industrie 4.0), ECSO (Cyber et sécurité)... y compris déplacements en représentation des PME franciliennes + Aide au sourcing pour accompagnement de la Région lors d'événements internationaux (CES, Chine ....) + relations et accueil délégations étrangères, mises en relation écosystème, promotion attractivité, en partenariat avec Choose Paris Region.  10 dossiers à l'Europe déposés en tant que cluster  Mise en avant des projets Européens dans événements Hubs/Enjeux  Mise à jour Etude de marché Open Source à l'Europe avec le CNLL : poids de la Région IDF en Europe
Assurer un suivi opérationnel (estimé à 2 jours par projets) des lauréats des aides PIA, Innovup Expé et des grands projets	- nb projets suivis	Sourcing de PME, accompagnement des PME au montage, suivi avec les équipes de la Région, participations aux réunions de suivi de la Région
Transmettre à la Région des point d'étapes et bilan de l'avancement des projets (1 par an a minima par projet)	- point d'étape et bilan transmis	Points réguliers avec Chargé de mission + 2 Bilans semestriels
Transmettre, a minima de façon bimensuelle, à la Région des notes d'informations et d'alertes sur les acteurs de la filière.	4 notes par an	4 notes de veille par an couvrant les actions et acteurs (détection pépites, levées de fonds, attentes vis-à-vis de la Région ...) incluant mobilisation des outils de support à la veille, CRM, etc

Missions spécifiques 2022	Indicateurs 2022
<p><b>Souveraineté des données et des solutions DeepTech</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Animation et représentativité dans Gaia-X</li> <li>- Organisation plénières Gaia-X</li> <li>- Participation au Groupe de travail verticaux (Santé ...)</li> </ul>	<p>Animation , plénières et réunions</p>
<p><b>Accompagnement PME à la croissance</b></p> <p>- accompagnement Levée de Fonds (coachching, mise en relation ...) en coordination avec le fond régional (Karista)</p>	<p>15 PME accompagnées</p>
<p><b>Animation du DIH (Digital Innovation Hub) Paris-Saclay "DigiHALL" et Réponse à L'AAP</b></p> <p>regroupant les partenaires CEA List, INRIA, IRT SystemX, Université Paris-Saclay/Université Paris-Sud</p> <p>Actions spécifiques autour de DigiHALL en lien avec l'enjeu transformation numérique de l'industrie et des services :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- inventaire/cartographie du portefeuille de services proposés par les partenaires de DigiHall à l'écosystème régional et européen</li> <li>- suivi et participation à la gouvernance de DigiHall</li> <li>- engager et maintenir la participation de l'écosystème industriel (start-ups, PME, ETI, Grands Groupes) <ul style="list-style-type: none"> <li>- suivi avec la Région Ile-de-France (S3)</li> </ul> </li> <li>- association d'autres partenaires (autres pôles de compétitivité franciliens, associations professionnelles, etc.)</li> <li>- contacts avec les autres DIH européens (qualification, mise en place, animation, suivi avec les partenaires européens)</li> <li>- suivi des AAP DIH et autres AAP européens pertinents pour DigiHall (projets européens remportés dans les DIH Robotics (RIMA coordinateur CEA, AgroRobotFood, HERO) <ul style="list-style-type: none"> <li>- lien avec la KIC Manufacturing "Made by Europe"</li> </ul> </li> </ul>	<p>Animation du DIH incluant réunions, déplacements etc</p> <p>...</p> <p>Et Réponse à L'Appel à Projet</p>
<p><b>Projets Structurants Régionaux :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promotion des projets sélectionnés par la Région au travers d'actions de communications ou événements de lancement avec la Région, suivi projet et retombées</li> <li>- Identification des sujets potentiels, mise en place du core group, réunions hebdomadaires, ingénierie financière, formalisation des applications et use cases, interface avec les territoires pour le montage de nouveaux projets collaboratifs présentés à la Région (avant financement) <ul style="list-style-type: none"> <li>- Participation au Campus Cyber</li> </ul> </li> </ul>	<p>Projets Structurants</p>



<b>Fédération de l'écosystème Francilien autour du thème des Jeux 2024</b>  > Relais des AAP JO, infos et besoins SOLIDEO transmis à l'écosystème au travers de newsletters ou communications dédiées > Réunions de suivi avec le COJO, Solideo, Medef, BPCE, France Paralympique ...	Animation du thème + animation des AMI et PME (sourcing, émergence d'idées, ...) 1 Newsletter ou action d'animation
<b>Décarbonation de l'industrie</b> <b>-Transformation grâce au numérique</b> <b>- Numérique plus efficient et plus frugal</b> <b>- Alliance Industrie du Futur</b> Organisation 2 1/2 journées « Factory Tour » : découverte et connaissance + networking et business avec les entités emblématiques de l'industrie 4.0 2 ateliers décarbonation et utilisation du numérique	Animation Décarbonation 2 Factory Tour 2 Ateliers PME Industrie 4.0
<b>Convention annuelle Systematic</b> 300 - 500 pax / Intervention discours d'ouverture par Région IDF	1 Convention
<b>Animation PME Champions</b> Cible particulière de l'écosystème du Pôle et de l'IDF, identifier les licornes de demain et entités à fort potentiel au travers d'un processus de sélection - pré-sélection des entités, organisation du jury, coaching des candidats et communications - recensement des besoins et attentes - établissement d'un plan d'actions et relais des offres régionales - rencontres de partage d'expériences et opportunités - Mise en visibilité des entités à forte croissance et réussite	3 Actions / Rencontres
<b>Cartographie de l'écosystème régional en Deep tech</b> - Définition de la taxonomie - cartographie des plateformes technologiques - cartographie des acteurs (PME, ETI, GG, Académiques)	1 cartographie
<b>Publication DeepTech en IDF</b> <b>Réalisation de livres Blancs / Notes d'application</b> : application technologies IA, Roadmap cyber et sécurité, IoT, Edge Computing ... Réunions de programme, comités de lecture, édition ...	2 livres blancs
<b>Actions de promotion de la filière photonique en Ile-de-France</b> Visites d'entreprises "learning expeditions" (WHAT'S ON") en collectif pour promotion des Deep Tech et de PME/ETI ou académiques emblématiques Promotion des acteurs Photonique de l' Ile-de-France. Publications d'encarts dans la revue Photonics sur les PME innovantes. Participation à Photonics France et relais aux PMEs de l'Ile-de-France des actions et soutiens disponibles. Relations académiques, écoles et centres de recherche (IOGS, IPPF ....)	5 Visites

<p><b>Faciliter le parcours et l'emploi des doctorants et apprentis dans les PME/ETI/GG</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 événements MeetUp doctorants et entreprises de 100 pax</li> <li>- Mise en relation doctorants et entreprises pour missions entreprises PME</li> <li>- Mutualisation des candidatures thésards entre académiques du pôle et entre PME franciliennes <ul style="list-style-type: none"> <li>- Relais des fichiers étudiants apprentis auprès de &gt;50 PME</li> </ul> </li> <li>- Relations écoles et universités, participation à des jurys de fin d'année et promotion des filières entrepreneuriales (ECE, ESIEE...)</li> <li>- Suivi actions avec la DG TRESOR de la Région IDF</li> </ul>	<p>2 Meetups PHD Day Animation</p>
<p><b>Promotion des métiers du numérique et aide au recrutement pour les PME DeepTech</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>webinaires découverte des métiers, vidéo, participations à des événements (Village numérique Pôle Emploi)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>mise à jour cartographie des métiers et formations</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promotion et mise en oeuvre auprès de l'écosystème industriel</li> </ul> </li> </ul> </li> <li>- <b>Accompagnement PME pour recrutement</b> (Village du Numérique...) Lien à établir avec la Région sur sujet Economie Sociale et Solidaire (ESS - Florence Oules)</li> </ul>	<p>Promotion &amp; com, Accompagnement 2 Webinaires</p>
<p><b>Technologies Quantiques</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réunions régulières Groupe de travail interHubs Digital Engineering et Optics &amp; Photonics piloté par Philippe Duluc, ATOS <ul style="list-style-type: none"> <li>- Animation de groupe de réflexions, d'ateliers de montage de projet</li> </ul> </li> <li>- Participation à des événements nationaux et organisation de conférence pour mise en visibilité de l'écosystème francilien</li> <li>- Recherche et fédération des acteurs clés franciliens du domaine : universités, industriels, startups, PME... <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sourcing PME Deep Tech IDF</li> </ul> </li> <li>- Sessions de présentation/lancement puis restitution à la Région IDF</li> </ul>	<p>Ateliers Animation thématique 2 Evénements quantique</p>
<p><b>Smart Food Chain</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'un core group avec les clés IDF AgTech, Food Tech, et partenaires associés (coopératives, Ferme Digitale,...) et réunions mensuelles de groupes de travail dédiés visant à faire émerger challenges, POC, Expé, ... à flécher sur dispositifs régionaux (Gamme UP) <ul style="list-style-type: none"> <li>- Recensement des initiatives innovantes</li> <li>- Mise en place et suivi de challenges, POC</li> </ul> </li> <li>- Sous-thèmes spécifiques : IA, Data, IoT et blockchain pour l'agriculture <ul style="list-style-type: none"> <li>- Événement Food Chain réunissant l'ensemble des acteurs</li> <li>- Sourcing PME Deep Tech pour les filières agri-agro / ruralité IDF</li> </ul> </li> </ul>	<p>Animation thématique + Réunions mensuelles 1 Événement de rencontre PMEs donneurs d'ordre</p>

## Période : 1er Janvier 2022 - 31 Décembre 2022

DEPENSES		BP 2022 HT	en %
Salaires et charges		1 183 500 €	57,8%
Contribution des membres et bénévoles*		450 000 €	22,0%
Achats de prestations		179 000 €	8,7%
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)		236 700 €	11,6%
TOTAL DEPENSES		2 049 200 €	100%
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE		1 599 200 €	78%

RECETTES		Montant en €	en %
Financements privés		350 450 €	21,9%
Contribution des membres et bénévoles*		450 000 €	28,1%
Financements publics		798 750 €	49,9%
	Collectivités Territoriales		
	Région Ile-de-France	798 750 €	
TOTAL RECETTES		1 599 200 €	100%

	Achat de prestations	Salaires et charges	TOTAL
Mission de type A (Guide DGE)	17 800 €	39 000 €	56 800 €
Mission de type B (Guide DGE)	397 900 €	1 144 500 €	1 542 400 €
Mission de type C (Guide DGE)			0 €
<b>TOTAL</b>	<b>415 700 €</b>	<b>1 183 500 €</b>	<b>1 599 200 €</b>

Total dépenses	2 049 200 €
Total dépenses éligibles à l'aide régionale	1 599 200 €
Subvention régionale	798 750 €
% subvention régionale / total éligible	49,95%

**DOSSIER N° 22002358 - Soutien 2022 au pôle Cap Digital**

**Dispositif** : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)

**Délibération Cadre** : CR69-10 du 18/11/2010

**Imputation budgétaire** : 939-92-6574-192005-400

Action : 19200501- Gouvernance des pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	2 100 000,00 € HT	24,12 %	506 533,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		506 533,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CAP DIGITAL IMVN  
Adresse administrative : 14 RUE ALEXANDRE PARODI  
75010 PARIS  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur CARLOS CUNHA, Directeur général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La subvention permet de financer un programme d'action annuel

**Description :**

Cap Digital est le pôle francilien de la transition numérique et écologique. Avec plus de 1 000 membres, il rassemble un écosystème large composé de tous les acteurs de l'innovation : start-up, laboratoires de recherche, petites, moyennes et grandes entreprises, ETI, écoles, universités et investisseurs.

Le partenariat entre le pôle de compétitivité Cap Digital et la Région s'inscrit dans le cadre de conventions d'objectifs et de moyens. Il vise à :

- Renforcer l'articulation et les synergies entre les missions du pôle et les politiques régionales de développement économique et d'innovation ;
- S'accorder sur une ambition commune traduite dans des objectifs partagés ;
- Définir les moyens mis en œuvre ;
- Définir des modalités d'évaluation et de pilotage de ce partenariat.

Le soutien régional porte sur la mise en œuvre de trois missions socles (précisées ci-dessous), communes à l'ensemble des pôles, détaillées en annexe de la convention auxquelles s'ajoute des missions spécifiques qui permettent d'adapter le soutien régional aux spécificités de chaque pôle :

- Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière
- Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides à l'innovation et des grands projets
- Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
(EX) SA.40391 (RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

**Missions socles**

Objectifs généraux	Objectifs stratégiques (niveau 2)	Actions	Indicateurs de suivi
Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière. Communiquer sur les actions du pôle, les écosystèmes, les innovations, les projets, les territoires.	Promouvoir les aides de la gamme Up et les dispositifs régionaux ciblant les membres du pôle et l'émergence de projets innovants	Communiquer, sensibiliser et orienter (via les newsletters, l'événementiel du pôle et les rencontres avec les membres/prospects) les entreprises de son écosystème aux différentes aides et dispositifs régionaux (Pack IA, Industrie,...)	- 30 événements / an incluant la promotion des aides et dispositifs régionaux - 25+ Newsletters / an - envoyées à 12K+ contacts qualifiés -15 à 20 mailing / an assurant la promotion des dispositifs de la région à des bases ciblées et qualifiées de membres et prospects -100+ publications social médias / an assurant la promotion des événements et dispositifs de la région sur nos comptes LinkedIn et Twitter (
		Relayer les éléments de communication de la Région sur les offres en lien avec l'innovation numérique et durable.	- nb d'entreprises ayant pris connaissances des aides et dispositifs régionaux et ayant manifesté un intérêt =>75 à 100 leads générés par an (l'analyse des lead doit être faite par la région)
		Favoriser l'émergence de projets d'innovations susceptibles de candidater aux guichets régionaux up', PIA Leader, et PSPC Région.	-10 R&D Corner pour présenter les aides - 2 ateliers d'émergence de projets dans le cadre des aap PIA 4 (national ou régionalisé) - 100 entretiens individuels avec des porteurs - 60 projets déposés labellisés par le pôle (nbre fonction du nombre d'AAP en 2022)
		Concernant « Innov'up » : Contribuer à l'émergence de projets de développement et d'expérimentations sur leurs thématiques	- 15 projets d'expérimentations labellisés - 5 matching réalisés "Solution-Terrain"
	Participer activement au Paris Region Business Club et à le promouvoir auprès des membres	Concernant « Innov'up proto » : Contribuer à l'émergence de projets prototypes technologiques pour le ou les appels 2022. Attention, la prévisibilité du calendrier d'aap est un facteur clef d'une forte participation.	30/50 dossiers déposés par appel (conseil aux porteurs), 15/20 dossiers retenus par appel-participation aux jurys.
		Sensibiliser les membres du PRBC aux opportunités de la transformation numérique et écologique	présentations sur demande des services de la Région
	Contribuer à l'animation de l'écosystème de filières prioritaires et verticales technologiques régionales	Animation des communautés : Technologies, industries culturelles et créatives, formation, ville durable, santé, commerce/services.	Animation de 8 délégations spéciales, organisation d'ateliers collectifs d'émergence de projets, mise en place et animation d'une système de management d'idées (SMI), production de notes de veilles
		Organisation de groupes de travail sur une thématique de communauté ou transverses aux communautés : ville et santé, JOP 2024...	
		Organiser 3 événements Futur# à partir des travaux des Délégations spéciales, en cohérence avec les verticales technologiques régionales	- programmation construite autour des principes suivants : prospective, enquêtes et sondages, aap à venir, expertises de pointe - public professionnel de 200 à 400 personnes.
	Participer à la démarche de construction et de promotion de l'achat innovant public au sein de la Région	Organiser des actions interpoles, centrées sur la transformation digitale des territoires. Une attention particulière portée sur la consultation de l'ARF et la valorisation des pôles franciliens auprès de l'Etat.	Plan Pôles de compétitivité 2023 - mise en place d'un comité interpoles mensuel - études d'opportunité sur les modèles des pôles de compétitivité - Participation à la programmation d'un évènement de type Assises régionales de l'innovation - poursuite de la démarche
		Appuyer la Région, dans la mise en relation entre acheteurs publics et offreurs de solutions innovantes sur ses thématiques cibles en sourçant des start-up pertinentes.	Participation au sourcing des mardis de la smart region
Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides Leader PIA, Innov'up Expé et des grands projets		Contribuer à la dynamique européenne de l'écosystème régional	Répondre, en tant que coordinateur ou partenaire de projet, à des appels à projets européens structurants au regard de la thématique et l'expertise du pôle.
		Assurer un suivi opérationnel des lauréats des aides PIA, Innov'up et des grands projets	- 6 dossiers déposés en tant que partenaire ou leader - 2 dossiers retenus en tant que partenaire ou leader
		Assurer un suivi opérationnel des lauréats des aides Innov'up Proto	jusqu'à 10 projets suivis, selon nombre d'aap, conditionnée à la participation à la gouvernance des aap
Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière		Transmettre à la Région des point d'étapes et bilan de l'avancement des projets (1 par an a minima par projet)	jusqu'à 10 projets suivis, selon nombre d'aap, conditionnée à la participation à la gouvernance des aap
		Transmettre, a minima de façon semestrielle, à la Région des notes d'informations et d'alertes sur les acteurs de la filière.	point d'étape et bilan transmis. Attention, ce travail n'est possible que si le financeur public nous intègre dans le processus de suivi
			Sondages à la volée, observatoire des aap R&D

## **Missions spécifiques**

<b>Objectifs stratégiques (niveau 2)</b>	<b>Actions</b>	<b>indicateurs de suivi</b>
Mieux connaître les PME, leurs offres et leurs capacités	Réunions individuelles avec les chefs d'entreprise de façon à actualiser les informations sur les startups et PME.	300 entreprises reçues
Valorisation des projets et pme financées par le Conseil régional - success story	Intégration dans la programmation du stand Ile-de-France dans le cadre de Vivatechnologies	Coordination générale de l'action, animation événementielle
Participer à la promotion et à l'accompagnement des PME en Europe	Faciliter l'accès des PME aux projets européens, en privilégiant les projets d'accélération et les projets d'expérimentation d'innovation urbaine  Participer à la promotion et la valorisation des projets européens portés par des PME via nos canaux de diffusion, événements, réseaux.	30 entreprises conseillées pour l'accompagnement à l'Europe (partenariat technologique ou innovation d'usage) 10 projets européens soumis par des membres (en tant que porteur ou partenaire) accompagnés par Cap Digital 4 newsletter en anglais envoyées auprès de 1 000 contacts
Aider les PME dans leur croissance	Accompagner les entreprises au travers d'ateliers collectifs dédiés au financement, à la croissance, à l'accès aux marchés.	60 entreprises conseillées pour leur développement, promotion de PM-Up pour leur financement

## Annexe financière

### BUDGET PREVISIONNEL DU POLE CAP DIGITAL Actions Etat Ile-de-France

Période : 1/1/2022 au 31/12/2022

DEPENSES	BP 2022 HT	en %
<b>Salaires et charges</b> <b>Contribution des membres et bénévoles*</b>	<b>1.460.000 €</b>	<b>69,52%</b>
<b>Achats de prestations</b> Etudes / Amorçage de projets Marketing / Offre / Prospection Animations Membres / Editions Services juridiques et comptables	<b>290.000 €</b>	<b>13,81%</b>
<b>Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais) (1)</b> Loyers et charges	<b>350.000 €</b>	<b>16,67%</b>
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>2.100.000 €</b>	
<b>TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE</b>	<b>2.100.000 €</b>	

\* Hors assiette éligible

(1) Part applicable sur le budget Etat Ile-de-France



RECETTES		Montant en €	en %
<b>Financements privés</b>		<b>1.070.792 €</b>	<b>51,00%</b>
Cotisations privées		900.000 €	
Services aux entreprises		170.792 €	
<b>Financements publics</b>		<b>1.029.208 €</b>	<b>49,00%</b>
Région Ile de France (2)		506. 533 €	
Région IdF sur crédits Etat		522.675 €	
<b>TOTAL RECETTES</b>		<b>2.100.000 €</b>	<b>100%</b>

(2) Co-financement région sur missions B

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS		Montant en €	
	Achat de prestations	Salaires et charges + frais de fonctionnement (3)	TOTAL
Mission A		522.675€	522.675 €
Mission B	290.000	1.287.325 €	1.577.325 €
<b>TOTAL</b>		<b>2.100.000€</b>	

(3) Les frais de fonctionnement sont répartis en proportion des salaires

## **Annexe 2 : Fiches projets Clusters**

**DOSSIER N° 22002293 - SOUTIEN CAPITAL GAMES 2022**

**Dispositif** : Soutien aux structures d'interfaces et d'appui à l'innovation - Fonctionnement (n° 00000604)

**Délibération Cadre** : CR69-10 du 18/11/2010

**Imputation budgétaire** : 939-92-6574-192002-400

Action : 19200203- Structures d'appui à l'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures d'interfaces et d'appui à l'innovation - Fonctionnement	445 000,00 € HT	13,48 %	60 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		60 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SPL CAPITAL GAMES  
Adresse administrative : 8 PASSAGE BRULON  
75012 Paris  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur CYRILLE IMBERT, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'une aide annuelle au fonctionnement de l'association

**Description :**

Bilan actions 2021 :

- 2e édition de Games Made in France : plus d'un million de spectateurs uniques et trois millions de vues, valorisation des créations franciliennes et CA généré estimé à un million d'euros.

¿ Le recrutement d'un business developer a permis la réalisation d'1 cartographie de plus de 90 partenaires internationaux, et la présentation à 64 partenaires et éditeurs français et internationaux de 10 projets du réseau Capital Games, amenant à plus de 100 marques d'intérêt de la part de ces partenaires, et plus de 20 pitches studios/éditeurs organisés

¿ 1 webinar dédié à l'attractivité territoriale de l'Île-de-France pour le jeu vidéo, réalisé avec Choose Paris Region a réuni une trentaine de décideurs autour des avantages économiques et humains de notre région.

¿ Deux contrats sont en cours de négociation suite à ces rdv B2B.

Renouvellement des soldes "Games made in France" sur Steam. La page de vente dédiée au "made in France" et la rediffusion des 4 jours de stream sur Twitch a permis à 24 projets franciliens sur 46 jeux présentés de réaliser un chiffre d'affaires total de plus d'un million d'euros. 90% des participants ont rentabilisé leur participation.

- Émergence de champions : Coaching de 6 studios sur l'amélioration de leur "Pitch Deck", l'appui à la rencontre éditeurs et la conduite des négociations plus de 20 entretiens réalisés. Dotation d'un outil d'aide

à la création de "Pitch Deck".

Le travail d'accompagnement et de développement des studios de jeux vidéos Francilien pour favoriser l'émergence de champions se concrétise en 2021 notamment par le rachat par Focus Entertainment - un des piliers de Capital Games - de 3 autres sociétés du réseau : de l'éditeur Dotemu 40 M€, des studios Douze Dixièmes Parallel Studio, pour des montants non dévoilés

De la même manière, plusieurs acteurs historiques de taille moyenne passent un cap en 2021, par exemple Plug In Digital qui lève 70M€, ou l'éditeur Playdigious, acquis par un groupe Suédois pour 10M€.

- Développer les talents du réseau : Depuis 2019 Capital Games pilote le programme d'accompagnement de la Région Ile-de-France pour les studios bénéficiaires du fond d'aide au jeu vidéo. En 2021, Capital Games l'ouvre à tous les studios Franciliens, pas uniquement ceux soutenus par la Région Ile de France. Ces décisions stratégiques ont payées, puisque les objectifs visant à développer les talents du réseau ont été largement remplis en 2021, avec :

↳ 7 entreprises bénéficiant de l'accompagnement personnalisé sur 2021

↳ 6 workshops métiers

↳ +120 experts fédérés et valorisés sur le site dédié KG.xp

↳ 9 formations techniques

↳ 15 nouveaux adhérents à l'association

Ces actions ont par ailleurs directement permis la signature d'un contrat studio éditeur de près de 500k€, permettant d'assurer un emploi à plus de 10 personnes.

## OBJECTIFS 2022

Après la crise sanitaire, Capital Games a travaillé à créer de nouvelles opportunités pour le secteur du jeu vidéo et définir les priorités 2022-2023 du cluster.

Après avoir adapté ses actions au nouveau contexte et fait évoluer ses événements en format online, Capital Games a développé de nouveaux axes stratégiques :

Axe 1 : Visibilité et rayonnement à l'échelle fr et européenne

- GMiF : la vitrine nationale du savoir-faire francilien

Afin de rebondir face aux nouvelles contraintes sanitaires, Capital Games a créé un nouveau format de promotion du jeu vidéo français et francilien : Games Made in France. Après le succès de ses 2 premières éditions, Capital Games vise de dépasser les 3 millions de vues FR avec un nouvel ambassadeur de taille et une nouvelle ambition internationale pour dépasser les 15K viewers

- GMiEU : la vitrine européenne du savoir-faire francilien

Cette année, Capital Games s'associe avec + 10 autres clusters français et européens pour développer l'ambition en Europe de créer Games made in Europe. Cette première initiative du genre va assurer une place de choix au jeu francilien sur la scène des événements européens en les valorisant avec un objectif d'1M de vues minimum pour cette première édition.

- Miser sur les formats vidéo

Ces derniers mois, Capital Games s'est positionné comme prescripteur d'infos et de business auprès de la filière française grâce au format vidéo/live/VOD. En 2022, Capital Games souhaiterait créer des rdv d'informations business et de mise en avant de jeux/studios/métiers : 10 vidéos d'info, 3 vidéos projets, 40 replays GMiF...

- Illustrer la création francilienne auprès de 1,5 millions de spectateurs uniques et 20K viewers internationaux

- Présenter 30 studios pendant 3 jours de stream

- Valoriser la Région et les créations franciliennes grâce à deux opérations exceptionnelles de visibilité (+2 millions de vues en 2022)

- Mettre en œuvre des contenus anglophones pour s'ouvrir à l'international

Axe 2 : Business développement et levier de croissance pour les TPE/PME franciliennes

Capital Games mise sur 2022 pour récolter les fruits de son offre de service de business development, grâce à la montée en qualité des projets et l'élargissement de son réseau international.

- Générer 3 partenariats pour des projets franciliens auprès de notre pool de 80 éditeurs et investisseurs

- Développement du carnet d'éditeurs et investisseurs avec 50 nouveaux contacts qualifiés
- Présentation business (ou démarchage) de 15 projets KG à 80 investisseurs FR et internationaux
- Identification des structures de développement économiques par marché cible à fin de relais
- auto-financement de l'offre de service
- Déclencher 75 rencontres éditeurs/projets sur différents segments (Game Co, GMIF, GMIEU)
- 50 rencontres éditeurs
- Rencontres B2B sur GMiF entre 40 studios et éditeurs
- mettre en avant le jeu francilien lors d'actions de pitch/B2B à l'échelle euro sur GMIEU, au-moins 15 rencontres franciliens+EU
- Porter les champions de l'Île-de-France à l'international
- 2 délégations des adhérents KG sur des salons internationaux
- coacher et accompagner 10 studios sur les aspects pitch decks & rencontres éditeurs anglophones
- 

#### Axe 3 : identification et valorisation des talents

Capital Games détient dans son réseau une multitude de talents recherchés, en France comme à l'international. Capital Games a construit un programme de mentoring avec des experts provenant des plus grands acteurs français du jeu vidéo : Focus Home Interactive, Microids, Amplitude Studio, Cyanide Studio, Ohbibis...

L'association travaille sur ce vivier de compétences pour créer des points de contact entre les talents et les valoriser : valorisation des profils de pointe, transmission des compétences, master classes.

- 3 team meeting / workshop métiers, 6 événements de networking organisés
- Recrutement de 30 experts supplémentaires à la BDD experts KG
- Accompagnement de 8 studios via les programmes de mentoring
- 8 formations techniques
- 12 nouveaux adhérents

#### Axe 4 : RSE

Anticiper les réglementations "vertes" pour fournir des atouts compétitifs aux entreprises franciliennes

L'industrie du jeu vidéo, jeune et dynamique est très impliquée dans les enjeux sociétaux, les petites entreprises sont en demande d'être accompagnées sur ces questions.

- consortium de 8 clusters pour développer un outil d'auto diagnostic carbone aux entreprises de jeu vidéo
- 20 studios pilotes dans la mise en place de mesures vertes dans la gestion des productions et des usages jeu vidéo
- Un livret blanc sur les bonnes pratiques écologiques dans les industries créatives

Enfin, Capital Games se mobilise pour la mixité sociale et l'insertion professionnelle des NEETS (Not in Education, Employment or Training ).

- création d'une pré-qualification sur des métiers du jeu vidéo accessibles et enregistrement au RNCP
- former et insérer 20 personnes exclus du milieu de la formation et de la recherche d'emploi
- création d'un fonds de dotation permettant aux sociétés de jeu vidéo de contribuer plus facilement au financement privé de cette promotion avant gardiste.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

**Budget 2022 Capital Games**

**DEPENSES**

Salaires et charges	185 000 €
Achat de prestation	235 000 €
Frais de fonctionnement	25 000 €

**Total 445 000 €**

**RECETTES**

**Financements privés 75,3%**

Cotisation	70 000 €
Recettes privés	160 000 €
Apport en industrie	105 000 €

**Financements publics 24,7%**

Région Ile-de6france	60 000 €	13,48%
CNC	50 000 €	11,24%

**Total 445 000 €**

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEF 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel  
que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972  
du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

**DOSSIER N° 22002294 - SOUTIEN SILVER VALLEY 2022**

**Dispositif** : Soutien aux structures d'interfaces et d'appui à l'innovation - Fonctionnement (n° 00000604)

**Délibération Cadre** : CR69-10 du 18/11/2010

**Imputation budgétaire** : 939-92-6574-192002-400

Action : 19200203- Structures d'appui à l'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures d'interfaces et d'appui à l'innovation - Fonctionnement	894 000,00 € TTC	18,65 %	166 770,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		166 770,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SILVER VALLEY  
Adresse administrative : 54 RUE DE MOLIERE  
94200 IVRY-SUR-SEINE  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame LAURENCE LAFFONT, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 janvier 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'un soutien au fonctionnement sur l'année 2022

**Description :**

En 2021, les objectifs qualitatifs et quantitatifs ont été atteint malgré le contexte sanitaire :

- Communication : 175 posts sur les réseaux sociaux mentionnant la région qui est citée dans 6 Communiqués de presse Silver Valley.
- Bourse Charles Foix: 80 experts mobilisés ; 12 parutions presse ; 42 projets examinés ; plus de 88 000 vues des posts sur les réseaux sociaux ; plus de 200 participants ont suivi la remise officielle ; Présence des logos Région IDF sur supports visuels et renvoi vers les sites Région.
- 20 sessions d'Opens lab réalisées avec la participation de la communauté de seniors (9000 seniors âgés de 60 à 90 ans) et plus de 20 projets auditionnés.
- Dans le cadre du programme « les mercredis : Être Entrepreneur » sensibilisation aux dispositifs d'aide aux entreprises de la Région: 120 entreprises en 2021 via un accompagnement personnalisé.
- Poursuite du référencement des solutions d'innovation sur la plateforme Smart Services.
- Implication dans 2 groupes de travail SRDEII (Innovation transverse et Innovation santé)
- Participation à la section prospective au CESER IDF .
- Accompagnement à l'implantation d'entreprises en IDF (Ex: projet EHE, lauréat de la Bourse Charles Foix 2021 s'est implanté en IDF)
- 2 Silver Weeks et une soirée dédiée « My Silver Valley » avec une table ronde dédiée « La Région île de

France, territoire d'excellence de la Silver Économie » (plus de 150 participants ; 7520 vues sur l'ensemble des posts réseaux sociaux dédiés à la soirée)

- Notes régulières sur la structuration de la Silver économie en Ile-de-France ont abouti à un travail de réflexion et d'amorçage d'une filière silver économie dédiée en Ile-de-France.

En 2022, travaillera sur les axes suivants:

- La création d'un « pool invest » communauté d'investisseurs privés au service des projets innovants en Silver Economie en permettant la mise en relation entre start-ups franciliennes de la silver économie et investisseurs, accélérant ainsi leur développement.

- Le lancement du prix européen Silver Valley qui va s'appuyer sur la méthodologie « scale-up lab » (dispositif qui sert à évaluer la capacité du projet en silver économie à changer d'échelle pour satisfaire les besoins des seniors et/ou de leurs aidants de manière étendue en intégrant des critères RSE )

- Création d'une filière régionale Silver Économie (en partenariat avec le GÉROND'IF et la CNAV IDF) afin de valoriser les actions en faveur du mieux-vieillir.

- Organisation des Assises Régionales de la Silver Economie.

Identifier et réunir l'écosystème afin d'organiser un temps de réflexion pour déterminer des grandes orientations et des actions structurantes pour les 2/3 années à venir. Ce temps de réflexion serait co-organisé par les acteurs clés de la région Ile-de-France, le conseil régional Ile-de-France, le GÉROND'IF, Silver Valley et la CNAV.

- Le dispositif Open Lab : une communauté de seniors, participant à des séances de co-design, de tests et d'expérimentations des solutions portées par les entrepreneurs (20 sessions d'Open Lab et 120 concepts crash par an)

- Recherche & Prospective : l'ensemble des activités réalisées font de Silver Valley un véritable observatoire privilégié de la société de la longévité et une vigie prospective qui permet de préparer le terrain du futur. Tous ces données produites sont analysées et partagées afin de générer des contenus approfondis à destination de nos partenaires pour les aider à mieux connaître et comprendre la société du futur et mieux nous y préparer, notamment concernant le champ de l'innovation technologique

- Le programme « Être Entrepreneur » : des séances d'accompagnement personnalisé ou collectif pour renforcer les compétences des porteurs de projet en silver économie, en innovation ou en entrepreneuriat. Ce programme permet également l'orientation des innovateurs (entrepreneurs et intrapreneurs) vers notre large réseau de parties prenantes en silver économie (plus de 120 accompagnements personnalisés par an) et de sensibiliser les entrepreneurs aux offres régionales.

- L'offre événementielle : des événements tout au long de l'année mettent en avant la Région Ile-de-France comme territoire porteur d'une filière complète en silver économie et concourent à son attractivité : networking, expertise et formation, concours, hackathon... (35 événements par an) dont différents temps forts comme la Bourse Charles Foix (concours innovation), les Silver Awards (concours étudiants dédié Silver Economie), les Silver Week (journées dédiées à la formation, aux rencontres, aux tests de solutions d'innovation auprès de seniors), et My Silver Valley (soirée annuelle de gala).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### **Localisation géographique :**

■ REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER



**BUDGET PREVISIONNEL PÔLE SILVER VALLEY**

Période : 1er Janvier 2022 - 31 Décembre 2022

<b>DEPENSES</b>		<b>BP 2022 HT</b>	<b>en %</b>
<b>Salaires et charges</b>		<b>584 000 €</b>	<b>65,3%</b>
Salaires brut chargés (Cotisations sociales incluant mutuelle)		565 000 €	
Tickets restaurant		10 000 €	
Médecine du travail		1 000 €	
Enveloppe stagiaires annuels		8 000 €	
<b>Achats de prestations</b>		<b>247 000 €</b>	<b>27,6%</b>
Etudes / Amorçage de projets		70 000 €	
Marketing / Offre / Prospection		82 000 €	
Animations Membres / Editions		65 000 €	
Services juridiques et comptables		30 000 €	
<b>Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)</b>		<b>63 000 €</b>	<b>7,0%</b>
Loyers et charges		35 000 €	
Télécom		3 000 €	
Outils de gestion (Logiciel...etc)		25 000 €	
<b>TOTAL DEPENSES</b>		<b>894 000 €</b>	
<b>TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE</b>			

\* Hors assiette éligible

<b>RECETTES</b>		<b>Montant en €</b>	<b>en %</b>
<b>Financements privés</b>		<b>487 230 €</b>	<b>54,5%</b>
Cotisations		175 000 €	
Conventions privées		254 230 €	
Prestations de service		35 000 €	
Produits Silver Valley		23 000 €	
<b>Financements publics</b>			
<b>Collectivités Territoriales</b>		<b>406 770 €</b>	<b>45,5%</b>
Région Ile de France		166 770 €	18,65%
CNAV		220 000 €	
EPT Grand Orly Seine Bièvre		0 €	
Conseil départemental 94		10 000 €	
Mutualité Sociale Agricole		5 000 €	
Mairie de paris		5 000 €	
<b>TOTAL RECETTES</b>		<b>894 000 €</b>	<b>100%</b>

L'organisme ne récupère pas la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel  
que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972  
du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

## **Annexe 3 : Convention type Clusters**

# **Convention n° XXXXX entre la Région Île-de-France et l'association XXXXX**

## **La Région d'Île-de-France,**

sise au 2 rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE  
représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE**,  
en vertu de la délibération N°2022-111 – en date du 23 mars 2022,  
ci-après dénommée **la Région**,

d'une part,

et

## **L'association XXXXXX**

Association régie par la loi de 1901

N° SIRET : XXXXXXXX

Sise : xxxxxx– CP VILLE

Représentée par **son (sa) Président(e), Monsieur (Madame) xxxxx, dûment habilité(e)**

ci-après dénommée le bénéficiaire,

d'autre part,

Après avoir rappelé,

Après avoir rappelé les objectifs de la Région en matière d'innovation et de soutien au développement économique :

- Le renforcement des PME/PMI d'Île-de-France, encourager à la fois leur création, leur transmission et leur reprise, mais aussi leur croissance, par des outils et moyens adaptés, particulièrement dans le secteur de l'Industrie en facilitant leur conversion écologique et sociale.
- La valorisation de son potentiel d'innovation, pour viser la satisfaction des besoins économiques, mais aussi écologiques et sociaux, dans une optique d'innovation responsable.
- Le développement solidaire des territoires, en intégrant à la stratégie économique de la Région les spécificités, potentialités et besoins locaux, notamment ceux des territoires économiquement vulnérables
- Par des moyens identifiés :
  - o Rapprocher le monde de la recherche et de l'entreprise
  - o Favoriser l'éclosion de nouvelles entreprises
  - o Faciliter les mises en relation technologiques

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

Il a été convenu ce qui suit :

---

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

---

La présente convention a pour objet de définir le partenariat à mettre en œuvre entre la Région d'Ile-de-France et l'association xxx. Ce partenariat vise à promouvoir le développement de la filière xxxxxxx à l'échelle de la région francilienne par la réalisation d'un programme d'action annuel.

La présente convention a également pour objet d'attribuer une subvention de fonctionnement à l'association.

Dans ce cadre, le programme et le budget prévisionnel sont approuvés annuellement par la Région. Le programme précise la nature des actions, les objectifs et indicateurs de résultats.

---

## **ARTICLE 2 – DUREE ET DATE D'EFFET**

---

La présente convention **prend** effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention à **xxxxxxx**, à savoir le xxxx. Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale, ou à défaut par application des règles de caducité de la subvention figurant en article 7 de la présente convention.

---

## **ARTICLE 3 – DEPENSES ELIGIBLES**

---

Les dépenses seront prises en compte **du 1<sup>er</sup> janvier xxxx au 31 décembre xxxxx** par application de la dérogation prévue à l'article 29 du règlement budgétaire et financier.

---

## **ARTICLE 4 - LES OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION XXXXX**

---

« L'association xxxxxxxx a pour obligations de :

### ***A/ obligations concernant l'opération subventionnée***

- ☛ Mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation de l'ensemble des actions définies dans l'annexe technique et financière à la présente convention.
- ☛ Informer la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention.
- ☛ Informer la Région des difficultés ou événements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet.

### ***B/ Obligations administratives***

- ☛ Communiquer à la Région, dans les trois mois, suivant la notification de la présente convention, le nom et les coordonnées de l'expert-comptable ou du commissaire au compte chargés de certifier les comptes.
- ☛ Porter à la connaissance de la Région toute modification concernant notamment les statuts, le trésorier, le président, le commissaire aux comptes, la composition du conseil d'administration.
- ☛ Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires :
  - au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale,
  - au calcul des coûts de chaque action faisant l'objet de la présente convention.
- ☛ Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.
- ☛ Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements (rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées, compte-rendu financier de l'opération...) mentionnés dans l'article 6 « modalités de versement de la subvention régionale » de la présente convention.
- ☛ Conserver les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.
- ☛ Fournir à la Région, sur toute la durée de la convention :

- les comptes annuels : bilan et compte de résultat et annexe du dernier exercice certifiés, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce ou un expert-comptable ;
- le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées.
- un compte d'emploi de la subvention allouée par la Région et distinguer, pour ce faire, dans ses écritures, la comptabilité propre à l'opération faisant l'objet de la présente convention. »

- Tenir une comptabilité séparée
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.
- Recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.  
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.
- Respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
- Respecter les obligations européennes résultant des réglementations des aides d'Etat

## **C / Obligations en matière de communication**

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, XXX s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action cofinancée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la Charte graphique régionale.

Pour les opérations ayant une dimension internationale ou le justifiant, la marque de territoire « Paris Region » pourra se substituer à celui de la Région Île-de-France.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication, sauf utilisation de la marque territoriale.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Île-de-France.

Concernant les sites web, la mention et le logo sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France, sauf utilisation de la marque territoriale. Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Lorsque le projet subventionné comprend la production de supports à diffuser (plaquettes, affiches, actes de colloques, livres, ou tout autre support), le bénéficiaire s'engage à :

- échanger en amont avec les services régionaux sur les principaux documents de communication ;
- mettre à disposition de la Région au maximum 1% de la quantité produite pour chaque type de supports réalisés ;

- laisser libre de droit d'auteur le support et son contenu dans le cas où la Région souhaite l'utiliser dans un cadre institutionnel, sous réserve qu'elle prenne charge l'achat des supports ou leur coût de reproduction.

L'octroi de la subvention régionale est subordonné à la production de l'ensemble de ces informations et au respect des obligations auxquelles l'organisme s'engage en application du présent article.

---

## ARTICLE 5 – LES ENGAGEMENTS DE LA REGION

---

La Région s'engage à soutenir financièrement xxxxxxx pour la réalisation des missions définies à l'article 1 de la présente convention, par le versement d'une subvention.

Cette subvention est inscrite au budget de la Région, sous réserve du vote des crédits par l'assemblée délibérante et dans la limite de leur disponibilité. Elle est individualisée sur la base du budget et du programme prévisionnels du bénéficiaire pour l'année, approuvés par l'association.

La subvention allouée par la Région est, au maximum :

- de xxxxx € en crédits de fonctionnement, correspondant à xx % des dépenses éligibles, soit xxxxxxx € HT/ TTC

Le montant de subvention accordé par la Région à l'association est fixé dans une annexe financière jointe à la présente convention.

---

## ARTICLE 6 – LES MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

---

Le versement des sommes dues par la Région, au titre de la présente convention, sera effectué sur appel de fond que lui aura adressé l'association.

Le versement des sommes dues s'effectuera, pour la Région, selon l'échéancier suivant :

- un premier acompte à valoir sur les dépenses déjà effectuées, en proportion du taux de la subvention, ou une avance, si l'association justifie ne pas disposer de trésorerie, sur présentation d'une demande motivée accompagnée d'un plan de trésorerie certifiés par le Président de l'association, et ce dans la limite de 50% de la subvention.
- un second acompte à valoir sur les dépenses déjà effectuées, en proportion du taux de la subvention, ou une avance, si l'association justifie ne pas disposer de trésorerie, sur présentation d'une demande motivée accompagnée d'un plan de trésorerie certifiés par le Président de l'association, et ce dans la limite de 30% de la subvention.
- le solde sera versé, au cours du premier semestre de l'année civile qui suit le programme concerné après la production par le bénéficiaire:
  - ☐ d'un rapport d'activité signé par le représentant légal de l'association
  - ☐ d'une présentation du budget annuel réalisé certifié par le Président de l'association et son Trésorier
  - ☐ Des comptes annuels du bénéficiaire. Ce document comporte la signature du représentant du bénéficiaire ainsi que celle de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes (si l'organisme en est doté après vérification par le service instructeur)

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 4 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé) ainsi que d'un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Il est rappelé que la subvention régionale demeure globale, par application du taux d'intervention régional au regard du budget annuel réalisé conformément au programme subventionné.

Pour la Région, le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris - Trésorier Payeur Général de la Région Ile-de-France.

---

## **ARTICLE 7 – CADUCITE**

---

Le bénéficiaire dispose d'un délai maximum d'un an à compter de l'attribution de la subvention, pour présenter un 1er appel de fonds.

Passé ce délai, la subvention est caduque et le bénéfice de la subvention est perdu en application du règlement budgétaire et financier de la Région. Si néanmoins le bénéficiaire rencontre des difficultés l'empêchant de demander le premier appel de fond dans le délai imparti, elle doit en informer la Région qui décidera, ou non, de lui accorder un délai supplémentaire.

Pour les dépenses de fonctionnement, la demande de versement du solde doit être présentée dans un délai maximum de 3 années à compter de la demande de premier acompte ou avance.

A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc et le bénéfice de la subvention est perdu.

---

## **ARTICLE 8 – RESTITUTION EVENTUELLE**

---

Seront restituées à la Région tout ou partie des sommes qui n'auront pas été utilisées, ou auront été utilisées à d'autres fins que celles prévues dans la présente convention.

Dans ce cas, il est procédé à la résiliation de la convention, dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées au regard de l'évaluation des actions effectuées quant aux objectifs poursuivis, en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République.

---

## **ARTICLE 9 – MODIFICATION DE LA CONVENTION**

---

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant soumis pour approbation à la Commission permanente du Conseil régional.

---

## **ARTICLE 10 – RESILIATION**

---

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé.

Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans le cas où le bénéficiaire ne pourrait plus exécuter son programme suite à l'absence d'obtention des financements complémentaires, la convention est résiliée pour inexécution de l'obligation d'exécuter le programme.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

En tout état de cause, la résiliation ne donne lieu à aucune indemnité.

---

#### **ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES**

---

Les litiges éventuels qui n'auraient pu recevoir de solution amiable sont déférés au tribunal administratif de Paris.

---

#### **ARTICLE 12 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE D'ETHIQUE**

---

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

---

#### **ARTICLE 13 – PIECES CONTRACTUELLES**

---

- La convention proprement dite ;
- La fiche projet ;
- Les annexes financières.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en deux exemplaires originaux, le

**Le/la Président(e) de l'association xxx**

La Présidente du



**Conseil régional d'Île-de-France**  
ou son représentant

## **Annexe 4 : Fiche projet Salon Aéronautique Farnborough**

**DOSSIER N° 22002434 - SALON AERONAUTIQUE DE FARNBOROUGH - SOUTIEN AUX ENTREPRISES FRANCILIENNES**

**Dispositif** : Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires (n° 00000322)

**Délibération Cadre** : CR63-07 modifiée du 27/09/2007

**Imputation budgétaire** : 939-94-6574-194001-400

Action : 19400103- Soutien aux entreprises et aux filières prioritaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	207 000,00 € HT	48,31 %	100 000,00 €
Montant total de la subvention			100 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ASSOCIATION ASTECH PARIS REGION

Adresse administrative : 1 ALLEE DE BRUXELLES  
93350 LE BOURGET

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Marie-Christine OGHLY, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 30 septembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le projet a déjà débuté

**Description :**

La filière aéronautique est violemment touchée par la crise sanitaire que nous traversons. Le Salon de l'Aéronautique et de l'Espace du Bourget de 2021 aurait pu être une occasion de relancer les activités, de prospections, commerciales, mais la décision d'annuler le salon a été un coup dur pour les petites entreprises qui espéraient à travers une présence à ce salon engager une véritable reprise d'activité.

La Région Île-de-France, aidée par le pôle ASTech, souhaite donc se mobiliser pour soutenir les entreprises de la filière et les aider à être présentes au salon aéronautique de Farnborough, du 18 au 22 juillet 2022. Pour cela, il est proposé de faciliter l'accès au salon de 10 PME-PMI/ETI franciliennes tant sur le plan pratique (avec un accompagnement personnalisé, et une prise en charge totale de la logistique liée au déplacement), que financier (avec un ticket modérateur).

Le pôle ASTech fédèrera des entreprises franciliennes sur des salons internationaux. Le pôle proposera un package tout compris incluant un espace d'exposition, frais de transport, hébergement, présentation du marché local, mise en relation avec les institutions nationales locales (en coopération avec le GIFAS). Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location et aménagements de l'espace	150 000,00	72,46%
Mission (Transport, navette, hôtel, divers..)	37 000,00	17,87%
Accompagnement ASTech	20 000,00	9,66%
Total	207 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation PME/ETI	100 000,00	48,31%
Subvention Région	100 000,00	48,31%
Aport ASTech	7 000,00	3,38%
Total	207 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

## **Annexe 5 : Convention Salon aéronautique de Farnborough**

## **SOUTIEN AUX PROGRAMMES DE SOUTIEN AUX FILIÈRES INDUSTRIELLES : PLAN INDUSTRIES – « SALON AERONAUTIQUE FARNBOROUGH »**

**La Région Ile-de-France**, sise au 2 rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE**, en vertu de la délibération N° CP 2022 – 111 en date du 23 mars 2022, ci-après dénommée « *la Région* »,

d'une part,

### **ASTECH PARIS REGION,**

Statut juridique Association régie par la loi de 1901

N° SIRET : 500 759 949 000 26,

sis 1 allée de Bruxelles, 93350 Le Bourget,

représenté par **Madame Marie-Christine OGHLY**, dûment habilité en vertu de Présidente ci-après dénommé « *le bénéficiaire porteur* »,

d'autre part,

### **APRÈS AVOIR RAPPELÉ :**

- la subvention est accordée et versée selon les règles du Règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier.

- les objectifs de la Région en matière de développement économique visant :

- à soutenir une nouvelle dynamique entre les filières industrielles, telle que définie par la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à l'adoption du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021

- à freiner le processus de désindustrialisation en Ile de France, en favorisant notamment la diversification des marchés pour les PMI et les approches transverses

### **SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération N° CP2022-111 du 23 mars 2022, la Région Île-de-France a décidé de soutenir ASTECH PARIS REGION pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : SALON AERONAUTIQUE FARNBOROUGH

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 48,31 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 207 000 €, soit un montant maximum de subvention de 100 000€.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

## **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

### **ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE**

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

### **ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### **ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE**

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

### **ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)**

Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme « mes démarches » selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### **ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES**

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informar la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

## **ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION**

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

## **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **ARTICLE 3.1 : CADUCITE**

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

### **ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT**

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

#### **ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES**



Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

#### ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Ce document est accompagné d'un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est également subordonné à la production de 1 justificatif de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- 1 justificatif de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

### ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est (OU) peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

### ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2022 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

### ARTICLE 4 – CLAUSE SUR LA METHODOLOGIE DE L'INTERMEDIAIRE TRANSPARENT

La région informe le bénéficiaire que l'aide est octroyée conformément à la méthodologie de l'intermédiaire transparent. Dans ce cadre, le bénéficiaire est chargé de répercuter l'intégralité de l'aide prévue à l'article 1 de la présente convention sur les bénéficiaires finaux sous forme d'un soutien à la participation du salon de Farnborough. Le montant d'aide par bénéficiaire final devra être calculé en fonction du coût de la prestation par entreprise, bénéficiaire finale.

Le bénéficiaire est chargé d'appliquer la réglementation des aides d'Etat notamment le règlement de minimis (règlement UE 1407/2013 du 18 décembre 2013 modifié concernant l'application des articles 107 et 108 du traité CE aux aides de minimis) auprès de chaque bénéficiaire final. Ils devront ainsi vérifier l'éligibilité de l'entité à l'obtention d'une telle aide (via la déclaration sur l'honneur des aides reçues le cas échéant), lui notifier la nature et le montant de l'aide.

Le bénéficiaire s'engage ainsi à respecter l'ensemble des règles prévues par les régimes précités.

Afin de répondre aux obligations de rapport annuel mentionné dans la réglementation européenne relative aux aides d'Etat, le bénéficiaire transmet annuellement à la région la liste des bénéficiaires finaux ainsi que le montant d'aide octroyée, le régime d'aide et la sous-catégorie d'aide utilisés par bénéficiaire final. Ces éléments de reporting permettent de s'assurer de la répercussion intégrale de l'aide régionale sur les bénéficiaires finaux.

Ainsi, le bénéficiaire se soumet aux contrôles de la Région ou de tout autre contrôleur concernant la bonne mise en œuvre de la réglementation des aides d'Etat auprès des bénéficiaires finaux. Si l'intégralité de l'aide prévue à l'article 1 n'est pas répercutée sur les bénéficiaires finaux, la Région demande la récupération de la part de l'aide non répercutée.

Le bénéficiaire conserve l'ensemble des pièces justificatives démontrant la correcte application de la réglementation des aides d'Etat et les transmettra à la Région à sa demande.

Le bénéficiaire s'engage à tenir une comptabilité séparée permettant de justifier de la répercussion totale de l'aide aux bénéficiaires finaux.

#### **ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 23 mars 2022.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

#### **ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

#### **ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

#### **ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

#### **ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP2022-111 du 23 MARS 2022.

Fait à Paris, en 2 exemplaires originaux,

Le \_\_\_\_\_

Pour ASTECH PARIS REGION  
La Présidente

Le \_\_\_\_\_

Pour la Région Ile-de-France  
La Présidente  
du Conseil régional d'Ile-de-France

**Marie-Christine OGHLY**

**Valérie PECRESSE**

## **Annexe 6 : Statuts APCI - Promotion du design**

**A.P.C.I**



Statuts (révisés par l'AG du 19 juin 1997)

Récépissés de déclaration en préfecture

Parutions au JO avec adresses successives

agence pour la promotion de la création industrielle

1

**A.P.C.I.**

## STATUTS RÉVISÉS

approuvés par l'assemblée générale du 19 juin 1997

modifiant les statuts initiaux déposés le 14 octobre 1983

**A. P. C. I.**  
**AGENCE POUR LA PROMOTION**  
**DE LA CREATION INDUSTRIELLE**  
24 rue du Charolais - 75012 PARIS  
43 45 10 76

*Compte rendu*

*AM*

*Présidente*

agence pour la promotion de la création industrielle

AGENCE POUR LA PROMOTION  
DE LA  
CRÉATION INDUSTRIELLE

STATUTS DE L'ASSOCIATION

Article 1 : Dénomination

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901 ayant pour dénomination "l'Association pour la Promotion de la Création Industrielle".

Elle a son siège à Paris (Seine)

Depuis le 6 juillet 1994, l'association a désormais pour dénomination "Agence pour la Promotion de la Création Industrielle" (APCI).

Article 2 : Objet

Cette association a pour objet la promotion de la création industrielle.

Par la concertation entre partenaires privés et publics, elle étudie un dispositif d'ensemble de promotion de la création industrielle et engage des actions expérimentales.

Article 3 : Composition

L'association se compose de :

- membres fondateurs
- membres actifs

Article 4 : Admission

Les membres actifs sont les personnes physiques ou morales ayant manifesté leur désir d'adhérer à l'association et qui parrainées par deux membres de l'association et agréés par le Conseil d'Administration, sont à jour de leur cotisation.

.../...



Article 4 bis : Membres associés

Des membres associés peuvent être cooptés par l'Assemblée Générale qui fixe le montant de leurs cotisations.

Les membres associés à jour de leur cotisation peuvent assister aux Assemblées générales comme observateurs.

Article 5 : Démission - radiation

La qualité de membre de l'association se perd :

- 1° ) - par la démission,
- 2° ) - par la radiation, prononcée pour non paiement de la cotisation ou pour motifs graves appréciés par le conseil d'administration, le membre intéressé ayant été préalablement appelé à fournir des explications

Article 6 : Ressources de l'association

Les ressources de l'Association se composent :

- 1° ) des cotisations de ses membres actifs,
- 2° ) des subventions et concours de l'État, des collectivités locales, des établissements publics,
- 3° ) du produit des prestations fournies par l'Association,
- 4° ) des contributions des entreprises au titre de la formation professionnelle continue,
- 5° ) des sommes provenant de l'exploitation ou de la cession de brevets d'invention, dessins et modèles, licences dont l'Association aurait la propriété,
- 6° ) de ses biens et de ses placements
- 7° ) de toutes autres ressources autorisées par les textes législatifs ou réglementaires.

## ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

### Article 7 : Le Conseil d'Administration

L'Association est administrée par un conseil d'administration élu pour 2 ans par l'Assemblée Générale. Le Conseil d'Administration est composé d'une manière équilibrée de personnalités appartenant à l'administration, à la production, à la création industrielle, ainsi que de personnalités qualifiées.

Les membres sont rééligibles. En cas de vacance le conseil pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par la plus proche Assemblée Générale.

Le Conseil se réunit au moins une fois tous les six mois et chaque fois qu'il est convoqué par son président ou sur la demande du quart de ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés. Les mandats des membres du conseil d'administration sont gratuits.

### Article 8 : Les pouvoirs du Conseil

Le Conseil d'administration :

- détermine les orientations générales d'activité et le programme de l'Association,
- adopte le projet de budget,
- établit le règlement intérieur,
- arrête le statut du personnel et décide de la création des postes et du montant des rémunérations.

### Article 9 : Le bureau

Le conseil choisit parmi ses membres un bureau composé d'un président, d'un trésorier, d'un secrétaire.

### Article 10 :

Le président représente l'Association en justice ainsi que dans tous les actes de la vie civile. Il est investi de tous pouvoirs à cet effet.

Il veille à la stricte observation des statuts et du règlement intérieur.

.../...

Il ordonnance les dépenses.

Il recrute le personnel, salarié ou vacataire, qui sera affecté au fonctionnement de l'Association.

Il convoque les réunions du conseil et l'Assemblée Générale.

Il peut donner délégation de ses pouvoirs dans le cadre du règlement intérieur.

#### Article 11 : Assemblée Générale

L'Assemblée Générale de l'Association se compose de tous les membres de l'Association.

Elle se réunit au moins une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par le conseil d'administration ou sur demande du quart au moins de ses membres.

Son ordre du jour est réglé par le conseil d'administration, et indiqué sur les convocations.

Elle entend les rapports sur la gestion du conseil d'administration, sur la situation financière et morale de l'Association.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant,, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour.

Elle élit les membres du conseil d'administration et pourvoit si nécessaire à leur remplacement.

Les décisions de l'Assemblée Générale sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés. La majorité relative est admise à partir du troisième tour de scrutin.

Le rapport annuel et les comptes sont adressés chaque année à tous les membres de l'Association.

### MODIFICATIONS DES STATUTS ET DISSOLUTION

#### Article 12 :

les statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée Générale sur la proposition du Conseil d'administration.

Les propositions de modifications sont inscrites à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée Générale, lequel doit être envoyé à tous les membres de l'Assemblée au moins 15 jours à l'avance.

.../...

L'Assemblée doit se composer du quart au moins des membres en exercice présents ou représentés. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, mais à 15 jours au moins d'intervalle, et cette fois, elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents. Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des 2/3 des membres présents ou représentés.

Article 13 :

L'Assemblée Générale appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Association doit comprendre au moins la moitié plus un des membres en exercice, présents ou représentés.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée à nouveau mais quinze jours au moins d'intervalle, et cette fois, elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

La dissolution de l'Association entraînera automatiquement le transfert de son actif patrimonial et financier à un organisme de même nature ou à l'État.

Article 14 :

les signataires donnent tous pouvoirs au porteurs des présentes à l'effet d'effectuer les formalités de déclaration et de publication prescrites par la législation en vigueur.

Fait en autant d'originaux que de parties intéressées, plus un original pour l'Association et deux destinées au dépôt légal.

COPIE

A Paris

Le 20 Juin 1997

Statuts révisés pour  
la l'Association  
financé en 19 Juin 1997

des statuts initiaux émis  
et déposés le 14-10-1988

PREFECTURE DE POLICE

Cabinet du Préfet

Sous-Direction Administrative

2<sup>e</sup> BUREAU

N° d'ordre 83/2934

*Ce numéro devra être rappelé dans toutes les communications adressées à la Préfecture de Police.*

24 OCT. 1983

La déclaration doit, dans le délai d'un mois, être rendue publique par les soins de l'association, au moyen de l'insertion au *Journal Officiel* d'un extrait contenant la date de la déclaration, le titre et l'objet de l'association, ainsi que l'indication du siège social. (Décret du 16 août 1901, art. 1<sup>er</sup>).

Les associations sont tenues de faire connaître dans les trois mois tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. (Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, art. 5).

Les modifications apportées aux statuts et les changements survenus dans l'administration ou la direction de l'association, sont transcrits sur un registre tenu au siège de toute association déclarée : les dates des récépissés relatifs aux modifications et changements sont mentionnées au registre.

Ce registre doit être coté par première et par dernière page et paraphé sur chaque feuille par le Préfet de Police ou son délégué. (Décret du 16 août 1901, art. 6 et 31).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Récépissé de Déclaration d'Association

(Loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901. — Art. 5)

A la date du 24 OCTOBRE

19 83

Madame ANNE MARIE BOUTIN

demeurant à PARIS 75004

rue DES TOURNELLES N° 18

a effectué la déclaration d'une association portant la dénomination de ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE LA CREATION INDUSTRIELLE

et dont le siège social est fixé à PARIS 75001

XXX AVENUE DE L'OPERA N° 27

Il a déposé à l'appui de cette déclaration :

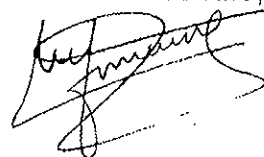
- 1<sup>re</sup> Deux exemplaires des statuts de l'association ;
- 2<sup>re</sup> La liste des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'association ;

~~XXXXXXXXXX~~

Le présent récépissé a pour unique objet de constater le dépôt de la déclaration et des pièces annexées, sans préjuger en quoi que ce soit la légalité de l'association.

Pour le Préfet de Police :

/LE CHEF DE BUREAU,



18 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Association des locataires de l'immeuble sis à Paris (14<sup>e</sup>), 132, avenue du Maine. Objet : assistance et défense des locataires de l'immeuble sis à Paris (14<sup>e</sup>), 132, avenue du Maine : passation d'accords collectifs de location ; interventions devant la commission départementale des accords locatifs. Siège social : 132, avenue du Maine, 75014 Paris.

19 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Cercle généalogique et héraldique de l'éducation nationale (C.G.H.E.N.). Objet : favoriser les contacts et les échanges d'informations d'ordre généalogique et héraldique entre généalogistes amateurs. Siège social : 19, rue Chailou, 75013 Paris.

19 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Culture et arts du livre. Objet : rassembler ceux et celles qui souhaitent pratiquer, dans un esprit désintéressé et d'amitié, principalement les arts du livre et toutes autres activités culturelles. Siège social : 25, rue Choiseul-Dura, 75017 Paris.

19 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. La Compagnie du Préau. Objet : permettre et favoriser la pratique du théâtre et susciter les rencontres entre ses membres. Siège social : 71, rue Saint-Antoine, 75004 Paris.

19 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Mafalda. Objet : encourager, promouvoir, faire connaître et réaliser des manifestations culturelles et éducatives et, en particulier, toutes activités se rapportant à la danse et au corps en mouvement. Siège social : c/o Mme Fossen - Marie-Thérèse, dite Mader, 129, rue de Clémenceau, 75018 Paris.

19 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Préméditation. Objet : pratique et développement du jeu ou des jeux, à l'exclusion des jeux d'argent. Siège social : 16, passage Cardinal, 75017 Paris.

19 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Rallye Paris-Dakar. Objet : participation d'un véhicule au rallye Paris-Dakar 1984. Siège social : 22, boulevard du Parc de Vaux, 75017 Paris.

19 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. L'Association des directeurs de sociétés anonymes d'H. L. M. de la région d'Ile-de-France transfère son siège social du 134, boulevard Hans-Brynn, 75008 Paris, au 44, rue Saint-Jacques, 75015 Paris.

19 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. L'Association française de shaolin chuan fa transfère son siège social du chemin de ronde Sud, 89450 Vézelay, au 19, rue de l'Atlas, 75019 Paris.

20 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Association Gala de l'Ecole des mines de Paris. Objet : organiser le gala annuel de l'Ecole des mines de Paris. Siège social : 60, boulevard Saint-Michel, 75003 Paris.

20 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Association pour la promotion de la danse jazz. Objet : développer la danse jazz en France et en tous pays par l'organisation de cours, stages, animations, expositions et festivals. Siège social : 24, rue Verchèreau, 75019 Paris.

20 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Association pour le soutien et la promotion du théâtre (Prothel). Objet : soutien, promotion et diffusion par tout moyen du spectacle théâtral ainsi que l'entraînement, le perfectionnement et l'emploi des jeunes comédiens, artistes et techniciens professionnels du spectacle. Siège social : 129, rue de Vaugirard, 75015 Paris.

20 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Gigahertz. Objet : resorption par tous moyens des stocks excédentaires de ses membres. Siège social : 19, avenue du Président-Wilson, 75116 Paris.

20 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Groupement européen des loisirs (G. E. L.). Objet : permettre à ses adhérents de participer à des stages ou à des séjours de loisirs, éducatifs, culturels et pédagogiques en France ou à l'étranger, organiser pour des enfants et des adolescents des séjours de vacances, de loisirs, de classes vertes, en France ou à l'étranger, à caractère social et public. Siège social : 2, avenue d'Iena, 75016 Paris.

20 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. La Poursuite. Objet : recherche et pratique de toutes formes d'expression passant par la voix et le corps. Siège social : 15, passage Alexandrine, 75011 Paris.

20 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Organismes français de radiodiffusion et de télévision. Objet : assurer la concertation et le groupement à des fins de représentation internationale des établissements et des sociétés du service public de la radiodiffusion et de la télévision, notamment auprès des organismes internationaux non gouvernementaux compétents dans le domaine de l'audiovisuel et veiller à la défense de leurs intérêts. Siège social : 100, avenue Raymond-Poincaré, 75016 Paris.

20 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Oxide Graphic. Objet : promouvoir, développer et réaliser toutes recherches graphiques à travers, d'une part, la bande dessinée, d'autre part, la création d'ouvrages plastiques. Siège social : 116, rue des Pyrénées, 75020 Paris.

20 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Science sociales vidéo et société (S.V.S.). Objet : promouvoir la connaissance des faits de société et des sciences sociales par le développement des nouvelles formes de communication audiovisuelle en France et à l'étranger et la diffusion des productions relatives aux sciences sociales. Siège social : 3, rue Récamier, 75007 Paris.

20 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. L'association Carib tropical ballet des Antilles change son titre, qui devient Carib tropical international show, et transfère son siège social du 131, boulevard Magenta, 75019 Paris, au 8, rue de Florence, 75008 Paris.

21 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Association des locataires du 18 bis rue du Ranelagh. Objet : défense des locataires et de leur environnement. Siège social : 18 bis, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

21 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Association pour l'étude du métabolisme des xenobiotiques. Objet : favoriser l'étude in vitro du métabolisme des xenobiotiques en particulier chez l'homme. Siège social : 156, rue de Vaugirard, 75016 PARIS CEDEX.

21 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Wetbike-Club de France (W.C.F.). Objet : pratique des sports nautiques ; recensement des écoles permettant la vulgarisation et le développement des sports nautiques ; organisation de réunions sportives et entretien chez ses membres des relations d'amitié et de camaraderie. Siège social : 19, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75019 Paris.

21 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. L'association Fan-Club Odeurs transfère son siège social du 14, rue Dant, 94100 Saint-Maur-des-Fossés, au 12, rue Pécquay, 75004 Paris.

24 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Association pour la promotion de la création industrielle. Objet : promouvoir la création industrielle. Siège social : 27, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

24 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Club français du pékinois et du japonais. Objet : aider à l'amélioration, à la conservation et à l'utilisation en France du pékinois et du japonais. Siège social : 16, rue Montmartre, passage de la Reine-de-Hon, 75001 Paris.

24 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. L'Association pour un théâtre arménien transfère son siège social du 282, rue Vaugirard, 75015 Paris, au 8, rue Laplace, 75005 Paris.

25 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. L'association Conseil de parents d'élèves du collège Marx-Dormoy transfère son siège social du 7, rue Saint-Lue, 75012 Paris, au 12, rue Riquet, 75019 Paris.

25 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. L'association fonds d'assurance formation des personnels des fédérations départementales des chasseurs, décide sa dissolution. Siège social : 85 bis, avenue Wagram, 75017 Paris.

26 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Association France-Danemark. Objet : promouvoir en France toutes informations sur la vie culturelle, sociale, économique, commerciale et industrielle du Danemark et servir de lien de rencontre aux Français souhaitant les obtenir par tous les moyens appropriés : conférences, débats, concerts, expositions, cercles d'études. Siège social : 142, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

## 16 - SEINE-MARITIME

18 octobre 1983. Déclaration à la sous-préfecture de Dieppe du 3<sup>e</sup> âge Thil-Manneville. Objet : réunir les personnes de 3<sup>e</sup> âge du commune de Thil-Manneville et leur apporter distractions et assistance. Siège social : mairie, Thil-Manneville, 76110 ville-en-Caux.

19 octobre 1983. Déclaration à la sous-préfecture de Dieppe. Association des activités pour les jeunes. Objet : occuper le temps des enfants de la commune, sous forme d'activités culturelles, manuelles et sportives. Siège social : mairie, Saint-Martin-d'Arques, 76170 Neuf-Mesle-Dieppe.

19 octobre 1983. Déclaration à la sous-préfecture de Dieppe. Association des anciens stagiaires. Objet : aider les anciens stagiaires. Siège social : école d'adultes, 1, rue du Maréchal Tasso, Le Havre.

20 octobre 1983. Déclaration à la sous-préfecture de Dieppe. Aubin. Tennis de table. Objet : développer la pratique du tennis de table. Siège social : salle polyvalente, Saint-Vincent, 76110 Saint-Nicolas-d'Almermont.

21 octobre 1983. Déclaration à la sous-préfecture de Dieppe. Association normande de bandes dessinées. Objet : promouvoir les auteurs du livre en général, en particulier de la bande dessinée de l'illustration. Siège social : 2, rue Joseph-Parnet, 76110.

21 octobre 1983. Déclaration à la sous-préfecture de Dieppe. Tennis-Club. Objet : pratique du tennis ; formation d'une école ; aux membres de l'association ; organisation de toutes les compétitions ou manifestations sportives entrant dans le club, son activité. Siège social : mairie, 76110 Saint-Saens.

## Modifications

1624 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre*: F.C. PORTUGAIS PORTE DE VINCENNES. *Nouveau titre*: FOOTBALL-CLUB ATLANTICO PORTUGAIS DE VINCENNES. *Siège social*: 21, rue Fécamp, 75012 Paris. *Transféré*; *nouvelle adresse*: 313, rue de Charenton, 75012 Paris. *Date de la déclaration*: 2 juin 1994.

1625 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre*: LA COURTOISIE FRANÇAISE. *Nouveau titre*: ASSOCIATION INTERNATIONALE DE LA COURTOISIE FRANÇAISE. *Siège social*: 12, rue Blanche, 75009 Paris. *Date de la déclaration*: 9 juin 1994.

1626 - Déclaration à la préfecture de police. *AVANTAGE CONCURRENTIEL EN NEGOCIATION (A.C.N.)*. *Nouvel objet*: dans une optique d'établissement de relations à long terme entre les parties. Au moyen de six politiques: recherche et développement, enseignement, formations professionnelles, conférences, conseil, échange et réseaux. *Siège social*: 5, square du Trocadéro, 75116 Paris. *Date de la déclaration*: 9 juin 1994.

1627 - Déclaration à la préfecture de police. *EUROPÉENNE DE CONSEILS ET DE SERVICES (E.C.S.)*. *Siège social*: 11, avenue de Contadès, 49000 Angers. *Transféré*; *nouvelle adresse*: 46, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris. *Date de la déclaration*: 9 juin 1994.

1628 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre*: INDEPENDANT DISTRIBUTORS EUROPEAN, ASSOCIATION IDEA PARIS 1 ASSOCIATION EUROPEENNE DES DISTRIBUTEURS INDEPENDANTS. *Nouveau titre*: ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'INDIVIDUALITE (INDIVIDUALITY DEVELOPEMENT EUROPEAN ASSOCIATION). *Siège social*: 19, rue du Colisée, 75008 Paris. *Date de la déclaration*: 9 juin 1994.

1629 - Déclaration à la préfecture de police. *FENETRE SUR COURTS*. *Siège social*: 16, rue Chappe, 75018 Paris. *Transféré*; *nouvelle adresse*: 22, rue de la Chapelle, 75018 Paris. *Date de la déclaration*: 9 juin 1994.

1630 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre*: SYNDICAT NATIONAL DES PUBLICITAIRES EN ANNONCES CLASSEES (S.N.P.A.C.). *Nouveau titre*: ASSOCIATION DES CONSEILS EN COMMUNICATION POUR L'EMPLOI (A.C.C.E.). *Siège social*: 163, rue Saint-Honoré, 75001 Paris. *Date de la déclaration*: 9 juin 1994.

1631 - Déclaration à la préfecture de police. *INSTITUT DE RECHERCHES APPLIQUEES AU BOIS*. *Siège social*: 3, rue de Lutèce, 75004 Paris. *Transféré*; *nouvelle adresse*: 10, rue du Débarcadère, 75852 Paris Cedex 17. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1632 - Déclaration à la préfecture de police. *ART OMEGA*. *Siège social*: 37, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 Paris. *Transféré*; *nouvelle adresse*: 38, avenue Niel, 75017 Paris. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1633 - Déclaration à la préfecture de police. *ASSOCIATION STYLE CHEN DU TAIJI QUAN*. *Additif à l'objet*: effectuer toutes recherches en vue d'acquiescer et approfondir les connaissances dans le domaine des arts martiaux en général et du taiji quan en particulier. *Siège social*: chez M. Dufresne (Thomas), 83, rue de La Tombe-Isoire, 75014 Paris. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1634 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre*: ASSOCIATION DES COMMERÇANTS CONTRE LES IMPAYÉS ET LES DIFFICULTÉS DE L'ENTREPRISE ET POUR CONCOURIR AUX BESOINS FINANCIERS DE CELLE-CI. *Nouveau titre*: ASSOCIATION DES COMMERÇANTS CONTRE LES IMPAYÉS ET LES DIFFICULTÉS DE L'ENTREPRISE, POUR CONCOURIR AUX BESOINS FINANCIERS DE CELLE-CI ET

ASSISTANCE (ACCIA PARTNERS). *Siège social*: 225, rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1635 - Déclaration à la préfecture de police. *ASSOCIATION EUROPEENNE DES CHEFS D'ÉTABLISSEMENTS DU SECONDAIRE ESHA-FRANCE*. *Siège social*: 22, rue Maryse-Hilsz, 75020 Paris. *Transféré*; *nouvelle adresse*: lycée Louis-le-Grand, 123, rue Saint-Jacques, 75005 Paris. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1636 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre*: ASSOCIATION DE PREVENTION INTERNATIONALE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES (P.I.E.R.E.). *Nouveau titre*: PREVENTION INTERNATIONALE D'ÉTUDES RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT (P.I.E.R.E.). *Siège social*: 10, rue Henner, 75009 Paris. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1637 - Déclaration à la préfecture de police. *UNITE DE COORDINATION DES ACTIONS DE COOPERATION EN RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT CAPRINS (U.C.A.R.D.E.C.)*. *Siège social*: 16, rue Claude-Bernard, 75231 Paris Cedex 5. *Transféré*; *nouvelle adresse*: 149, rue de Bercy, 75595 Paris Cedex 12. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1638 - Déclaration à la préfecture de police. *ASSOCIATION POUR L'ENSEIGNEMENT DES TELECOMMUNICATIONS*. *Additif à l'objet*: ... et plus généralement d'effectuer toutes opérations financières, commerciales, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social et pouvant présenter un intérêt général pour l'association. *Siège social*: 75, rue de Lourmel, 75015 Paris. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1639 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre*: AGENCE CINEMA VIDEO SPECTACLE. *Nouveau titre*: ASSOCIATION CINEMA VIDEO SPECTACLE (A.C.V.S.). *Siège social*: 33, rue Jean-Bart, 78800 Houilles. *Transféré*; *nouvelle adresse*: 27-29, rue Pétion, 75011 Paris. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1640 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre*: ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE LA CREATION INDUSTRIELLE. *Nouveau titre*: AGENCE POUR LA PROMOTION DE LA CREATION INDUSTRIELLE (APCI). *Siège social*: 48, rue Saint-Sabin, 75011 Paris. *Transféré*; *nouvelle adresse*: 14, rue Sobeillet, 75020 Paris. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1641 - Déclaration à la préfecture de police. *ASSOCIATION DES PETITS PIERROTS*. *Siège social*: 86, rue de Bagnolet, 75020 Paris. *Transféré*; *nouvelle adresse*: 67, rue des Vignoles, 75020 Paris. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1642 - Déclaration à la préfecture de police. *INDECOSA C.G.T. PARIS, ASSOCIATION POUR L'INFORMATION ET LA DEFENSE DES CONSOMMATEURS SALAIRES*. *Siège social*: 1, rue de Nantes, 75019 Paris. *Transféré*; *nouvelle adresse*: 11, rue des Prairies, 75020 Paris. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1643 - Déclaration à la préfecture de police. *LIONS CLUB DE PARIS-AUTEUIL*. *Siège social*: chez M. Delamare (Jean-Pierre), 10, rue Georges-Ville, 75016 Paris. *Transféré*; *nouvelle adresse*: chez M. Lunel (Paul), 12, rue Jean-Bologne, 75016 Paris. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1644 - Déclaration à la préfecture de police. *COCITRA*. *Siège social*: 16, rue Broca, 75005 Paris. *Transféré*; *nouvelle adresse*: 73-77, rue Pascal, 75013 Paris. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1645 - Déclaration à la préfecture de police. *LA COMPAGNIE DE DANSE DU HERON, POUPRE*. *Siège social*: 10, impasse Briare, 75009 Paris. *Transféré*; *nouvelle adresse*: chez Mlle Graf-fin (Claire), 7, rue du Docteur-Charles-Richet, 75013 Paris. *Date de la déclaration*: 11 juin 1994.

2204 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre*: ASSOCIATION DE PARENTS D'ENFANTS DÉFICIENTS MENTAUX DU 12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT DE PARIS (A.P.E.D.M.). *Nouveau titre*: ASSOCIATION DE PARENTS DE PERSONNES HANDICAPÉES MENTALES (APEDM). *Siège social*: 11, rue Montgallet, 75012 Paris. *Date de la déclaration*: 31 janvier 1996.

2205 - Déclaration à la préfecture de police. *AMICALE DES RETRAITÉS DE LA SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT - PARIS*. *Siège social*: 8, rue Auber, 75009 Paris. *Transféré*; nouvelle adresse: 4 bis, boulevard Diderot, 75012 Paris. *Date de la déclaration*: 31 janvier 1996.

2206 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre*: BIBLIOTHEQUE GROUPE KELLER. *Nouveau titre*: ASSOCIATION CULTURELLE ET SPORTIVE KELLER BULLOUREDE. *Additif à l'objet*: organisation d'activités culturelles et sportives. *Siège social*: chez Mme Herick (Christiane), 12, rue Bastroi, 75011 Paris. *Transféré*; nouvelle adresse: chez M. Pistiaux (Michel), 121, avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris. *Date de la déclaration*: 31 janvier 1996.

2207 - Déclaration à la préfecture de police. *POLYMORPHE RECORDS*. *Nouvel objet*: promotion, distribution, production de toute œuvre musicale et toutes activités para-commerciales répondant à ces buts. *Siège social*: SOFRADOM, 155, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris. *Date de la déclaration*: 31 janvier 1996.

2208 - Déclaration à la préfecture de police. *FIACER CANTO*. *Siège social*: 4, rue Siel, 75014 Paris. *Transféré*; nouvelle adresse: 46, rue de Babylone, 75007 Paris. *Date de la déclaration*: 31 janvier 1996.

2209 - Déclaration à la préfecture de police. *CONCOURS*. *Additif à l'objet*: information des devoirs des étrangers africains et autres; insertion, défense de leurs droits physiques et moraux, conformément aux lois internes et conventions internationales en vigueur en France et dans l'Union européenne. *Siège social*: chez M. Kolo, 75, avenue Aristide-Briand, 94240 L'Hay-les-Roses. *Transféré*; nouvelle adresse: 17, rue d'Alésia, 75014 Paris. *Date de la déclaration*: 1<sup>er</sup> février 1996.

2210 - Déclaration à la préfecture de police. *ASTRO'ADR*. *Siège social*: 3, rue du Dobropol, 75017 Paris. *Transféré*; nouvelle adresse: chez Mme Leibovici, 16-18, rue de la Glacière, 75013 Paris. *Date de la déclaration*: 1<sup>er</sup> février 1996.

2211 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre*: ASSOCIATION INTERMEDIAIRE DE L'ANIMATION. (A.I.D.A.). *Nouveau titre*: ASSOCIATION INTERMEDIAIRE DE L'ANIMATION (ANIMINTER). *Siège social*: Les Petits Débrouillards, 2, rue de la Clôture, 75019 Paris. *Date de la déclaration*: 1<sup>er</sup> février 1996.

2212 - Déclaration à la préfecture de police. *PAROLE ET VIE*. *Siège social*: 26, rue Bezout, 75014 Paris. *Transféré*; nouvelle adresse: 13, rue Fauvet, 75018 Paris. *Date de la déclaration*: 1<sup>er</sup> février 1996.

2213 - Déclaration à la préfecture de police. *AGENCE POUR LA PROMOTION DE LA CREATION INDUSTRIELLE (A.P.C.I.)*. *Siège social*: 14, rue Soleillet, 75020 Paris. *Transféré*; nouvelle adresse: 3, rue de Brissac, 75004 Paris. *Date de la déclaration*: 1<sup>er</sup> février 1996.

2214 - Déclaration à la préfecture de police. *CONFERENCE DES A.R.A.P.L.* *Siège social*: 38, rue Boissière, 75116 Paris. *Transféré*; nouvelle adresse: 46, boulevard Latour-Maubourg, 75007 Paris. *Date de la déclaration*: 1<sup>er</sup> février 1996.

2215 - Déclaration à la préfecture de police. *COMPAGNIE LES COUSINS D'ARNOLPHE*. *Nouvel objet*: organisation de manifestations culturelles (festivals, expos, stages, cours, etc.) et

autres manifestations (soirées, rencontres à thème, soirées jeux, etc.); promotion de spectacles vivants, en particulier dans le domaine de l'humour, du café-théâtre et du divertissement pour enfants. *Siège social*: 49, rue des Martyrs, 75009 Paris. *Date de la déclaration*: 2 février 1996.

2216 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre*: ASSOCIATION FAMILIALE DES USAGERS DES MAISONS D'ACCUEIL DE PARIS (A.F.U.M.A. 75). *Nouveau titre*: ASSOCIATION FAMILIALE DES USAGERS DES MAISONS D'ACCUEIL DU 75 (A.F.U.M.A. 75). *Siège social*: 58, passage du Bureau, 75011 Paris. *Date de la déclaration*: 2 février 1996.

2217 - Déclaration à la préfecture de police. *S.O.S. PRIERE*. *Siège social*: 3, avenue Théophile-Gautier, 75016 Paris. *Transféré*; nouvelle adresse: 6, rue Saint-Séverin, 75005 Paris. *Date de la déclaration*: 2 février 1996.

2218 - Déclaration à la préfecture de police. *AMADIS*. *Siège social*: 11, rue Jules-Guesde, 11000 Carcassonne. *Transféré*; nouvelle adresse: chez Mme Jousselein (Catherine), 42, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. *Date de la déclaration*: 2 février 1996.

2219 - Déclaration à la préfecture de police. *ENVERGURE ASSOCIATION*. *Nouvel objet*: regrouper des épargnants dans un esprit de solidarité et de prévoyance; à cette fin, elle bénéficiera de toutes prérogatives et de toute latitude à l'effet d'optimiser le rendement des engagements pris par ses adhérents en matière financière, notamment d'ACAVI (contrats d'assurances à capital variable immobilier) et d'assurance. *Siège social*: 37, rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris. *Transféré*; nouvelle adresse: 85, boulevard Haussmann, 75008 Paris. *Date de la déclaration*: 2 février 1996.

2220 - Déclaration à la préfecture de police. *L'AZALAI*. *Siège social*: 5, rue Nicolet, 75018 Paris. *Transféré*; nouvelle adresse: 102 ter, rue Lepic, 75018 Paris. *Date de la déclaration*: 2 février 1996.

2221 - Déclaration à la préfecture de police. *L'ENFANT ET SON PÈRE, NOUVEAU MOUVEMENT DE LA CONDITION PATERNELLE POUR UNE RESPONSABILITÉ PARENTALE ÉGALE EN CAS DE DIVORCE ET DE SÉPARATION*. *Siège social*: 144, avenue Daumesnil, 75012 Paris. *Transféré*; nouvelle adresse: chez M. Raquin (Bernard), 6, rue Larneau, 75005 Paris. *Date de la déclaration*: 2 février 1996.

2222 - Déclaration à la préfecture de police. *ASSOCIATION CULTURELLE OUVRIÈRE RÉGION ÎLE-DE-FRANCE*. *Siège social*: 4, rue de la Durance, 75012 Paris. *Transféré*; nouvelle adresse: 174, rue Championnet, 75018 Paris. *Date de la déclaration*: 2 février 1996.

2223 - Déclaration à la préfecture de police. *ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE LA PRESSE MAGAZINE (A.P.P.M.)*. *Siège social*: 9, rue Jean-Mermoz, 75008 Paris. *Transféré*; nouvelle adresse: 71, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris. *Date de la déclaration*: 2 février 1996.

2224 - Déclaration à la préfecture de police. *C2F ACTION*. *Siège social*: 15, rue Rieux, 92100 Boulogne-Billancourt. *Transféré*; nouvelle adresse: 31, rue du 4-Septembre, 75002 Paris. *Date de la déclaration*: 2 février 1996.

2225 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre*: ASSISTANCE AU DÉVELOPPEMENT DE L'HOMME DANS SON ENVIRONNEMENT PAR LA FORMATION ET L'INGÉNIERIE (A.D.H.E.F.I.). *Nouveau titre*: ASSISTANCE AU DÉVELOPPEMENT PAR LA FORMATION, L'INGÉNIERIE DU CONSEIL ET PAR L'INTERNATIONAL (A.D.F.I.). *Siège social*: chez Mme Parzybut (Françoise), 11, rue Aux Chiens, 60310 Avricourt. *Transféré*; nouvelle adresse: 41-43, rue de Cronstadt, 75015 Paris. *Date de la déclaration*: 2 février 1996.

2226 - Déclaration à la préfecture de police. *FURIOUS FEET (LES PIEDS FURIEUX)*. *Siège social*: chez M. Cotten (Didier), 30, avenue de la République, 94500 Champigny-sur-Marne. *Transféré*; nouvelle adresse: chez M. Keduitz (Martin), 57, rue Letellier, 75015 Paris. *Date de la déclaration*: 2 février 1996.



**ASSOCIATION CULTURELLE GREGOIRE FERRANDI.** *Siège social:* 11, rue Jean-Ferrandi, 75006 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* 28, rue de l'Abbé-Grégoire, 75006 Paris. *Date de la déclaration:* 3 juillet 1998.

1369 - Déclaration à la préfecture de police. **ASSOCIATION FRANÇAISE DES DETENTEURS DE DOCUMENTS AUDIO-VISUELS ET SONORES - AFAS.** *Siège social:* 2, rue Louvois, 75002 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* Bibliothèque nationale de France, département de l'audiovisuel, quai François-Mauriac, 75706 Paris Cedex 13. *Date de la déclaration:* 3 juillet 1998.

1370 - Déclaration à la préfecture de police. **AGENCE POUR LA PROMOTION DE LA CREATION INDUSTRIELLE - A.P.C.I.** *Siège social:* 3, rue de Brissac, 75004 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* 7, rue Crillon, 75004 Paris. *Date de la déclaration:* 3 juillet 1998.

1371 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre:* ASSOCIATION FRANÇAISE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - A.F.E.C. *Nouveau titre:* ASSOCIATION FRANÇAISE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT - A.F.E.C.E.I. *Additif à l'objet:* représentation des intérêts collectifs des établissements de crédit, celle des entreprises d'investissement, des entreprises de marché et des chambres de compensation. *Siège social:* 36, rue Taitbout, 75009 Paris. *Date de la déclaration:* 3 juillet 1998.

1372 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre:* ARTS ET METIERS DU SPECTACLE, INSTITUT LAURENT AZIMIOARA. *Nouveau titre:* LES ARTS ET METIERS DU SPECTACLE. *Siège social:* 12, allée des Mauves, 75020 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* 79, boulevard Sérurier, 75019 Paris. *Date de la déclaration:* 3 juillet 1998.

1373 - Déclaration à la préfecture de police. **LES MUSICIENS ASSOCIES.** *Nouvel objet:* développement et promotion de la musique et de la danse en général, et plus particulièrement du jazz et du rock'n'roll; à ce titre, elle entend développer et fidéliser un public, et remplir une mission « d'utilité sociale et culturelle » pour ces musiques et ces danses; l'association diffusera les informations sur les concerts, festivals, soirées, radio, T.V., revues, manifestations de toutes sortes liées à ces musiques; elle publiera des articles sur les orchestres, les artistes qui ont contribué ou contribuent au développement de ces musiques; l'association pourra donc éditer revues, journaux, ouvrages et toute publication ayant un rapport avec la musique et la danse; elle négociera auprès des professionnels (organisateurs, magasins, écoles, etc.) ou autres associations des réductions pour ses membres; elle pourra organiser des concerts publics, festivals, soirées dansantes et spectacles de danse, et, plus généralement, organiser toute manifestation publique et spectacle de danse, et, plus généralement, organiser toute manifestation publique et spectacle en relation avec son objet; de façon générale, elle pourra réaliser toutes opérations liées à son développement ainsi qu'à celui de son objet. *Siège social:* 40, rue Stephenson, 75018 Paris. *Date de la déclaration:* 3 juillet 1998.

1374 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre:* LES AMIS DU 30, RUE LAS-CASES. *Nouveau titre:* AMICALE DU CONSEIL GENERAL DU GENIE RURAL, DES EAUX ET DES FORETS. *Siège social:* conseil général du G.R.E.F. 30, rue Las-Cases, 75007 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* conseil général du G.R.E.F., ministère de l'agriculture et de la pêche, 251, rue de Vaugirard, 75015 Paris. *Date de la déclaration:* 3 juillet 1998.

1375 - Déclaration à la préfecture de police. **ATELIERS D'ARTISTES DE BELLEVILLE.** *Siège social:* 48, rue Ramponeau, 75020 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* 32, rue de la Mare, 75020 Paris. *Date de la déclaration:* 3 juillet 1998.

1376 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre:* GROUPE DE RECHERCHE ET D'ETUDES ACTION LANGAGE (G.R.E.A.L.). *Nouveau titre:* DISCOURS INSTITUTIONNELS POUR L'ANALYSE DES DISCOURS INSTITUTIONNELS ET POLITIQUES. *Additif à l'objet:* promotion des activités de recherche en matière d'ana-

lyse du discours. *Siège social:* 36, boulevard Poniatowski, 75012 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* 57, boulevard de la Villette, 75010 Paris. *Date de la déclaration:* 3 juillet 1998.

1377 - Déclaration à la préfecture de police. **L'ECOLE LAIQUE DES RELIGIONS.** *Siège social:* 245, rue de Bercy, 75012 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* 30, place Saint-Georges, 75009 Paris. *Date de la déclaration:* 3 juillet 1998.

1378 - Déclaration à la préfecture de police. **COMPAGNIE POST-SCRIPTUM.** *Siège social:* 103, rue Saint-Maur, 75011 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* 29, rue Merlin, 75011 Paris. *Date de la déclaration:* 3 juillet 1998.

1379 - Déclaration à la préfecture de police. **COMPAGNIE ATELIER II.** *Siège social:* 13, rue Jean-Beausire, 75004 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* 18, rue Jean-Baptiste-Pigalle, 75009 Paris. *Date de la déclaration:* 3 juillet 1998.

1380 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre:* ART - EDUCATION - NOUVELLES TECHNOLOGIES. *Nouveau titre:* ART - EDUCATION - NOUVELLES TECHNOLOGIES (ARE-NOTECH). *Siège social:* 5, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* chez M. Montesinos, 15, rue du Parc-Montsouris, 75014 Paris. *Date de la déclaration:* 3 juillet 1998.

1381 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre:* COMITE DEPARTEMENTAL DE PARIS DE LA FEDERATION SPORTIVE ET GYMNIQUE DU TRAVAIL - F.S.G.T. *Nouveau titre:* COMITE DE PARIS DE LA FEDERATION SPORTIVE ET GYMNIQUE DU TRAVAIL - F.S.G.T. *Siège social:* 41, rue de Flandre, 75019 Paris. *Date de la déclaration:* 4 juillet 1998.

1382 - Déclaration à la préfecture de police. **ASSOCIATION CHANSON-POESIE ACTUELLE.** *Siège social:* 27, rue Miguel-Hidalgo, 75019 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* 2, rue Lamarck, 75018 Paris. *Date de la déclaration:* 4 juillet 1998.

1383 - Déclaration à la préfecture de police. **ETE MUSICAL EN PERIGORD NOIR.** *Siège social:* chez Mme Couderc (Sylvie), 2, rue Troyon, 75017 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* chez Mme Couderc (Sylvie), 5, square Mozart, 75016 Paris. *Date de la déclaration:* 4 juillet 1998.

1384 - Déclaration à la préfecture de police. **CENTRE NATIONAL DES INDEPENDANTS ET PAYSANS (CNI).** *Siège social:* 146, rue de l'Université, 75008 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* 6, rue Quentin-Bauchart, 75008 Paris. *Date de la déclaration:* 6 juillet 1998.

1385 - Déclaration à la préfecture de police. **ANIMATION ET DEVELOPPEMENT DES RELATIONS ECOLE PROFESSION - A.D.R.E.P.** *Siège social:* 22, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* 8, rue Maurice-de-la-Sizeranne, 75007 Paris. *Date de la déclaration:* 6 juillet 1998.

1386 - Déclaration à la préfecture de police. **SOCIETE FRANÇAISE D'ETUDES POLONAISES.** *Siège social:* centre universitaire du Grand-Palais, perron Alexandre-III, cours La Reine, 2, rue de Lille, 75007 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* centre d'études slaves, 9, rue Michelet, 75006 Paris. *Date de la déclaration:* 6 juillet 1998.

1387 - Déclaration à la préfecture de police. **CERCLE D'ETUDES ET DE REFLEXION SUR LA DEFENSE - C.E.R.D.** *Siège social:* 2, rue Legraverend, 75012 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* 18, rue Vézelay, 75008 Paris. *Date de la déclaration:* 6 juillet 1998.

1388 - Déclaration à la préfecture de police. **COMPAGNIE THEATRALE CAZARIL.** *Siège social:* 22, rue Louis-Blanc, 93310 Le Pré-Saint-Gervais. *Transféré; nouvelle adresse:* chez M. Arcon (Stéphane), 147, rue de Charonne, 75011 Paris. *Date de la déclaration:* 6 juillet 1998.

1885 -  
MUSIC  
Mme H  
nouvell  
de Paris  
tion : 1.

1886 -  
D'EST...  
Salle, 78100 Saint-Germain-en-Laye. Transféré; nouvelle  
adresse : 14, rue Christiani, 75018 Paris. Date de la déclaration :  
14 février 2000.

1887 - Déclaration à la préfecture de police. **BOB AND CO.**  
Siège social : 26, rue Véron, 75018 Paris. Transféré; nouvelle  
adresse : 24, rue Hermel, 75018 Paris. Date de la déclaration :  
14 février 2000.

1888 - Déclaration à la préfecture de police. **AU FIL DE LA  
VIE.** Nouvel objet : promouvoir à travers des actions d'ordre  
social, humanitaire, économique et artistique une sensibilisation  
du public à la réalité des conditions de vie quotidienne de cer-  
taines communautés dans leur milieu naturel; elle cherchera à  
travers ces actions à apporter son aide et sa participation aux  
fins de pouvoir aider à l'amélioration de ces conditions; les  
actions entreprises pouvant se dérouler sans aucune limitation  
géographique. Siège social : 27, boulevard de Courcelles,  
75008 Paris. Transféré; nouvelle adresse : chez Pialoux (S.),  
16, rue Mouton-Duvernet, 75014 Paris. Date de la déclaration :  
14 février 2000.

1889 - Déclaration à la préfecture de police. **LA FABRIQUE A  
THEATRE.** Siège social : 43, rue de Lévis, 75017 Paris. Trans-  
féré; nouvelle adresse : 11, rue du Conservatoire, 75009 Paris.  
Date de la déclaration : 14 février 2000.

1890 - Déclaration à la préfecture de police. Ancien titre : ASSO-  
CIATION I.S.E.G. PARIS INSTITUT SUPERIEUR EUROPEEN  
DE GESTION. Nouveau titre : GROUPE I.S.E.G. - GROUPE  
INSTITUT SUPERIEUR EUROPEEN DE GESTION. Additif à  
l'objet : assurer sur chacun des établissements où l'enseignement  
est dispensé sous sa responsabilité le respect des programmes  
de la charte du réseau et les conditions de délivrance du titre.  
Siège social : 28, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris. Date de  
la déclaration : 14 février 2000.

1891 - Déclaration à la préfecture de police. Ancien titre :  
PICASSO AUTREMENT. Nouveau titre : ART, RECHERCHE  
ET DOCUMENTATION AUTREMENT. Siège social : 9-11, pas-  
sage Charles-Albert, 75018 Paris. Date de la déclaration :  
14 février 2000.

1892 - Déclaration à la préfecture de police. Ancien titre :  
BYBLIA ILITHYIA PUBLICATIONS. Nouveau titre : BYBLIA  
ILITHYIA PUBLICATIONS - LE QUOTIDIEN DES CARTO-  
PHILES (Q.D.C.). Nouvel objet : recherche et diffusion de l'in-  
formation par tout moyen de communication. Siège social :  
35, rue Montgallet, 75012 Paris. Transféré; nouvelle adresse :  
83, rue de Reuilly, 75012 Paris. Mél. :  
lequotidiendescartophiles@libertysurf.fr. Date de la déclaration :  
14 février 2000.

1893 - Déclaration à la préfecture de police. **DEMOCRATIES  
ET SOLIDARITES.** Nouvel objet : l'association, qui agit en  
toute indépendance, a pour but de favoriser et de soutenir en  
France et à l'étranger, toute initiative tendant à améliorer la vie  
au quotidien des plus démunis. Siège social : 5, rue George-  
Gershwyn, 75012 Paris. Date de la déclaration : 14 février 2000.

1894 - Déclaration à la préfecture de police. **LYKION TON  
ELLENIDON (GROUPE DE FEMMES GRECQUES).** Siège  
social : 10, rue Caplat, 75018 Paris. Transféré; nouvelle adresse :  
6, rue Lamartine, 75009 Paris. Date de la déclaration :  
14 février 2000.

1895 - Déclaration à la préfecture de police. **ASSOCIATION  
DES PARENTS DE L'ECOLE BOY-ZELENSKI.** Siège social :  
51, rue de la Grange-aux-Belles, 75010 Paris. Transféré; nouvelle  
adresse : 55, rue de la Grange-aux-Belles, 75010 Paris. Date de la  
déclaration : 14 février 2000.

1896 - Déclaration à la préfecture de police. **AGENCE POUR  
LA PROMOTION DE LA CREATION INDUSTRIELLE  
(A.P.C.I.).** Siège social : 7, rue Crillon, 75004 Paris. Transféré;  
nouvelle adresse : 24, rue du Charolais, 75012 Paris. Site Inter-  
net : www.apci.asso.fr. Date de la déclaration : 14 février 2000.

1897 - Déclaration à la préfecture de police. Ancien titre : FEDE-  
RATION FRANÇAISE D'HAKKO RYU JUJITSU DENSOKAN  
BUDO ET AFFINITAIRES (F.F.H.J.D.B.A.). Nouveau titre : INS-  
TITUT FRANÇAIS D'HAKKO RYU R JUJITSU &  
OKUYAMA RYU R AIKI JUJITSU (I.F.H.O.). Nouvel objet :  
diffusion et enseignement du hakko ryu jujutsu et du okuyama  
ryu aiki jujutsu sur le territoire français. Siège social : 3, rue  
Bargue, 75015 Paris. Date de la déclaration : 14 février 2000.

1898 - Déclaration à la préfecture de police. Ancien titre : RES-  
TAURANT ADMINISTRATIF ANJOU. Nouveau titre : ANJOU  
RESTAURATION. Nouvel objet : fourniture de tous types de  
prestations alimentaires à un coût raisonnable, à toute entre-  
prise, collectivité ou organisme privé ou public. Siège social :  
11, rue d'Anjou, 75008 Paris. Date de la déclaration :  
14 février 2000.

1899 - Déclaration à la préfecture de police. **PARA-CLUB DE  
PARIS.** Siège social : 66, rue René-Binet, 75018 Paris. Transféré;  
nouvelle adresse : 41, rue Bargue, 75015 Paris. Date de la déclara-  
tion : 14 février 2000.

1900 - Déclaration à la préfecture de police. **EVA LUNA.** Siège  
social : 10, rue de Crussol, 75011 Paris. Mél. : fje@club-internet.  
Transféré; nouvelle adresse : 18, avenue Philippe-Auguste,  
75011 Paris. Mél. : fje@club-internet. Date de la déclaration :  
15 février 2000.

1901 - Déclaration à la préfecture de police. Ancien titre : NI VU  
NI CONNU. Nouveau titre : LES MAINS GAUCHES. Siège  
social : chez M. Bessat (Eric), 60, rue J.-B.-Pigalle, 75009 Paris.  
Date de la déclaration : 15 février 2000.

1902 - Déclaration à la préfecture de police. **DRESSONS  
TROIS TENTES.** Siège social : 20, rue des Tanneries, 75013 Paris.  
Transféré; nouvelle adresse : 222, rue du Faubourg-Saint-  
Honoré, 75008 Paris. Date de la déclaration : 15 février 2000.

1903 - Déclaration à la préfecture de police. **JUBILATION.**  
Siège social : 20, rue des Tanneries, 75013 Paris. Transféré; nou-  
velle adresse : 222, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.  
Date de la déclaration : 15 février 2000.

1904 - Déclaration à la préfecture de police. **COREST.** Siège  
social : 6, rue de la Rochefoucauld, 75009 Paris. Transféré; nou-  
velle adresse : 8, rue de la Rochefoucauld, 75009 Paris. Date de  
la déclaration : 15 février 2000.

1905 - Déclaration à la préfecture de police. **A COM ET A CRL.**  
Siège social : chez Mme Rusticini (Lætitia), 14, rue César-Franck,  
75015 Paris. Transféré; nouvelle adresse : chez Mme Lafaurie  
(Julie), 4, rue Coypel, 75013 Paris. Date de la déclaration :  
15 février 2000.

1906 - Déclaration à la préfecture de police. **GROUPE PIERRE  
DEJEAN.** Siège social : 44, rue de La Villette, 75019 Paris. Trans-  
féré; nouvelle adresse : 71, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris. Date  
de la déclaration : 15 février 2000.

1907 - Déclaration à la préfecture de police. Ancien titre :  
CENTRE ORNITHOLOGIQUE ILE-DE-FRANCE. Nouveau  
titre : CENTRE ORNITHOLOGIQUE ILE-DE-FRANCE  
(C.O.R.I.F.). Nouvel objet : étude des oiseaux sauvages et de  
leurs milieux en Ile-de-France; la détermination et la mise en  
œuvre à assurer leur protection, comme des écosystèmes dont  
ils dépendent; la sensibilisation d'un public le plus divers pos-  
sible, notamment les jeunes, à la protection et à l'étude de la  
nature; elle a vocation à considérer ces objectifs dans une

## **Annexe 7- Règlement d'intervention Chèques en faveur de la transition numérique et écologique**

# Règlement d'Intervention

## Chèques en faveur de la transition numérique et écologique des artisans et commerçants franciliens

### BASES RÉGLEMENTAIRES

Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Articles L. 1511-2 et L1611-7 I du code général des collectivités territoriales.

### OBJECTIFS DU DISPOSITIF

Conformément à la stratégie régionale en faveur de l'artisanat et du commerce de proximité adoptée par délibération CR 2018-043, à la stratégie Energie climat de la Région Île-de-France adoptée par délibération CR 2018-016, au Plan régional de prévention et de gestion des déchets de la Région Île-de-France adopté par délibération CR 2019-053, à la stratégie régionale en faveur de l'économie circulaire adoptée par délibération CR 2020-040, le présent dispositif a pour objectifs de :

- réduire le retard numérique et développer l'activité en ligne des artisans et commerçants de proximité ;
- accompagner les artisans et commerçants de proximité dans leur transition écologique.

Le dispositif « Chèques en faveur de la transition numérique et écologique des artisans et des commerçants franciliens » se décline en plusieurs volets en fonction de la typologie de bénéficiaires visés :

- 📁 **Volet 1 : artisans et commerçants franciliens :**
  - 1.1 Chèque numérique pour un commerce connecté**
  - 1.2 Chèque vert pour la transition écologique**
- 📁 **Volet 2 : communes ou leurs groupements**
  - 2. Chèque numérique pour un commerce connecté**

### VOLET 1 : ARTISANS ET COMMERÇANTS FRANCILIENS

Sont éligibles :

- les artisans et commerçants de proximité, entreprises, indépendants ou non (hors association), avec ou sans point de vente, sédentaires ou non, y compris les artisans d'art, dont l'activité relève d'un des codes NAF/APE listés ci-dessous<sup>1</sup>;

---

<sup>1</sup> Sont éligibles les artisans et commerçants de proximité, c'est-à-dire les établissements qui proposent la vente de produits ou services aux particuliers dont les achats sont quotidiens ou fréquents : commerce de détail (dt commerces de bouche), coiffure-soin de beauté, restauration, fleuristes, services de réparation aux particuliers, ... mais aussi artisan d'art. Il cible ainsi les artisans et commerces de proximité tels que définis ci-dessus et relevant des codes APE 10 à 33, 43 à 47, 55 et 56, 7410Z, 7420Z, 79, 81, 9003A, 9312 et 9313, 95 et 96. Sont donc notamment exclus les entreprises de la filière numérique, la vente par correspondance (ou exclusivement à distance), les activités financières et immobilières, les organismes de formation, les activités de conseil, les bureaux d'études, les activités de services aux entreprises. La Région se réserve par ailleurs le droit d'exclure un établissement dont l'activité ne

- dont l'établissement est situé en Ile-de-France et a été créé au moins six mois avant la date de la demande ;
- avec un effectif inférieur à 20 salariés, y compris les entreprises sans salarié ;
- qui n'appartiennent pas à un groupe dépassant ce seuil d'effectif ;
- inscrits au RCS et/ou au RM.

Pour être bénéficiaires de l'aide, les entreprises éligibles doivent s'inscrire sur la plateforme des aides régionales Mes Démarches et compléter le dossier de candidature en ligne comprenant notamment<sup>2</sup> :

- un extrait Kbis ou D1,
- un RIB,
- SOIT directement les factures acquittées ;
- SOIT les pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (devis ou tout document émis par le prestataire comme une grille tarifaire, ...) pour un avis de notification préalable. Le versement de la subvention se fera dans un second temps sur transmission des factures acquittées.

Le bénéficiaire atteste sur l'honneur au moment du dépôt de sa demande être en règle avec ses obligations sociales et fiscales et déclarer les aides de minimis octroyées et à venir. Il s'engage également à la véracité des informations transmises, au respect des conditions d'éligibilité de l'aide et des engagements précisés sur Mes démarches ainsi qu'au respect des obligations en matière de communication (notamment l'affichage dans sa boutique du sticker « Ici la région Île-de-France soutient la transition numérique/écologique de vos artisans et commerçants », l'inscription de la version numérique de ce sticker sur l'application ou le site web de l'entreprise réalisé grâce au chèque ainsi que l'inscription d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France), en matière d'exploitation des données et de contrôle par la Région.

Les bénéficiaires s'engagent sur l'honneur au moment du dépôt de leur demande à respecter les valeurs de la République et de la laïcité conformément à l'esprit de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Les bénéficiaires de l'aide ne sont pas soumis à l'obligation de recrutement de stagiaires énoncée dans la délibération CR 08-16.

## 1.1 Chèque numérique pour un commerce connecté

Le Chèque numérique a une valeur incitative et intervient sur les volets suivants :

- ☛ Améliorer sa gestion digitale
- ☛ Développer le Web-to store grâce au marketing digital et la présence en ligne
- ☛ Booster ses ventes grâce au e-commerce
- ☛ Faciliter l'accès de la clientèle au wifi pour les bars et restaurants accueillant du public avec places assises

### Dépenses éligibles

Sont éligibles les dépenses ayant pour objet grâce au digital de renforcer ou faciliter :

- la gestion de l'activité par le biais d'outils numériques,

---

correspond manifestement pas à son code APE ou à celle d'artisan et commerce de proximité défini plus haut.

<sup>2</sup> La Région se réserve le droit de demander toute pièce supplémentaire nécessaire à l'instruction de la demande.

- la visibilité, la notoriété, la présence en ligne, l'attractivité du commerce et la fidélisation de la clientèle, etc. ;
- le développement des ventes par la réservation en ligne, le click and collect, le drive, la vente en ligne, etc.
- les compétences numériques des artisans et commerçants grâce à des formations individuelles délivrées par un formateur agréé ;
- l'accès gratuit de la clientèle au wifi (hors consommation) uniquement pour les commerces ayant une activité de restauration, de cafétéria, de débit de boissons et accueillant du public avec places assises, etc.

Parmi les dépenses éligibles on compte notamment :

### **En fonctionnement :**

- Abonnements à des logiciels et solutions digitales de gestion en ligne (gestion de stock, facturation, solutions de paiement, logiciel d'encaissement pour caisse tactile-connectée ou imprimante connectée, comptabilité, gestion et relations clients, CRM/EBP, sécurité...), ainsi que les frais d'installation et de paramétrage de ces solutions
- Solutions de géolocalisation, frais de référencement (SEO), achat de mots clés, campagne Adwords (SEA), analyse des statistiques d'audience, etc.
- Dépenses de publicité digitale : solutions pour la visibilité digitale (page vitrine, « landing page »), campagne de publicités en ligne, création de contenus d'un site vitrine, achat de publicités sur les réseaux sociaux (SMA, SMO), solutions de fidélisation (programme fidélité, carte de fidélité, promotion, bons plans...), solutions d'envois de mails, sms, newsletters,...
- Réservation de nom de domaine, frais d'hébergement, etc.
- Abonnement à un logiciel de création de site / création de site en SaaS, frais d'optimisation
- Abonnement ou commissions sur les ventes liés à une solution visant à développer les ventes : prise de RDV, création de devis, marketplace (place de marché, plateforme en ligne), application de vente en ligne ou de click and collect, solution digitale, gestionnaire de marketplaces /gestionnaire de flux...
- les frais de formation, d'installation et d'optimisation liés à l'acquisition de ces solutions,...
- les frais de formation individuelle pour améliorer ses compétences numériques (formation délivrée par un formateur agréé en présentiel ou en ligne) ;
- les frais liés au recours à des solutions ou services de livraison (prestation ponctuelle, abonnement...)
- les frais de fonctionnement (abonnement, location hors crédit-bail, ...) relatifs à des écrans numériques à visée informationnelle ou promotionnelle, à l'exception des dispositifs installés en façades ou vitrines donnant sur la voie publique

Pour les commerces ayant une activité de restauration, de cafétéria, de débit de boissons et accueillant du public avec places assises, sont également éligibles les dépenses facilitant l'accès de la clientèle au wifi, à savoir notamment les dépenses de fonctionnement relatives à la location ou prêt de borne wifi professionnelle ainsi que les abonnements wifi professionnels. Ces dépenses peuvent être prises en compte uniquement si l'accès wifi est proposé gratuitement aux consommateurs clients.

### **Ou en investissement :**

- Investissement lié à l'acquisition de licence, achat de logiciel
- Investissement pour le développement, réalisation, acquisition d'un site internet
- Investissement relatif à l'acquisition d'écrans à usage professionnel pour des diffusions à visée informationnelle ou promotionnelle, à l'exception des dispositifs installés en façades ou vitrines donnant sur la voie publique.

Les dépenses éligibles à la subvention régionale sont exclusivement des dépenses de fonctionnement à l'exception des dépenses d'investissement indiquées ci-dessus pour l'achat d'écrans pour des diffusions de contenus à visée informationnelle ou promotionnelle, l'achat de

licences ou logiciels, le développement / réalisation / acquisition / renouvellement de site internet relevant de la section investissement. Selon le type de dépenses qui seront présentées par le bénéficiaire, il conviendra de sélectionner le type d'aide adéquat (investissement ou fonctionnement).

Les dépenses prises en compte portent **sur une durée maximale d'un an**.

Le bénéficiaire s'engage à ce que toutes les dépenses de fonctionnement soient comptabilisées dans les charges de l'entreprise, hormis les dépenses d'investissement indiquées ci-dessus qui devront être comptabilisées en immobilisations et inscrites à l'actif de l'entreprise. Il devra préciser la modalité choisie (investissement ou fonctionnement) selon la nature de ses dépenses au moment du dépôt de sa demande sur Mes démarches. La subvention finançant l'acquisition d'immobilisation correspond pour le bénéficiaire à une subvention d'investissement.

Les dépenses éligibles doivent avoir été réalisées **à compter du 12 mars 2020** et dans un délai maximal de 18 mois avant la date de la demande pour les demandes sur factures ou dans un délai maximal de 18 mois après la date de notification pour les demandes sur devis.

Le bénéficiaire ne peut recevoir d'autres aides publiques représentant plus de 50 % du coût de la dépense éligible.

#### **Nature et montant de l'aide**

Montant maximal de l'aide : **1500 €** sous forme de subvention

Un établissement ne peut être bénéficiaire qu'une seule fois de l'aide

L'aide est octroyée dans les limites du budget alloué au dispositif.

#### **Calcul du montant de l'aide**

Le taux maximal d'intervention de la Région s'élève à **50 % des dépenses éligibles**.

Le montant de l'aide régionale est forfaitaire et est calculé par tranche de 150 € sur les dépenses **Hors Taxes** dans les limites des montants minimal et maximal selon les modalités suivantes :

<b>Montant des dépenses éligibles</b>	<b>Montant de la subvention</b>
A partir de 300 €	<b>150 €</b>
A partir de 600 €	<b>300 €</b>
A partir de 900 €	<b>450€</b>
A partir de 1200 €	<b>600 €</b>
A partir de 1500 €	<b>750 €</b>
A partir de 1800 €	<b>900 €</b>
A partir de 2100 €	<b>1050 €</b>
A partir de 2400 €	<b>1200 €</b>
A partir de 2700 €	<b>1350 €</b>
A partir de 3000 €	<b>1500 €</b>

Si les dépenses justifiées par le bénéficiaire sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

## 1.2 Chèque vert en faveur de la transition écologique des artisans et commerçants

Le Chèque vert intervient sur les axes suivants :

- ☛ Développer la consigne pour réemploi
- ☛ Optimiser le tri et la gestion des déchets
- ☛ Diminuer les consommations d'énergie et d'eau
- ☛ Améliorer la qualité de l'air intérieur
- ☛ Développer les mobilités douces

Les dépenses éligibles à la subvention régionale sont exclusivement les dépenses d'investissement suivantes :

### ■ Economie circulaire et gestion des déchets

- Bacs de tri multi-flux de déchets afin d'optimiser le tri des déchets valorisables
- Broyeurs ou compacteurs pour les déchets des commerçants
- Composteurs et lombricomposteurs
- Acquisition de contenants, emballages et emportes restes réutilisables et consignés pour les commerçants  
NB : ils doivent être consignés pour être considérés comme des dépenses d'investissement
- Présentoirs à vrac et distributeurs à vrac
- Equipements de nettoyage d'outils du second œuvre zéro rejet liquide pour les artisans du BTP (ex. une machine pour nettoyer les pinceaux)
- Equipements d'entretien/réparation des outils des artisans et commerçants
- Equipements de valorisation des chutes de matières ou de réduction des pertes des artisans
- Equipement permettant de remplacer des matières et fournitures consommables par une machine pérenne (ex. générateur d'eau ozonée pour remplacer des produits d'entretien, ...)
- Equipement permettant d'éviter l'usage d'emballages ou objets à usage unique, notamment en plastique (ex. lave-verre à faible consommation d'eau pour remplacer les gobelets à usage unique ou les bouteilles en plastique)

### ■ Régulation et émetteurs de chaleur\*

- Plancher chauffant hydraulique à basse température - BAT-TH-103
- Robinet thermostatique sur radiateur existant - BAT-TH-104
- Radiateur basse température pour un chauffage central - BAT-TH-105
- Système de régulation par programmation d'intermittence (thermostat programmable). - BAT-TH-108
- Optimiseur de relance en chauffage collectif comprenant une fonction auto-adaptative - BAT-TH-109
- Système de variation électronique de vitesse sur un moteur asynchrone - BAT-TH-112
- Système de gestion technique du bâtiment (GTB) pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire - BAT-TH-116
- Déstratificateur ou brasseur d'air - BAT-TH-142
- Freecooling par eau de refroidissement en substitution d'un groupe froid pour la climatisation - BAT-TH-156
- Chauffe-eau solaire individuel BAT-TH-101
- Chauffe-eau thermodynamique à accumulation BAT-TH-148



- Pompe à chaleur de type air/eau ou eau/eau – BAR – TH - 104
- Eclairage (hors extérieur ou terrasses)\*
  - Remplacement de luminaires intérieurs par des luminaires d'éclairage intérieur général à modules LED - BAT-EQ-127
  - Lanterneaux d'éclairage zénithal - BAT-EQ-129
  - Conduits de lumière naturelle - BAT-EQ-131
- Ventilation, amélioration de la qualité de l'air\* (hors hottes)
  - Ventilation mécanique simple flux à débit d'air constant ou modulé - BAT-TH-125
  - Ventilation mécanique double flux avec échangeur à débit d'air constant ou modulé - BAT-TH-126
  - Ventilation mécanique simple flux hygroréglable - BAR-TH-127
  - Système de ventilation double flux autoréglable ou modulé à haute performance – BAR – TH 125
  - Ajout de matériel de filtration sur la ventilation existante
  - Matériel de mesure de dioxyde de carbone pour alerter sur un risque d'air trop confiné.
  - Purificateurs d'air pour lesquels le bénéficiaire se sera assuré de l'efficacité et de l'innocuité dans la situation rencontrée en accord avec les recommandations du Haut Conseil de la Santé Publique
- Autres équipements d'efficacité énergétique\*
  - Installation frigorifique utilisant du CO2 surcritique ou transcritique. - BAT-EQ-117
  - Moto-variateur synchrone à aimant - BAT-EQ-123
  - Fermeture des meubles frigorifiques de vente à température positive - BAT-EQ-124
  - Fermeture des meubles frigorifiques de vente à température négative - BAT-EQ-125
  - Système de condensation frigorifique à haute efficacité - BAT-EQ-130
  - Système hydro-économiques (France métropolitaine) - BAT-EQ-133
  - Système de régulation sur un groupe de production de froid permettant d'avoir une haute pression flottante (France métropolitaine) - BAT-TH-134
  - Système de régulation sur un groupe de production de froid permettant d'avoir une basse pression flottante (France métropolitaine) - BAT-TH-145
- Isolation\*
  - Isolation de combles ou de toitures - BAT-EN-101
  - Isolation des murs- BAT-EN-102
  - Isolation d'un plancher BAT-EN-103
  - Isolation des toitures-terrasses - BAT-EN-107
  - Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant BAT-EN-104
  - Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage parietodynamique BAT-EN-111
  - Isolation phonique
- Mobilités douces
  - Points de recharge ouverts au public sur des espaces de parking privés, puissance maximale de 22 kW
  - Points de recharge pour l'usage professionnel, de puissance maximale de 22 kW
  - Abri à toit pour vélo
  - Achat de vélo cargo (biporteur, triporteur, ... avec ou sans assistance électrique)
  - Achat d'un kit de motorisation aux normes des VAE (250W) pour le monter sur un vélo-cargo

\* Pour être éligibles, les dépenses signalées par un astérisque doivent avoir été effectuées pour un local commercial ou un atelier dédié indépendant.

Est éligible par extension toute dépense listée dans les fiches CEE consultables sur le site du Ministère de la Transition écologique. Sont également éligibles les dépenses de main d'œuvre correspondant à des travaux ou figurant dans une même facture pouvant comprendre équipement et prestations d'installation et de livraison.

Les dépenses prises en compte portent sur une durée maximale d'un an.

Le bénéficiaire s'engage à ce que toutes les dépenses soient comptabilisées en immobilisations et inscrites à l'actif de l'entreprise.

Le bénéficiaire ne peut recevoir d'autres aides publiques représentant plus de 50 % du coût de la dépense éligible.

Les dépenses éligibles doivent avoir été effectuées **à compter du 23 juillet 2021** et dans un délai maximal de 18 mois avant la date de la demande pour les demandes sur factures.

### **Nature et montant de l'aide**

Montant maximal de l'aide : **1500 €** sous forme de subvention

Un établissement ne peut être bénéficiaire qu'une seule fois de l'aide.

L'aide est octroyée dans les limites du budget alloué au dispositif.

### **Calcul du montant de l'aide**

Le taux maximal d'intervention de la Région s'élève à **50 % des dépenses éligibles**.

Le montant de l'aide régionale est forfaitaire et est calculé par tranche de 150 € sur les dépenses **Hors Taxes** dans les limites des montants minimal et maximal selon les modalités suivantes :

<b>Montant des dépenses Éligibles</b>	<b>Montant de la subvention</b>
A partir de 300 €	<b>150 €</b>
A partir de 600 €	<b>300 €</b>
A partir de 900 €	<b>450€</b>
A partir de 1200 €	<b>600 €</b>
A partir de 1500 €	<b>750 €</b>
A partir de 1800 €	<b>900 €</b>
A partir de 2100 €	<b>1050 €</b>
A partir de 2400 €	<b>1200 €</b>
A partir de 2700 €	<b>1350 €</b>
A partir de 3000 €	<b>1500 €</b>

Si les dépenses justifiées par le bénéficiaire sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

## **1.3. Cumul des aides et modalités de versement**

### **Cumul des chèques**

Le chèque numérique et le chèque vert sont cumulables pour un même établissement. Un établissement ne peut être bénéficiaire qu'une seule fois du même type de chèque.

### **Modalités de versement et caducité**

Chaque chèque fait l'objet d'un paiement distinct.

La subvention d'investissement ou de fonctionnement sera versée pour chaque chèque uniquement sur factures acquittées.

Elle sera calculée par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus sur la base des dépenses présentées en Hors Taxes. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

Les demandes de versement peuvent prendre la forme :

- d'un acompte et d'un solde (notamment si les dépenses éligibles comprennent un/des abonnements sur un an),
- ou d'un paiement unique, notamment dans le cas d'une transmission directe des factures, dans le respect des délais indiqués ci-dessous.

#### **Pour les demandes ayant reçu un avis préalable de notification sur devis :**

Une première demande de versement (acompte ou paiement unique) quelle que soit la nature de la subvention (investissement ou fonctionnement) doit avoir lieu **au plus tard un an après la date de notification de l'aide**. Si à l'expiration de ce délai, le bénéficiaire n'a pas transmis une première demande de versement, ladite subvention devient caduque et est annulée. Dans le cas où cette première demande de versement constitue la demande de solde (paiement unique), les dates de caducité qui s'appliquent sont identiques.

Concernant le **solde de la subvention à la suite d'une première demande d'acompte**, le reliquat non versé sera également considéré comme caduc si la demande de solde n'est pas transmise dans un délai de **2 ans après la date de notification de l'aide**, quelle que soit la nature de cette aide (investissement ou fonctionnement).

## **VOLET 2 : CHEQUE NUMERIQUE EN FAVEUR DES COMMUNES OU DE LEURS GROUPEMENTS POUR LE DEVELOPPEMENT DES COMMERCE DE LEUR TERRITOIRE**

L'aide régionale a pour objet de soutenir la mise en place de projets digitaux par les communes ou leurs groupements visant à renforcer les compétences numériques des commerces de leur territoire et développer leur visibilité ainsi que la vente en ligne de leurs produits.

### **Bénéficiaires**

Sont éligibles les communes du territoire francilien ou leurs groupements.

### **Modalités de la demande d'aide**

Pour être bénéficiaire de l'aide, le candidat doit s'inscrire sur la plateforme des aides régionales et compléter le dossier de candidature en ligne.

Le candidat transmet notamment les pièces justificatives des dépenses prévisionnelles ou réalisées (devis, factures) pour un avis de notification. Le versement de la subvention se fera dans un second temps sur **transmission des factures acquittées**.

Le candidat devra justifier de la pertinence du développement de la solution à l'échelle de son territoire en articulation avec l'offre existante.

Les bénéficiaires de l'aide ne sont pas tenus par les engagements énoncés dans la délibération CR 2017-51 relative à la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité en tant que collectivités, ni à l'obligation de recrutement de stagiaires énoncée dans la délibération CR 08-16.

### **Dépenses éligibles**

Le volet 2 du chèque numérique vise à soutenir la mise en place ou le renouvellement par les communes ou leurs groupements de projets digitaux visant à développer grâce au digital l'activité des commerces de proximité en renforçant leurs compétences numériques et en favorisant leur visibilité ainsi que la vente en ligne de leurs produits, tels que :

- solution de référencement / recensement des commerces / géolocalisation,
- solution de click and collect,
- solution d'aides à la vente, de marketplace locale, avec ou non solution de paiement et service de logistique,
- solution de promotion et de fidélisation, gamification, d'animation commerciale
- formation en ligne au numérique pour les commerces de son territoire...

L'aide proposée prend en charge soit des dépenses de fonctionnement, soit des dépenses d'investissement en fonction de la solution choisie, notamment :

- abonnement sur 12 mois maximum,
- frais de formation liés à l'acquisition de la solution,
- frais d'installation, de paramétrage, gestion des encaissements,
- hébergement, licence,...
- acquisition, développement ou renouvellement de la solution,...
- dépenses de communication,...
- assistance à maîtrise d'ouvrage, accompagnement,
- dépenses liées à la mise en place de formations en ligne pour renforcer les compétences numériques des commerces de son territoire,...

Le bénéficiaire devra préciser la modalité choisie (investissement ou fonctionnement) selon la nature de ses dépenses au moment du dépôt de sa demande sur Mes Démarches.

Les dépenses éligibles doivent avoir été réalisées **à compter du 12 mars 2020**. Si les dépenses présentées sont antérieures à la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, elles doivent avoir été réalisées dans un délai maximal de 12 mois avant la date de la demande pour être éligibles.

### **Nature et montant de l'aide**

Montant maximal : **10 000 €** sous forme de subvention

Un même porteur ne peut être bénéficiaire de l'aide qu'une fois par an dans la limite maximale de 3 années.

L'aide est octroyée dans les limites du budget alloué au dispositif.

En tant que collectivité unique à statut particulier, la Ville de Paris pourra, contrairement aux autres collectivités, bénéficier de l'aide plusieurs fois par an.

### **Calcul du montant de l'aide**

Le taux maximal d'intervention de la Région s'élève à **50 % des dépenses éligibles**.

Le montant de l'aide régionale est forfaitaire et est calculé par tranche de 1 000 € sur les dépenses **Hors Taxes** pour les subventions d'investissement et sur les dépenses **Toutes Taxes Comprises** pour les subventions de fonctionnement dans les limites des montants minimal et maximal selon les modalités suivantes :

Montant des dépenses éligibles	Montant de la subvention
A partir de 2 000 €	1 000 €
A partir de 4 000 €	2 000 €
A partir de 6 000 €	3 000 €
A partir de 8 000 €	4 000 €
A partir de 10 000 €	5 000 €
A partir de 12 000 €	6 000 €
A partir de 14 000 €	7 000 €
A partir de 16 000 €	8 000 €
A partir de 18 000 €	9 000 €
A partir de 20 000 €	10 000 €

Si les dépenses justifiées par le bénéficiaire sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

### **Modalités de versement et caducité**

La subvention d'investissement ou de fonctionnement sera versée uniquement sur factures acquittées.

Elle sera calculée par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus sur la base des dépenses présentées en Hors Taxes pour les subventions d'investissement et sur la base des dépenses présentées Toutes Taxes Comprises pour les subventions de fonctionnement. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

Les demandes de versement peuvent prendre la forme :

- d'un acompte et d'un solde (notamment si les dépenses éligibles comprennent un/des abonnements sur un an),
  - ou d'un paiement unique,
- dans le respect des délais indiqués ci-dessous.

Une première demande de versement (acompte ou paiement unique) quelle que soit la nature de la subvention (investissement ou fonctionnement) doit avoir lieu **au plus tard un an après la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante**. Si à l'expiration de ce délai, le bénéficiaire n'a pas transmis une première demande de versement, ladite subvention devient caduque et est annulée. Dans le cas où cette première demande de versement constitue la demande de solde (paiement unique), les dates de caducité qui s'appliquent sont identiques.

Concernant le **solde de la subvention à la suite d'une première demande d'acompte**, le reliquat non versé sera également considéré comme caduc si la demande de solde n'est pas transmise dans un délai de **2 ans après la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante**, quelle que soit la nature de cette aide (investissement ou fonctionnement).

## **Annexe 8 : Convention type Chèque numérique volet 2**

**CHEQUE NUMERIQUE « POUR UN COMMERCE CONNECTE »  
VOLET 2 COMMUNES ET GROUPEMENTS**

**CONVENTION N° .....**

**Présentation des parties signataires de la convention**

**La région Île-de-France**

dont le siège est situé au  
représentée par sa Présidente,  
en vertu de la délibération  
*ci-après dénommée « la Région »*

2 rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN,  
Madame Valérie PECRESSE,  
N°CP XXXX-XX du XX XXXX XXXX

**d'une part,**

**et**

**L'organisme dénommé**

dont le statut juridique est :  
dont le N°SIRET est :  
dont le siège social est situé au :

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Ayant pour représentant :

*ci-après dénommé « le bénéficiaire »*

**d'autre part,**

**Après avoir rappelé que :**

- Que le Chèque numérique pour un commerce connecté s'inscrit dans le cadre de la stratégie régionale en faveur de l'artisanat et du commerce de proximité 2018-2021 adoptée par délibération n° CR 2018-043 du 20 septembre 2018 ;
- Que le Chèque numérique pour un commerce connecté est un dispositif régi par le règlement d'intervention régional adopté par la délibération modifiée n° CR 2019-043 du 19 septembre 2019 relative au chèque numérique en faveur des artisans et commerçants franciliens « pour un commerce connecté » ;
- Que la subvention est attribuée dans le cadre du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France adopté par délibération CR n°2021-055 du 22 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

**Sont convenus ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération N° CP 20XX-XXX du XXX XXXX, la Région a décidé de soutenir XXXX (*nom du bénéficiaire*) dans le cadre du Volet 2 du « Chèque numérique pour un commerce connecté » pour la réalisation de l'opération dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, la dépense subventionnable ayant un montant prévisionnel de XX €, elle accorde au bénéficiaire une subvention d'investissement ou de fonctionnement d'un montant maximal de XX € conformément aux modalités indiquées dans le tableau ci-dessous.

Montant des dépenses éligibles	Montant de la subvention
A partir de 2 000 €	1 000 €
A partir de 4 000 €	2 000 €
A partir de 6 000 €	3 000 €
A partir de 8 000 €	4 000 €
A partir de 10 000 €	5 000 €
A partir de 12 000 €	6 000 €
A partir de 14 000 €	7 000 €
A partir de 16 000 €	8 000 €
A partir de 18 000 €	9 000 €
A partir de 20 000 €	10 000 €

Si les dépenses justifiées par le bénéficiaire sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

## **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

### **ARTICLE 2.1 : Obligations relatives au projet conventionné**

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

### **ARTICLE 2.2 : Obligations administratives et comptables**

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toute difficulté ou événement sérieux et imprévu, susceptibles de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.



- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives de paiement et de réalisation.
- Fournir les documents suivants :
  - les pièces nécessaires aux versements mentionnés dans l'article 3 « modalités de versement de la subvention régionale » de la présente convention
  - les documents relatifs au suivi et contrôle de l'opération, tels que précisés dans l'article 2.4
  - les bilans comptable, compte de résultat et annexe du dernier exercice
- Se soumettre aux contrôles de la Région auxquelles il sera tenu de produire, sur simple demande, tout document nécessaire à la vérification de la réalité du service fait, à la conformité de la réalisation aux conditions contractuelles.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Appliquer, dans le cas où il y serait soumis, le code de la commande publique.

### **ARTICLE 2.3 : Obligations en matière de communication**

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le bénéficiaire doit faire apparaître la participation financière de la Région dans toutes ses actions, produits et affichages induits par la subvention et apposer le logo de la Région conformément à la charte graphique régionale. Il doit également faire participer des représentants de la Région aux actions publiques concernées. En cas de non-respect de ces obligations, la Région se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée selon les modalités prévues à l'article 6.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1<sup>ère</sup> de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la région Île-de-France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne

réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

#### **ARTICLE 2.4 : Obligations relatives aux conditions de suivi, d'évaluation et de contrôle**

L'organisme bénéficiaire devra réunir **un comité de pilotage** avec l'ensemble des partenaires au minimum **une fois au cours du projet dans l'année**. Chaque réunion devra faire l'objet d'un **compte-rendu rédigé par l'organisme bénéficiaire** et adressé à l'ensemble des membres de ce comité.

#### **ARTICLE 2.5 : Obligations en matière d'éthique**

L'organisme bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

#### **ARTICLE 2.6 : Obligation en matière d'information (pour les communes)**

La commune bénéficiaire s'engage à autoriser et à faciliter l'implantation d'un panneau « d'entrée de ville » mentionnant le soutien financier de la Région à la collectivité. La Région assure la fourniture et l'implantation du panneau dès le vote de la subvention régionale. La commune met en oeuvre les procédures d'autorisation d'implantation et s'assure de la bonne exécution de cette obligation. Les bénéficiaires doivent justifier du respect de ces obligations. La Région peut contrôler le respect de ces obligations. Leur non-respect peut entraîner la suspension du versement ou le reversement des subventions octroyées.

### **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

#### **Article 3.1 : Caducité**

- **Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.** Dans le cas où cette première demande de versement constitue la demande de solde (paiement unique), les dates de caducité qui s'appliquent sont identiques.

-Concernant le **solde de la subvention à la suite d'une première demande d'acompte**, le reliquat non versé sera également considéré comme caduc si la demande de solde n'est pas transmise dans un délai de **2 ans après la date d'attribution de l'aide par l'assemblée délibérante**.

### **Article 3.2 : Modalités de versement**

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire selon le modèle « demande de versement » fourni au bénéficiaire. Ce document est complété et signé par le bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation au projet subventionné.

Conformément au règlement d'intervention, les demandes de versement peuvent prendre la forme :

- d'un acompte et d'un solde ;
- ou d'un paiement unique dans le respect des délais indiqués ci-dessous.

Les articles 3.2.1, 3.2.2 et 3.2.3 précisent la nature des pièces demandées en cas de demande d'acompte ou de demande de solde.

#### **Article 3.2.1 : Versement d'avances**

Conformément au règlement d'intervention, le bénéficiaire ne peut pas bénéficier d'avance.

#### **Article 3.2.2 : Versement d'acompte**

Conformément au règlement d'intervention, le bénéficiaire peut demander un seul acompte.

Le versement de l'acompte, à valoir sur les paiements déjà effectués par le bénéficiaire, calculé en fonction du tableau indiqué dans l'article 1, intervient sur demande de versement datée et signée par le représentant habilité de l'organisme bénéficiaire de la subvention.

Le versement d'acomptes s'effectue sur présentation :

- de la « **demande de versement** » conforme au modèle-type fourni au bénéficiaire
- d'un **état récapitulatif des paiements**, conforme au modèle-type fourni au bénéficiaire, qui précise notamment les références, les montants et des dates des factures, marchés ou actes payés au titre du projet, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

**Le total de l'acompte versé ne peut excéder 80% de la subvention prévue.**

#### **Article 3.2.3 : Versement du solde**

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet du projet subventionné.

Le versement du solde de la subvention est effectué sur demande de versement datée et signée par le représentant habilité de l'organisme bénéficiaire de la subvention qui certifiera l'achèvement et le paiement complet du projet.

Il s'effectue sur présentation :

- de la « **demande de versement** », conforme au modèle-type fourni au bénéficiaire

- d'un **état récapitulatif des dépenses** qui précise notamment les références, les montants et des dates des factures, marchés ou actes payés au titre du projet, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Il est daté et **signé par le représentant légal du bénéficiaire et par le comptable public** qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité, ainsi que leur règlement.
- un **bilan synthétique** du projet.

Le versement du solde est subordonné à la production des pièces mentionnées ci-dessus.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

### **Article 3.3 : Révision du montant subventionné**

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Si les dépenses justifiées par le bénéficiaire sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

### **Article 3.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables**

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du **XXX** et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

## **ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **XX XXXX XX**.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

## **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette

décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

#### **ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

- Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

#### **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

#### **ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite, l'annexe 1 dénommée « fiche projet n°XXX » adoptée par délibération n° CP XX-XX du XX XXXXXXXX.

**Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires originaux**

**Le.....**

**L'organisme  
(nom, qualité du signataire  
et cachet du bénéficiaire)**

**Le.....**

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

## **Annexe 9 : Fiches projets Chèque numérique**

**DOSSIER N° EX062555 - Chèque numérique "Pour un commerce connecté" –  
VOLET 2 COMMUNES ET GROUPEMENTS - COMMUNE DE PROVINS - ANNEE 2**

**Dispositif** : Chèque numérique en faveur des artisans et commerçants franciliens (fonctionnement)  
(n° 00001176)

**Délibération Cadre** : CR2019-043 modifiée

**Imputation budgétaire** : 939-94-65734-194002-400

Action : 19400202- TP'up

**PAR APPLICATION DU BAREME**

**MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM**  
**10 000,00 €**

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE PROVINS  
Adresse administrative : 5 PLACE DU GENERAL LECLERC  
77487 PROVINS  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur HERVE PATRON, Maire adjoint

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En application de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, il est demandé, à titre exceptionnel, une dérogation à engager la dépense avant la notification de la subvention afin de prendre en compte le démarrage du projet au 01/01/2022 au regard des dépenses d'abonnements.

**Description :**

La Région Ile-de-France a soutenu la ville de Provins dans sa démarche de mise en place d'une "plateforme en ligne" en 2021. La présente demande concerne la poursuite de l'action par l'abonnement annuel à la plateforme pour la 2ème année.

Bilan de l'action sur l'année 1 :

Site : [www.provins-commerces.com](http://www.provins-commerces.com)

Pour éviter la désertification commerciale du centre-ville, la municipalité a souhaité engager des actions destinées à soutenir et redynamiser le commerce de son territoire. Pour augmenter la fréquentation des commerces, la solution choisie a été la mise en place d'un dispositif de « carte de fidélité numérique » pour fidéliser les consommateurs pour leurs achats en centre-ville, par cumul et attribution de points de fidélité auprès des commerçants adhérents. Pour ce faire, la société CO'MERCEA a été retenue pour sa solution digitale de redynamisation des centres-villes et des commerces.

La solution Provins-Commerces a permis en quelques mois de fidéliser 30 % des commerces de centre-ville dans les secteurs alimentaire, mode, hôtel restauration, beauté, service, sport, loisirs.

D'une manière générale, les retours, utilisateurs, commerces et le téléchargement de la carte de fidélité numérique par les clients, sont très encourageants. En témoigne sur un an le chiffre d'affaires de 451 K€ généré par les 2189 utilisateurs de la carte de fidélité Provins Commerces, et l'attribution de 985 chèques fidélité.

Parallèlement, des actions ponctuelles de type tombola, ticket à gratter, etc. ont permis de faire connaître Provins-Commerces et fidéliser de nouveaux clients.

Pour cette 2ème année, la ville poursuit le déploiement de la plateforme Provins-Commerces.

L'application Provins-Commerces, qui s'est d'abord concentrée sur le volet "fidélité numérique" permet de développer un volet "click & collect" et un volet "drive". Il est également prévu l'installation de bornes de retrait réfrigérées et non réfrigérées et la mise en place de chèques cadeau.

La pérennité du dispositif repose sur une mobilisation régulière des commerçants, par des campagnes d'actions commerciales, des bons plans, une formation répétée des commerçants. Le Manager du commerce de centre-ville accompagnera les commerçants dans le déploiement de Provins-Commerces.

Une campagne de communication sera mise en place : campagne publicitaire presse écrite (la République, le Provinois) et radio locale (OXYGENE), campagne d'affichage, panneau sucette, flyers, journal électronique. notification Push via smartphone. Jeux concours avec tirage au sort, jeux à gratter dématérialisés, points de fidélité doublés.

#### Localisation géographique :



**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Abonnements sur 12 mois max., à la plateforme digitale comprenant hébergement Co'mercea Fid et Drive, maintenance, hotline, etc.	22 320,00	100,00%
Total	22 320,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	12 320,00	55,20%
REGION IDF	10 000,00	44,80%
Total	22 320,00	100,00%



**DOSSIER N° EX062611 - Chèque numérique "Pour un commerce connecté" –  
VOLET 2 COMMUNES ET GROUPEMENTS - COMMUNE DE CHAVILLE**

**Dispositif** : Chèque numérique en faveur des artisans et commerçants franciliens (fonctionnement)  
(n° 00001176)

**Délibération Cadre** : CR2019-043 modifiée

**Imputation budgétaire** : 939-94-65734-194002-400

Action : 19400202- TP'up

**PAR APPLICATION DU BAREME**

**MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM**  
**7 000,00 €**

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE CHAVILLE  
Adresse administrative : AVENUE ROGER SALENGRO  
92370 CHAVILLE  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Madame SANDRA SPANIER, Gestionnaire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 novembre 2021 - 25 novembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En application de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, il est demandé, à titre exceptionnel, une dérogation à engager la dépense avant la notification de la subvention afin de prendre en compte le démarrage du projet au 25/11/2021 au regard des dépenses d'abonnements.

**Détail du calcul de la subvention :**

Commune d'un peu plus de 20 000 habitants, idéalement située entre Paris et Versailles, Chaville est un axe passant, dotée de 3 gares. Située à proximité du centre commercial Westfield Vélizy 2, les commerces tertiaires sont très peu représentés sur la commune.

Dans le cadre de son plan de sauvegarde et de revitalisation du commerce, Chaville souhaite pérenniser la volonté des chavillois à faire leurs achats dans les commerces de proximité en mettant en place un espace digital qui reproduit sur le net l'activité économique de la ville.

La Ville a identifié dans ses bases 375 acteurs économiques. Cependant, moins de 50% de ces acteurs économiques sont en contact avec les services de la Mairie. La Ville a mené une enquête auprès des acteurs économiques, d'une part, et auprès des chavillois d'autre part, afin d'évaluer les besoins exprimés pour la mise en place d'une plateforme digitale.

Le projet a pour objectifs de :

- Dynamiser l'activité et augmenter la visibilité des acteurs socio-économiques auprès des Chavillois.
- Etablir et renforcer le lien entre la Ville et l'ensemble des acteurs économiques.
- Offrir aux Chavillois un portail unique attractif pour réaliser leurs achats de proximité et découvrir les activités économiques dans la ville.

- Compléter les espaces de vente en magasin et répondre au nouveau mode de vie des consommateurs de faire leurs achats en ligne.
- Offrir une vitrine aux acteurs économiques n'ayant pas de boutique : autoentrepreneurs, indépendants, acteurs de l'ESS.

Grâce à cette plateforme, les actions suivantes pourront être mises en place :

- Accueillir la totalité des acteurs économiques chavillois sur la plateforme, quelle que soit la nature de leur activité.
- Accueillir des activités non présentes dans les rues de Chaville pour compléter l'offre commerciale locale.
- Accueillir des événements de type « marché de Noël », Ventes éphémères, etc.
- Animer la vie du commerce et de l'artisanat avec des opérations sur des thématiques ou bien commune à l'ensemble des commerçants.

La plateforme choisie, Wishibam, propose :

- une marketplace permettant la mise en relation des commerçants et des clients afin d'accroître productivité et performance ;
- du picking : préparation des colis pour la gestion des commandes et des multimodes de livraison. Cette application est reliée au partenaire logistique de Wishibam en charge du colisage et de la livraison.
- un e-shop avec un accès à la consultation de stocks des magasins et la passation de commandes.

La communication s'effectuera par le bulletin municipal, les réseaux sociaux de la Ville, le site internet de la Ville, l'affichage et le relais commerçants.

Le service vie économique (1 ETP) aura en charge l'animation et le suivi de la plateforme. De la même manière que pour le recueil des besoins, un sondage sera réalisé afin d'évaluer la qualité du projet.

#### Localisation géographique :

 CHAVILLE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Abonnements, commissions sur ventes	14 400,00	100,00%
Total	14 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
AUTOFINANCEMENT	7 400,00	51,39%
REGION IDF	7 000,00	48,61%
Total	14 400,00	100,00%

**DOSSIER N° EX062612 - Chèque numérique "Pour un commerce connecté" –  
VOLET 2 COMMUNES ET GROUPEMENTS - COMMUNE DE VILLIERS-SUR-MARNE**

**Dispositif** : Chèque numérique en faveur des artisans et commerçants franciliens (investissement)  
(n° 00001177)

**Délibération Cadre** : CR2019-043 modifiée

**Imputation budgétaire** : 909-94-204141-194002-400

Action : 19400201- TP'up - Back'up

**PAR APPLICATION DU BAREME**

**MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM**  
**10 000,00 €**

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS-SUR-MARNE  
Adresse administrative : COMMUNE DE VILLIERS-SUR-MARNE  
94350 VILLIERS SUR MARNE  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Jacques Alain BENISTI, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 5 novembre 2021 - 4 novembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, il est demandé, à titre exceptionnel, une dérogation à engager la dépense avant la notification de la subvention afin de prendre en compte le démarrage du projet au 5 novembre 2021.

**Description :**

Commune de près de 30 000 habitants, Villiers-sur-Marne compte plus de 600 commerces. Le pôle commercial s'articule principalement dans le centre-ville et les rues adjacentes, auquel on peut associer le pôle constitué autour de la gare. L'appareil commercial et artisanal de Villiers-sur-Marne est composé de polarités commerciales de proximité mais aussi de commerces périphériques dont la zone de chalandise dépasse les limites communales. Les commerces villiérais, et en particulier le centre-ville, pâtissent d'une tertiarisation des linéaires. Le secteur des « services » est fortement représenté avec une soixantaine de cellules commerciales dont la moitié est représentée par des agences bancaires et d'assurance et des agences immobilières. Viennent ensuite les cafés et restaurants (40), le secteur de la beauté (30), le commerce de bouche (15).

Le commerce indépendant villiérais est peu digitalisé. Le web-to-store, le click & collect, les points relais etc., sont autant de services montrant qu'il existe une forte complémentarité entre les outils numériques et la boutique physique. Les commerces indépendants villiérais n'utilisent actuellement aucune marketplace pour vendre leurs produits. De même, il existe une importante disparité entre les commerces indépendants possédant une visibilité web (site internet, réseaux sociaux) et ceux n'étant pas présents sur « la toile ».

La Commune de Villiers-sur-Marne souhaite accompagner ses commerçants dans la digitalisation de leur commerce, par la mise en place d'une solution numérique (SMART CITY) en marque blanche permettant

pour la 1<sup>ère</sup> année la mise en place d'un module e-commerce. Le projet vise 290 commerces. Au quotidien, les commerçants auront accès au call center de SmartCity pour les informer et les accompagner dans la vente de leurs produits. La solution comprend la saisie des fiches/produits, l'intégration native des réseaux sociaux, le référencement, la gestion des ventes, la proposition d'un système multi-livraison et gestion de retrait sur place, la mise en place de campagnes et de promotions, ainsi que la formation des commerçants.


Des actions individuelles et collectives seront menées auprès des commerçants et de l'association des commerçants en partenariat avec SMART CITY et les chambres consulaires pour mieux professionnaliser leurs usages du digital.

La ville mettra en place une campagne d'information (courrier d'information, appel individuel, webinar, réunion, campagne commerciale).

Le service communication, la direction des systèmes d'information et la direction du développement économique travaillent en étroite collaboration pour la mise en place de ce projet.

Le projet sera notamment évalué au regard de la durée et du nombre de visites sur la plateforme.

**Localisation géographique :**

 VILLIERS-SUR-MARNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Plateforme de e-commerce : acquisition et développement (plateforme logicielle, hébergement, cryptage, statistiques, maintenance, etc. )	28 140,00	100,00%
Total	28 140,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	10 000,00	35,54%
BANQUE DES TERRITOIRES	17 405,00	61,85%
AUTOFINANCEMENT	735,00	2,61%
Total	28 140,00	100,00%

## **Annexe 10 : Fiche projet RQR**

**DOSSIER N° 22002473 - Projet Cireq RQR**

**Dispositif** : Subvention spécifique relance, attractivité, développement économique et innovation (fonctionnement) (n° 00001090)

**Imputation budgétaire** : 939-91-6574-191001-400

Action : 19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique relance, attractivité, développement économique et innovation (fonctionnement)	266 505,45 € HT	42,50 %	113 264,81 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		113 264,81 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : RQR REAL QUALITY RATING  
Adresse administrative : 49 RUE PONTHEU  
75008 PARIS  
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées  
Représentant : Monsieur Olivier MEGE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 2 janvier 2017 - 31 décembre 2019

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Suite avis favorable du médiateur

**Description :**

Le projet consiste à développer des systèmes experts et des algorithmes spécifiques pour quatre principaux secteurs immobiliers (bureaux, commerces, logistique et résidentiel) qui tiennent compte des spécificités locales des principaux marchés européens. Les étapes du projet sont donc articulées autour du développement des prototypes pour chacun des secteurs sur le marché parisien. Une fois développé, la robustesse du prototype parisien sera confrontée à la réalité des autres métropoles européennes.

Cette mise à l'épreuve du prototype n'est pas anodine du point de vue de la recherche car elle se traduira très certainement par des boucles de rétroaction vers la méthodologie, assurant ainsi l'universalité et la comparabilité internationale de la méthode.

1) Renforcer les collaborations entre acteurs de la RDI (Recherche, Développement et Innovations)

Les acteurs actuels du projet sont réunis dans le consortium CIREQ: la Start up Real Quality Rating, le Center for Real Estate Management de l'Université Paris Dauphine - PSL et le CNRS. Les trois acteurs sont basés en Région Ile de France, avec une forte visée internationale. Le projet a reçu le label du pôle de compétitivité « Finance Innovation » pour son caractère innovant. Le projet s'ancre dans deux domaines d'Innovation Stratégique de la SRI-SI de la Région Ile de France: Ingénierie des systèmes complexes et logiciels et Ecoconstruction et quartiers à forte performance environnementale.

2) Le projet CIREQ permet la création de valeur issue de ce partenariat en mobilisant le potentiel d'innovation technologique, économique et sociétale de la région Ile-de-France. Ce projet permet de soutenir le développement d'une méthodologie innovante et d'un nouveau service tant sur la forme que sur le contenu.

Le projet est fondé sur la collaboration entre des chercheurs et des managers de haut niveau en économie et management de l'immobilier.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
depenses de fonctionnement (salaires et charges, ...)	163 231,58	61,25%
frais de fonctionnement (loyer, téléphone,...)	22 800,00	8,56%
autres dépenses de fonctionnement	80 473,87	30,20%
Total	266 505,45	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	153 240,64	57,50%
subvention régionale	113 264,81	42,50%
Total	266 505,45	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

## **Annexe 11 : Convention type RQR**



<p align="center"><b>Convention N° 22002473</b> <b>entre la région Île-de-France et RQR Real Quality Rating</b></p>
---

La région Île-de-France,  
dont le siège est situé 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,  
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée en vertu de  
la délibération n° CP 2022-111 du 23 mars 2022,  
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : RQR Real Quality Rating  
dont le statut juridique est Société par Actions Simplifiées

N° SIRET : 82316601200018    Code APE : 7022Z  
dont le siège social est situé au : 49 rue de Ponthieu 75008 Paris  
ayant pour représentant Olivier MEGE  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

**IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :**

**Préambule :**

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 2021 -055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier .

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise.

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération N° CP 2022-111 du 23 mars 2022, la région Île-de-France a décidé de soutenir Real Quality Rating.

Elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 42,50 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève 266 505,45 EUR soit un montant maximum de subvention de 113 264,81 EUR.

## **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE**

L'organisme s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation des objectifs retenus en commun pour le partenariat avec la Région tels que définis dans l'Article 1.

### **2.1. OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE**

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

### **2.2. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES**

Le bénéficiaire s'engage à :

- a) Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- b) Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- c) Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- d) Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- e) Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

### **2.3. OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION**

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.

Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

## **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES**

### **3.1. CADUCITÉ**

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

### **3.2. MODALITÉS DE VERSEMENT**

La subvention régionale fait l'objet d'un seul versement effectué après demande du bénéficiaire comprenant les pièces suivantes :

- Un courrier d'appel de fonds daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'organisme ;
- Un compte rendu financier de l'action pour lequel un financement européen avait été demandé. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné ;
- Un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaille notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France.

### **3.3. RÉVISION DU MONTANT DE LA SUBVENTION**

Le montant de la subvention est révisé en proportion de la justification des dépenses du projet pour lequel un financement européen avait été demandé.

### **3.4. ÉLIGIBILITÉ DES DÉPENSES SUBVENTIONNABLES**

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date de dépôt de la demande initiale de financement et jusqu'à la date de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

## **ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante soit le 23 mars 2022.

## **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

#### **ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

#### **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

---

#### **ARTICLE 8 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE D'ETHIQUE**

---

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en deux exemplaires originaux,

**Le .....**

La Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**Le .....**

Pour le bénéficiaire,

Valérie PECRESSE

Signature

## **Annexe 12 : Avenant à la convention type Challenge IA Entreprise**

**Avenant à la Convention**  
**Type Challenge IA Entreprises**

ENTRE

La **région Île-de-France**, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie Péresse, dûment habilitée par délibération n° CP 2022-111 du 23 mars 2022.

Ci-après dénommée la « Région »,

ET

Et :

**XXX**

[Forme juridique de la personne morale ou de la SOCIETE]

N° SIRET : --- --- --- ---

Code APE :

Sise : [Adresse de l'établissement]

Représentée par M/Mme --- --- ---, agissant en qualité de --- --- ---

**Désigné(e) ci-après par le « BENEFICIAIRE »**

**PREAMBULE**

Par délibération n° CP 2022-046 du 14 janvier 2022, la Région a adopté une convention type relative à l'octroi de subvention aux entreprises lauréates des challenges IA dans le domaine de la santé qui, dans l'article 3 de ses conditions générales, exclu la possibilité de sous-traitance entre partenaires d'un même projet.

Or, ces projets associant une entreprise et un centre de recherche clinique peuvent exiger une sous-traitance de ce dernier pour fournir de nouveaux jeux de données, les préparer et les annoter pour leur exploitation par l'entreprise.

Par conséquent, le présent avenant vise à offrir la possibilité d'une telle sous-traitance entre partenaires d'un même projet en modifiant l'article 4 des conditions particulières de la convention.

**ARTICLE 1<sup>er</sup> – Modification de l'article 4 des conditions particulières de la convention**

L'article est annulé est remplacé par :

---

**ARTICLE 4 – CARACTERE COLLABORATIF DU PROJET**

Le Projet défini ci-dessus sera exécuté en partenariat avec les membres du consortium tels que définis en annexe technique.

Les partenaires gèreront le Projet en collaboration. A ce titre, ces derniers seront chargés d'organiser des revues de projets, au minimum, à périodicité annuelle et à transmettre à la Région Ile-de-France un rapport d'avancement du projet qui pourra être demandé lors des versements intermédiaires.

Par dérogation à l'article 3 des conditions générales de la convention, le bénéficiaire est autorisé à sous-traiter une partie de l'activité conformément à l'annexe financière de la convention.

## ARTICLE 2

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa signature par les parties.  
Les autres dispositions de la Convention non modifiées par le présent avenant restent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux,

Le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

Pour le conseil régional  
Valérie Péresse

Pour XXX  
XXX